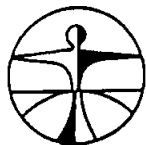


ANNEXES

ANNEXE 1 : TERMES DE REFERENCE DE LA COU ENDA/MAE

enda tiers monde



Convention d'objectifs sur l'urbain (COU)

Villes du Sud :

Contrer la pauvreté, changer et gérer l'urbain avec le plus grand nombre

Termes de références pour l'évaluation

Mars 2003

SOMMAIRE

I. PRESENTATION DE LA COU	Page 3
1. Contexte et élaboration de la COU	Page 3
1.1. Contexte	Page 3
1.2. Elaboration de la COU	Page 6
2. Objectifs du programme	Page 8
3. Axes de changement	Page 10
3.1. Comprendre, prévenir et contrer la violence	Page 10
3.2. Aider les groupes vulnérables à s'organiser économiquement et socialement	Page 11
3.3. Décider la ville autrement	Page 11
4. Stratégies	Page 12
5. Moyens	Page 13
6. Acteurs impliqués et bénéficiaires	Page 15
7. Résultats attendus	Page 15
II. L'EVALUATION EN ELLE-MEME	Page 16
8. Objectifs généraux de l'évaluation	Page 16
9. Questions évaluatives	Page 17
Axe 1 : Les activités mises en œuvre	Page 17
Axe 2 : La transversalité et la capitalisation	Page 18
Axe 3 : Le contexte, les évolutions, les enjeux	Page 18
Axe 4 : L'outil Convention d'Objectifs	Page 19
Axe 5 : Recommandations attendues pour une nouvelle phase	Page 19
10. Méthodologie de l'évaluation	Page 20
11. Moyens humains	Page 23
12. Calendrier	Page 23
13. Budget	Page 23
14. Dispositif de l'évaluation	Page 23
15. Rapports	Page 24
16. Annexe : fiches actions pour l'année 1	Page 25

I. Présentation de la Convention d'Objectifs sur l'Urbain (C.O.U.)

1. Contexte et élaboration de la COU

1.1. Contexte

1970-2000 : la ville du sud au cœur des préoccupations

Depuis une trentaine d'années, la complexité et la diversité des questions urbaines ont suscité dans les différentes parties du monde des interrogations et des inquiétudes quant au fonctionnement des villes et à leur devenir. La mégapolisation des villes du sud (taux de croissance les plus élevés au monde et taux d'urbanisation rattrapant ceux des pays industrialisés) signifie une montée des enjeux dans et pour ces organismes qui doivent se construire dans l'urgence et le dénuement d'autorités publiques en mal de légitimité et de ressources dans des contextes d'ajustement structurel et de dévaluation des monnaies (exemple du CFA en Afrique de l'Ouest). La demande croissante en service de base (éducation, santé, eau, assainissement), l'explosion de la violence, la pauvreté et le dénuement extrêmes, les problèmes environnementaux graves, l'exclusion de la majorité des acteurs de la décision et des processus d'élaboration des politiques ne doivent pas faire oublier que c'est malgré tout en ville que l'avenir se fera.

Si les pratiques d'exclusion persistent et ont la peau dure du fait de leur reproduction par des systèmes politiques d'accaparement, les concepts évoluent pour ce qui concerne les modalités de fonctionnement politique de la ville (décentralisation, bonne gouvernance, participation, réseaux). La ville du sud est désormais faite par les « pauvres » devant l'uniformisation des réponses normatives. Le secteur informel de l'habitat et du foncier est devenu prépondérant et l'accès à la ville est conditionné par l'accès à des réseaux qui ont des points d'ancrage multiples et pour lesquels l'Etat et ses normes ne sont que des leviers à instrumentaliser. La force du local est décuplée parce qu'elle correspond mieux à l'échelle des phénomènes, mais il faut désormais avoir un oeil sur les autres échelles qui ont de l'influence sur lui. Les villes du sud rejettent et intègrent à la fois. Espaces contraignants, elles sont également des espaces d'opportunités et de ressources qui fondent et consolident la civilisation urbaine.

La ville doit donc être au cœur de toute stratégie de développement. Par conséquent, la recherche et les projets s'appuient de plus en plus sur les nouveaux types d'acteurs et organisations qui ont émergé dans ce contexte : associations de toutes sortes, comités de quartiers, ONG, collectivités locales. Les années 70 et 80 ont vu la naissance de plusieurs initiatives autant en terme de recherche pour comprendre les mécanismes de l'explosion urbaine, qu'en terme d'intervention. Le Colloque de Talence, le premier programme de la Banque mondiale sur l'urbain, la première conférence mondiale sur l'habitat, etc, ont été des étapes importantes à l'échelle internationale dans cette période là.

C'est également en 1972 que Enda Tiers Monde est né pour développer une démarche novatrice d'appréhension des questions urbaines et environnementales. L'acuité des problèmes posés un peu partout et surtout dans les villes du sud a suscité la création d'équipes et d'antennes (les entités) qui opèrent là où les défis du développement se font le plus sentir : Afrique, Amérique Latine, Caraïbes et Asie. Si son action a pour but général le changement social, économique et politique en vue de sociétés plus équitables, donnant à chacun l'opportunité de participer aux productions symboliques, culturels, économiques, sociales, politiques, la marque d'Enda est en milieu urbain, notamment dans les milieux les plus défavorisés des quartiers et auprès des populations les plus exclues.

Les années 80 ont vu se renforcer et s'élargir les actions d'Enda au moment où on assiste en France à une prise de conscience accrue sur le péril urbain au nord comme au sud. Les pouvoirs publics notamment ont mis en place un dispositif de recherche (création d'un département de recherche urbaine au Ministère de la recherche et à l'ORSTOM) et d'intervention (département urbain au ministère de la coopération) qui a stimulé les dynamiques associatives, l'action des ONG, les rencontres internationales sur la question, etc. Dans le même sens, les institutions de solidarité internationales et les Etats du nord encouragent au début des années 90, les processus de décentralisation en mettant l'accent sur la gouvernance et la satisfaction des besoins locaux par une approche de proximité. En France, des organisations comme le CCFD, l'AFVP, le GRET augmentent leur intérêt pour l'urbain et la mobilisation forte aboutit à la nécessité de créer des instances de coordination et d'échange. En 1996, la Conférence Habitat II d'Istanbul met en exergue et en perspective le rôle accru que les collectivités locales, les ONG et les associations doivent désormais tenir dans les décisions qui se prennent. Elle consacre également le quartier comme une échelle pertinente d'action.

L'appel à proposition de 1996 pour le Programme Prioritaire Urbain s'inspire de cette dynamique nouvelle dont la COU et le PPDU (Programme Prioritaire Développement Urbain) découlent. Ce dernier programme qui est également en cours d'évaluation avait défini trois objectifs très proches de ceux de la Convention d'objectifs signée avec ENDA : "appuyer l'émergence des associations du sud, leur organisation et renforcer leur qualification à répondre aux exigences d'un

développement participatif en milieu urbain, pour faire droit aux besoins des populations dans les domaines économiques, sociaux, de l'habitat, des services urbains et de l'environnement", "positionner les organisations de base dans la concertation avec les pouvoirs publics et les collectivités locales pour construire de nouveaux projets de ville, reconnaître l'autonomie et la légitimité des différents acteurs, en particulier, celle des groupes d'habitants et des comités de quartiers", "consolider le développement local pour favoriser l'amélioration des conditions de vie et pour permettre l'exercice d'une citoyenneté active et d'une démocratie participative, en valorisant les expériences et les initiatives à différents niveaux : le quartier, la ville, tout en assurant la cohérence entre ces niveaux", "capitaliser et mettre en réseau les savoirs et savoir faire des acteurs associatifs dans les villes du nord et dans les villes du sud. L'appui des OSI se veut être une consolidation des acteurs associatifs du sud dans une réelle réciprocité".

En 2001, le bilan fait par l'Assemblée Générale des Nations Unies du processus Habitat II n'est pas positif. L'exclusion, la pauvreté extrême et les inégalités ne reculent pas. La mobilisation autour de ce sommet et les initiatives nombreuses et diverses qui s'en inspirent n'ont pas encore atteint les résultats escomptés.

1.2. Elaboration de la COU

Dans l'esprit de nouvelles missions

Au milieu des années 90 et parallèlement à cette dynamique, plusieurs réflexions ont été menées à ENDA sur les orientations stratégiques de l'organisation et des missions définies :

" Une **mission de Protagonisme social** qui consiste à renforcer la capacité de changement, d'action et de propositions des groupes populaires, ainsi que leur pouvoir de négociation et éventuellement de pression "

" Une **mission d'innovation** dans les domaines qui constituent les terrains d'expérimentation (d'ENDA et de ses partenaires) "dans le cadre de la recherche-action

" Une **mission d'information, de crédibilisation et de diffusion à grande échelle** (le changement d'échelle) des pratiques et des expérimentations sociales novatrices ".

" Une **mission critique à l'égard des idées dominantes**...Elle consiste à développer, à un niveau international, une véritable capacité d'influence et de proposition ".

Il s'agissait de tracer de nouvelles pistes par la promotion du dialogue sur les politiques, l'accompagnement critique des politiques de décentralisation lancées ou renforcées dans des contextes de raréfaction des ressources étatiques (ajustement structurel, dévaluation des monnaies), et enfin la production et la promotion de concepts alternatifs. **Le changement d'échelle** devait permettre d'apporter des réponses opératoires et à une échelle significative aux attentes créées auprès de certaines institutions : agir comme opérateur à l'échelle de la ville et non seulement du quartier ou de la communauté, accompagner les organisations de producteurs des zones périurbaines dans leur action de lobbying pour modifier les politiques publiques ou planifier leur espace d'activité, etc.

La plupart des équipes ENDA sont engagées dans des démarches de ce type depuis plusieurs années, mais leur pertinence et leur efficacité sont rarement évaluées, mises en cohérence et valorisées.

ENDA a beaucoup travaillé pour faire reconnaître la diversité des pratiques et des concepts conçus comme des constructions sociales et historiques autour de symboles propres, à partir d'un certain localisme conceptuel et expérimental. Mais la vocation d'ENDA a toujours été de rendre compatible « l'expérimentation » et l'impulsion de changements sociaux significatifs. Ainsi, les différentes entités se sont données les moyens d'agir à une échelle relativement micro tout en changeant d'échelle selon les contextes et les contraintes internes et externes. ENDA a développé un savoir faire et une expertise particulière sur certains secteurs tels que : le crédit en direction des femmes, l'économie environnementale ou l'économie sociale, les services de santé communautaire, l'éducation alternative, etc. Des expérimentations ont été menées sur ces différents sujets dans les différents pays et continents du Tiers Monde, et de plus en plus, le renforcement des capacités des groupes aboutit à des revendications pour une participation accrue aux processus de prise de décision, consacrant ainsi le grand retour du politique.

Cependant, les sollicitations de la demande sociale, à laquelle Enda doit répondre au quotidien, les impératifs de la survie économique et logistique de chacune de ses entités, ainsi que la diversité des contextes dans lesquels elles interviennent et des initiatives qu'elles prennent, ne facilitent pas toujours la référence à ce qui constitue ces missions et les stratégies communes desquelles elles participent.

La COU : pour dépasser le paradoxe concurrence / cohérence

Du fait des difficultés de communication et de concertation inter-entités, ces missions ont eu du mal à être mises en synergie et opérationnalisées. Par ailleurs, la pression de la pénurie de moyens au sein des entités opératrices avait installé la

tentation de considérer cette Convention d'objectifs au moment de son élaboration comme un autre guichet de financement pour des actions conçues à l'échelle des quartiers, des communautés, et des entités opératrices alors que par ailleurs se dressait la nécessité d'un apprentissage mutuel, d'une capitalisation systématique de nos expériences et d'une influence directe sur les politiques élaborées.

Du côté du Ministère de la Coopération qui avait négocié le programme avant sa fusion avec le Ministère des Affaires Etrangères, il était également devenu urgent que les requêtes de financement provenant des entités d'ENDA implantées dans diverses parties du monde, n'arrivent plus en ordre dispersé et sans lien entre elles. Le financement de la Convention d'objectifs qui a été la formule choisie devait donc concerner autant des « pays du Champ » (Zone de Solidarité Prioritaire : Sénégal, Mali, Madagascar) que des « pays hors champ » (Maroc, Ethiopie, Colombie, République Dominicaine, Brésil, Vietnam), ces derniers étant sous la responsabilité du Ministère des Affaires Etrangères. Le programme était tri annuel pour les premiers et annuel pour la seconde catégorie de pays.

Les arbitrages auxquels les discussions multiples ont abouti au sein d'ENDA, reflètent le paradoxe concurrence/cohérence. Il fallait ainsi trouver une clé de répartition inter-entités acceptable pour mettre à profit les financements d'un des bailleurs de fonds traditionnels d'ENDA et dépasser certaines pratiques concurrentielles internes en reconstruisant de la cohérence. C'est dans cette optique qu'il a été décidé le partage du financement à 16 entités, ainsi que la création d'une dix-septième entité, transversale, jouant le rôle de mécanisme commun d'animation, de coordination et de capitalisation. Il était donc important au moment de l'élaboration de cette convention d'objectifs de conjuguer l'appui aux stratégies d'autonomisation et la réflexion alternative à l'échelle internationale.

Le parti pris de départ de la COU était que c'est en ville qu'allait se jouer l'avenir et que les orientations stratégiques devaient s'organiser en trois lignes force :

'contrer les risques d'explosion : comprendre, prévenir et contrer la violence '
'aider les pauvres à s'organiser économiquement et socialement' ;
'décider autrement de et dans la ville'

Ces trois thématiques devaient être opérationnalisées par la mise en œuvre de 34 projets, opérés par les 17 entités et dont la diversité de localisation, l'urgence des situations à traiter, la pertinence des actions proposées ainsi que la multiplicité des échelles touchées ont convaincu le Ministère des Affaires Etrangères dont la fusion avec celui de la coopération a eu un impact non négligeable sur le déroulement du programme.

2. Objectifs du programme

La Convention est conclue pour une durée de trois ans à partir de 1999-2000 avec le Ministère français des Affaires Etrangères désormais fusionné avec celui de la Coopération.

Sa raison d'être est d'éclairer certaines grandes tendances relatives aux transformations urbaines dans les villes du Sud, en même temps qu'à faire apparaître des éléments d'orientation pour leur Gouvernance. Au-delà des actions ponctuellement réalisées par les diverses entités d'Enda dans le domaine de la ville, qu'il s'agisse d'activités matérielles (aménagement de quartiers précaires, consolidation de l'habitat, adduction d'eau, voirie, création d'activités génératrices de revenus, action sanitaire...) ou immatérielles (cadres de concertation entre associations et municipalités, formations, animations, prévention, recherches...), le programme cherche donc à **identifier les dynamiques spontanées les plus significatives parcourant les quartiers précaires ou « périphériques » des grandes métropoles. Il caractérise également les régulations qu'elles provoquent ou appellent**, en rapport avec des dispositifs, des instances ou des collectivités plus ou moins « formels » (Directions de l'urbanisme, de l'équipement, de l'aménagement du territoire, collectivités locales, mais aussi associations, groupements, comités, etc.).

Concrètement, **les entités d'Enda associées au programme devaient développer un certain nombre d'expérimentations et préparer la voie d'un ajustement entre dynamiques réelles et dispositifs d'intervention. Enda cherche ainsi à dépasser, à travers la Convention d'objectifs sur l'urbain, le cadre de ses interventions de terrain pour informer les politiques de la ville et les conduire à intégrer davantage les initiatives populaires.**

Impact de ses actions sur les politiques publiques et sur les principaux opérateurs de l'aide au développement.

Quel écho auprès des bailleurs de fonds.

Le programme devait permettre de passer de la satisfaction des besoins des plus pauvres à l'appui aux initiatives locales et à la valorisation de la créativité populaire.

Quels résultats

Un autre objectif de la COU était de dépasser l'approche projet « messianique » et de s'inscrire dans l'approche processus pour en finir avec l'éclatement des interventions au gré des spécialisations et des modes imposées par les financements, la

clientélisation des populations dans leur course effrénée aux ressources des bailleurs, l'instrumentalisation des ONG intermédiaires comme opérateurs de politiques et de stratégies définies d'en haut, de la mort lente des actions à l'échéance des projets. Les 34 projets soumis dans le cadre de la COU interviennent essentiellement en appui à des processus préexistants et qui ont vocation à se prolonger et à évoluer bien après la fin budgétaire du projet.

Facteurs de pérennisation des projets

En quoi participent-ils d'un développement durable

Le programme a été également mis en place pour que la diversité des entités, des contextes dans lesquels ils agissent, des méthodes qu'ils co-expérimentent se traduisent en richesse à la fois pour la société et pour l'organisation Enda.

Transversalité des opérations

Capitalisation et systèmes d'échanges entre les différentes entités d'Enda et mode d'échanges entre les publics cibles (habitants acteurs)

Cette recherche-action qu'est la COU devait permettre globalement d'interroger les politiques publiques, considérées comme les principaux mécanismes de fabrication de la pauvreté mais également leurs relations avec les citoyens. Aujourd'hui que la ville devient le lieu d'élaboration d'un nouvel espace public, l'objectif de ce programme n'est pas seulement de « freiner le désastre » que constitue l'avancée de la pauvreté urbaine, qu'elle soit politique ou économique. **Il veut questionner et tester l'usage que les acteurs font de l'espace urbain, la perception qu'ils en ont, les intentions qu'ils nourrissent à son égard pour tenter d'agir sur son développement durable.**

3. Axes de changement (hypothèses formalisées à la genèse de la COU)

Sur la base de ces ambitions, la Convention d'Objectifs Urbains (COU) a identifié trois axes de changement : contrer la violence, aider les pauvres à s'organiser économiquement et socialement, décider la ville autrement.

3.1. Comprendre, prévenir et contrer la violence

La violence est comprise comme un ensemble d'atteintes et de contraintes laissant la majeure partie de la population démunie, avec peu de chance de faire face et de réagir : la violence, comprise ainsi, s'étend chaque jour un peu plus dans les villes du Sud. L'engrenage qui imbrique la criminalité diffuse et la répression plus ou moins ciblée a conduit à peupler les prisons plutôt qu'à susciter et consolider des comportements positifs. L'atmosphère de violence individuelle et la recherche d'exutoires aux malaises individuels ou au malaise social débouchent à des moments donnés sur des tensions, des troubles ou des émeutes qui constituent des hypothèques pour le progrès. La violence se généralise et dépasse les champs de l'institutionnel, du juridique ou du moral pour prendre toute sa dimension sociale, politique et économique.

Lutter contre la violence, c'est avant tout lutter contre la pauvreté et les différentes formes d'exclusion en milieu urbain. C'est, pour l'essentiel, appuyer l'organisation des plus démunis, les inciter à épargner, leur procurer des formations, les aider à être reconnus et à se faire entendre... L'action contre la violence revêt alors un caractère transversal à toute action de développement.

3.2. Aider les groupes vulnérables à s'organiser économiquement et socialement

Les capacités d'initiatives et de créativité des urbains les plus vulnérables ne sont plus à démontrer dans les villes des pays en développement. On l'a constaté maintes fois, les pauvres n'attendent pas qu'une solution " miracle " leur soit proposée pour prendre des initiatives tous azimuts afin de répondre, tant bien que mal, à leurs besoins de base.

La stratégie de sortie de crise par la débrouille quotidienne a fini par créer de nouveaux gisements de ressources insoupçonnés jusque là. De plus, la prise de rôle des femmes et des jeunes et la rentabilisation à long terme de cette forme d'économie de subsistance sont annonciateurs de changements importants dans les processus d'accumulation et de redistribution qui fondent l'analyse de cette économie sociale.

Dans un contexte de crise du modèle extraverti, les secteurs non encadrés et moins ou pas financés, et donc les secteurs non dépendants de l'Etat offrent des possibilités de redistribution et de relance économique tout en gardant leurs valeurs d'encastrement et de régulation sociale.

Ces initiatives qu'elles soient individuelles ou de groupes, ont cependant besoin d'être renforcées et organisées avant de pouvoir apparaître comme des alternatives réellement viables, tant économiquement que socialement.

Ainsi, mettre l'accent sur la formation permet non seulement de développer l'application des technologies intermédiaires lacunaires dans le système des techniques urbaines, mais aussi d'enseigner les règles élémentaires de comptabilité et de gestion qui permettent l'articulation sans dommage de la micro-entreprise au système économique formel.

Quand elles sont dirigées vers des groupes marginalisés, ces formations, et les dynamiques organisationnelles qui en découlent permettent à ces acteurs de se sentir pleinement intégrés aux réseaux de travail urbain et valorisés dans leur personne en tant que citoyens à part entière.

Comment se mesure cette intégration

3.3. Décider la ville autrement

Comment les citoyens, individuellement ou en groupes, appréhendent-ils aujourd'hui les jeux politiques dans le champ urbain ? Rejet, appropriation, négociation ?

On peut se demander dans quelle mesure la participation est effective, et non seulement fonctionnelle – c'est à dire si elle ne se limite pas à l'application de décisions prises par d'autres. Dans quelles situations la mise en œuvre de la participation va-t-elle jusqu'à la planification, l'élaboration des politiques au lieu de se limiter à des rituels de légitimation ? Dynamiques normatives et dynamiques sociales sont décidément trop souvent en décalage ou en rupture dans les villes du sud. Le défi sera alors de réconcilier des acteurs aux logiques tellement contradictoires afin qu'ils co-produisent les règles d'un changement social bénéfique à tous. **Par rapport à ces questions, le développement de mécanismes institutionnels promouvant le dialogue favorise la confiance et pourrait limiter le repositionnement des notabilités à l'échelle locale.**

La participation des habitants

Les processus de concertation

La validation d'actions et leur processus de mise en œuvre

4. Stratégies proposées au départ de la COU

Une méthode en expérimentation permanente

- Une méthode plurielle qui évolue dans le temps
- Une méthode qui varie selon les contextes
- Une méthode qui varie selon les acteurs et les entités du système ENDA

Au delà de la diversité, certaines constances dans les façons de faire

Passer de la satisfaction des besoins à l'appui aux initiatives locales et à la valorisation de la créativité populaire

Passer de l'approche projet à l'approche processus

Situer les populations au cœur des actions, non pas comme bénéficiaires, mais comme protagonistes de ces actions

Promouvoir et accompagner les processus d'autonomisation et d'auto organisation

Etablir les bases et les modalités d'un véritable partenariat

Mieux communiquer pour accélérer et maîtriser le changement

Favoriser l'appropriation sélective des innovations technologiques

Mettre les différentes actions en perspective et les situer dans le temps long du développement durable

Changer d'échelle pour impulser des changements éco-socio-environnementaux significatifs et articuler les échelles d'intervention du micro au municipal.

Conjuguer la logique d'intervention avec consultation (processus par le haut), à l'intermédiation et à l'autoplanification (processus par le bas).

Cinq entrées importantes :

l'appui à l'organisation des acteurs populaires à des niveaux toujours plus élargis.

Définir des modalités d'identification de la demande sociale et de cogestion communautaire.

prospective, planification participative et participation à la formulation des politiques.

Intervenir sur les points sensibles de l'éco-sociosystème urbain.

Du micro au municipal, articuler les échelles d'intervention.

5. Moyens

Les moyens du programme sont autant financiers que humains et matériels. Les bailleurs y ont contribué mais il faut également estimer à sa juste valeur tous les efforts fournis bénévolement et quotidiennement par les milliers d'individus, groupes, communautés, collectivités locales, et qui sont difficiles à quantifier. Sans compter l'effort d'Enda en matière d'organisation et d'animation de tout ce processus.

Moyens financiers :

Les budgets demandés au Ministère des Affaires Étrangères sont justifiés de la manière suivante.

Pour la première année, 34 fiches de projets géographiques et/ou thématiques ont été présentées par les 17 équipes et/ou antennes d'ENDA qui sont les opérateurs de terrain des diverses activités proposées dans le cadre de la COU, soit un total de 335 388 Euros (2 200 000 FF) pour la première année. Il est à signaler que certaines antennes du Champs (en particulier Enda Mali et Enda Océan Indien) ont bénéficié dans le cadre de la COU de la solidarité de certaines équipes basées à Dakar. Pour la deuxième et la troisième année, le budget demandé a été présenté dans un tableau synthétique par opérateur, soit un total demandé au MAE de 557 963 Euros (3 660 000 FF) pour la deuxième année et de 478 690 Euros (3 140 000 FF) pour

la troisième année. La traduction de ces budgets en fiches de projets géographiques et thématiques devait s'effectuer à la fin de la première année au vue de l'évaluation des résultats de la première année. Ce mécanisme introduit la souplesse nécessaire à une approche qui est basée sur la participation des partenaires de terrain à toutes les étapes du processus de décision et de recherche-action.

Une réunion annuelle devant réunir l'ensemble des 17 entités (équipes basées à Dakar et antennes décentralisées) agissant comme opérateurs de la COU est prévue chaque année. Ces réunions doivent permettre d'effectuer les ajustements budgétaires nécessaires en fonction de l'exécution de l'année précédente et de définir les axes communs de capitalisation et de réflexion stratégique.

Le tableau global de financement pour les trois ans fait apparaître une contribution du MAE de 1 372 041 Euro (9 000 000 FF) soit 38,78 % de l'ensemble du financement répartis en 1 087 968 Euros (7 136 600 FF) soit 79,30% en zone ZSP et 284 073 Euros (1 863 400 FF) soit 20,70% hors zone ZSP. Les financements de contrepartie s'élèvent à 2 166 270 Euros (14 209 800 FF) soit 61,22% du financement de l'ensemble du projet. Ils sont ventilés de la façon suivante :

autres **fonds publics** qui viennent pour l'essentiel de l'UE, des Pays Bas, de la Suisse, de l'Autriche, d'organisations internationales comme l'UNESCO, l'ONUSIDA, etc qui s'élèvent à 847 769 Euro (5 561 000 FF) soit 23,96%.

Fonds **d'origine privés** qui proviennent essentiellement d'ONG de solidarité du nord : hollandaises, allemandes, françaises, belges, suédoises, etc. et de fonds mobilisés localement par les partenaires (en particulier épargne populaire) et de ressources propres d'ENDA lesquels s'élèvent à 5 218 800 FF soit 22,49 %

Les **ressources valorisées** sont estimées à 3 430 000 FF soit 14,78% du total. Elles ont été calculées sur la base des coûts pratiqués dans chaque pays, qui sont très variables, mais dans tous les cas bien inférieurs aux coûts paramétriques des pays développés. Elles consistent pour l'essentiel dans l'estimation du personnel d'animation ou d'expertise locale, de mise à disposition des bureaux et d'équipements bureautiques, etc. par chacune des entités opératrices, ainsi que de l'estimation du travail social bénévole de quartier et de la participation non monétaire des populations locales partenaires des différentes actions mises en oeuvre. Les prévisions budgétaires pour les années 2 et 3 font état, par opérateur du degré d'engagement des bailleurs. Certains financements sont déjà acquis. Le reste était à rechercher.

Les rubriques de dépenses

- Actions de base et expérimentation
- Recherche-action-formation et activités d'appui aux communautés
- Evaluation, capitalisation, diffusion
- Echanges régionaux sud-sud
- Imprévus
- Gestion

6. Acteurs impliqués et bénéficiaires

Voir la liste des fiches par actions pour l'année 1 en annexe.

7. Résultats attendus au départ du programme

Indicateurs globaux

Le renforcement de la cohésion des sociétés locales face aux manifestations de la pauvreté et de la violence

L'amélioration de la situation de certains groupes particulièrement frappés par la crise urbaine (en particulier les jeunes, les femmes et certains acteurs de l'économie populaire urbaine) et le renforcement de leur protagonisme

Le renforcement dans les différents contextes d'application du programme d'un modèle de développement local intégré et des économies populaires urbaines

Une meilleure participation des éléments de la société civile partenaire des villes concernées à l'effort de développement local et le renforcement de leur organisation

L'amélioration de l'environnement institutionnel des organisations de la société civile partenaire et une formalisation de leurs relations avec les autres acteurs du développement urbain (en particulier les municipalités).

Indicateurs locaux

Ils sont spécifiques à chaque projet et à chaque contexte. Il serait impossible de détailler dans les termes de référence l'ensemble des indicateurs de résultats retenus pour une gamme aussi diversifiée d'actions (prévention de la violence urbaine, appui à l'économie populaire, amélioration du cadre de vie, gestion urbaine participative, etc.) réalisées dans plus de 9 pays.

II. L'évaluation en elle-même

8. Objectifs généraux de l'évaluation

L'évaluation de la COU s'attachera à vérifier la pertinence des hypothèses formulées et des stratégies proposées à la genèse du programme, ainsi que l'atteinte des objectifs généraux du programme autant au sein d'ENDA qu'à l'échelle des quartiers et des groupes qu'il appuie. Elle devra couvrir la période de mise en oeuvre effective entre l'année 1999 et l'année 2003 et également s'interroger sur d'éventuelles ruptures à plus long terme au cours de l'action continue de ENDA depuis 30 ans.

Elle concerne l'ensemble des actions financées par le programme ainsi que son organisation et son fonctionnement. **L'évaluation, centrée sur les activités, leur mise en oeuvre et leurs résultats, doit de manière prioritaire et à travers un échantillon de projets de différentes entités, mesurer la plus-value** apportée à l'action des entités d'ENDA dans l'optique d'une autonomisation accrue des communautés, des associations, des municipalités, l'amélioration des services urbains de base, de l'élaboration plus participée des politiques. **Elle interrogera aussi les processus de recherche-action et d'expérimentation sociale au cœur de la démarche d'intervention de ENDA et de la COU, notamment du point de vue de la façon dont ils ont été élaborés, organisés et conduits.**

Elle doit aussi interroger sa **transversalité** et sa **capitalisation** réalisée sur cinq années afin de rendre compte de son fonctionnement interne, des relations entre les entités, des relations entre les entités et les partenaires locaux, des relations du programme avec le MAE et avec les autres bailleurs.

Plus largement l'évaluation de la COU permettra d'interroger le contexte, les évolutions et les enjeux qui concernent directement le programme, et d'alimenter le débat plus général (à venir par ailleurs) sur les modes d'intervention en milieu urbain. Dans ce sens, elle devra proposer une analyse de la COU au regard des trois hypothèses principales formulées dans le cadre du Programme Prioritaire de Développement Urbain (PPDU), dont l'application est concomitante à la COU : répondre aux attentes des populations, accompagner le rôle d'intermédiation des ONG, favoriser la coopération Nord-Sud entre les ONG dans l'urbain.

L'évaluation de la COU doit également interroger l'outil convention d'objectifs en tant que tel, et mettre en évidence les apports sur ENDA et les enseignements pour une nouvelle convention (attente de ENDA à court terme, ainsi que du MAE sans préjuger cependant des résultats de l'évaluation). A terme, l'évaluation devra permettre d'identifier de nouveaux espaces d'intervention et de nouveaux axes thématiques pour consolider les changements sociaux dans les villes du sud.

La COU étant l'un des rares programmes transversaux d'ENDA, son évaluation constitue enfin une composante importante du processus MOUYA YARA initié par ENDA depuis septembre 2002 pour "mieux se connaître et être plus compréhensible". MOUYA YARA est une expression en langue Pulaar qui signifie "rivière d'une eau si limpide, qu'on ne peut avoir qu'envie d'en boire". Il constitue une recherche-action d'ENDA sur ENDA et converge avec d'autres processus en cours comme le suivi de la Réunion Inter-Entités (RIE) et l'élaboration du Document de Politique Générale. L'évaluation de la COU devra être considérée comme une composante de ces deux processus.

9. Questions évaluatives

Les grands critères évaluatifs (pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact, viabilité) devront être appliqués selon la nature des questionnements élaborés.

Axe 1 : Les activités mises en oeuvre

Quels sont les résultats des actions menées dans les 9 pays concernés par le programme et en quoi les actions concrètement réalisées sont-elles en adéquation avec les besoins exprimés à travers les 34 fiches initiales ?

En quoi et comment les objectifs initiaux ont-ils été atteints, ont-ils évolué et pourquoi ? Quelle leçon tirer de l'émergence de nouveaux axes transversaux (foncier, interactions urbain-rural, etc) en cours de programme ?

La COU a-t-elle permis dans plusieurs contextes un changement social réel et en particulier un renforcement de la cohésion des sociétés locales face aux manifestations de la violence et de la pauvreté ? Le phénomène de la violence est-il désormais mieux compris et contrôlé et les différentes activités ont-elle eu un impact réel sur la gouvernance des villes, le déficit chronique des services urbains et la réduction de la pauvreté ?

Quid du financement des services urbains

Quelles ont été les relations contractuelles entre acteurs, comment s'est positionné ENDA et en quoi la participation, le protagonisme social et l'autonomisation des acteurs locaux ont-ils été renforcés ? Quelle est la viabilité de la démarche de partenariat qui sous-tend la COU ?

Comment ENDA a-t-il défini et mis en oeuvre, à partir et au travers des différentes activités mises en oeuvre par une diversité d'entités, et au regard d'un objectif de mise en synergie d'une somme de méthodes, les processus de recherche-action et d'expérimentation sociale ? Comment va-t-on au-delà des activités dans la réflexion sur l'urbain ?

Gestion et maîtrise du développement social Urbain.

Comment des actions qui relèvent du champ du développement social urbain peuvent-elle y contribuer?

Axe 2 : La transversalité et la capitalisation

Comment la transversalité et la capitalisation ont-elles été mises en œuvre et quels en sont les résultats ? Quels ont été les rôles et contributions spécifiques du mécanisme commun et des groupes de travail ?

Quel impact des réunions annuelles et ponctuelles dans la connaissance réciproque des programmes et des hommes ainsi que dans les synergies opérationnelles ? Quel bilan peut-on faire du processus d'échange d'expériences et de réflexion en commun directement ou indirectement induit par la COU ?

En quoi les entités ont-elles évolué du fait du renforcement de la culture d'organisation par la COU ?

En quoi la COU facilite-t-elle l'adaptation des entités d'ENDA à des contextes et des concepts en évolution ?

Axe 3 : Le contexte, les évolutions, les enjeux

Quelle a été la pertinence de la COU dans le contexte international et dans les contextes nationaux spécifiques (mais aussi dans celui de ENDA) au moment de son élaboration et au cours de son exécution ? y a-t-il eu des évolutions et des adaptations, y compris sur une échelle de temps plus longue ? Y a-t-il continuité ou ruptures dans l'action de ENDA depuis 30 ans ?

Suppose une connaissance et une analyse des actions depuis 30 ans ce qui est beaucoup trop ambitieux

Dépasse le cadre d'un COU

quel a été le positionnement et l'évolution de ENDA, au travers de la COU, vis-à-vis du développement urbain et de la décentralisation, en particulier du point de vue des acteurs en présence et des échelles d'intervention pertinentes ? quelles différences selon les contextes ?

quel sens est donné au « changement d'échelle » ? quelles articulations avec les différents niveaux politiques, quels positionnements et stratégies ? quelle évolution du rôle de ENDA vers l'intermédiation ? quel passage du micro (urgence) au macro (stratégie) ?

La COU a-t-elle contribué à consolider et démocratiser les processus de décentralisation et à améliorer la gouvernance des villes du Sud ? Qu'y a-t-il derrière les concepts de démocratie, citoyenneté, intérêt général, politiques publiques et quelle en est l'articulation avec les actions associatives, leur légitimité, quels enjeux de revendication de l'autonomie des organisations populaires ? Quelle aptitude de la "société civile" à prendre en charge l'intérêt général ?

En quoi la COU a-t-elle permis à ENDA d'animer les discussions internationales et de représenter les acteurs urbains associatifs autour des grands enjeux concernés ?

Axe 4 : L'outil CO

Quel est l'impact de la COU, en tant qu'outil de programmation pluriannuel, sur les relations entre entités ENDA, entre entités et le MAE, entre opérateurs ENDA et acteurs urbains ?

Quelles sont les contributions spécifiques et réciproques du MAE et ENDA ? En quoi leurs relations ont-elles évolué et comment les renforcer ?

Quelles ont été les conséquences de la répartition d'un volume important d'activités entre entités ? les entités ont-elles pu mobiliser les financements de contrepartie et auprès de quels partenaires ? Quelle utilisation en a été faite en terme d'activités ?

Au moment de l'élaboration de la COU, comment a été conçue l'articulation entre actions et transversalité et n'y a-t-il pas eu contradiction dans la volonté d'avoir à la fois des actions précises et des activités transversales ?

Axe 5 : Recommandations attendues pour une nouvelle phase

L'évaluation devra proposer des axes thématiques et hypothèses qui permettent de renforcer les acquis du programme et d'avoir une perspective d'avenir encore plus pertinente par rapport aux évolutions des villes du sud, de l'organisation Enda Tiers Monde et des relations avec ses partenaires.

Des recommandations sur les types d'action à renforcer et de nouvelles actions à entreprendre sont attendues.

Elle devra également définir les modalités du renforcement des synergies entre entités opératrices.

Des propositions sont également attendues sur les moyens de renforcer l'efficacité du travail de terrain et les relations avec les partenaires locaux.

Les recommandations de l'évaluation concerneront aussi les instruments de facilitation du partenariat avec le Ministère des Affaires Etrangères et les autres bailleurs.

Enfin, des propositions de stratégies pour améliorer la visibilité du programme dans sa phase de maturation et pour une influence plus importante sur les politiques nationales et internationales sont également attendues.

10. Méthodologie de l'évaluation

Prise en compte des différents documents produits dans le cadre de la COU
document de référence du programme
rapports narratifs de chaque entité pour les trois années d'application du programme
rapports de synthèse du mécanisme commun
documents préparatoires de la rencontre de Rabat
comptes-rendus des réunions de la COU
compte-rendus des groupes thématiques
site web www.enda.sn/villesdusud.

Travail de terrain : le principe du choix d'entités opérant dans les trois continents d'implantation du programme devra être privilégié pour démontrer la diversité des contextes et la pertinence de l'approche transversale. **Le champ de l'évaluation doit également être constitué d'un échantillon de projets d'entités sélectionnés à partir des 34 fiches opérant autant à Dakar que dans les antennes, dans les pays de la zone ZSP et les pays hors zone ZSP, sur trois continents.**

Dans cette optique, trois équipes pourront être constituées par les évaluateurs pour trois pays différents (dont le Sénégal), couvrant la diversité des actions et des contextes sur les trois continents concernés. Des équipes nord / sud comportant des évaluateurs locaux auront un certain avantage étant donné les contraintes de temps et de ressources. Le choix précis des pays devra faire l'objet d'une discussion entre les évaluateurs et le comité de pilotage en fin de première phase. Une note d'étape devra être produite pour argumenter ce choix. L'offre initiale devra cependant proposer des CV du Sud susceptibles d'intervenir dans trois pays des trois continents couverts par la COU (Afrique, Amérique Latine, Asie).

L'évaluation pourrait être menée selon les étapes et le contenu indicatifs suivants (nb : le nombre de jours pour chaque étape devra être précisé par les évaluateurs dans leur proposition méthodologique) :

Etape 1 : Cadrage et préparation (en France et au Sénégal)

En France :

Cadrage de l'évaluation avec le comité de pilotage (discussion des enjeux et du champ de l'évaluation ainsi que de la méthodologie).

Rencontre du MAE, ENDA Délégation Europe, autres acteurs à rencontrer.

Au Sénégal :

Cadrage de l'évaluation avec le mécanisme commun et l'équipe d'évaluation.

Prise de connaissance et analyse des ressources bibliographiques.

Rencontre d'acteurs.

Elaboration d'une note d'étape (1ers éléments de synthèse sur les activités réalisées prenant en compte leur diversité et proposant une typologie, 1^{ère} analyse de la transversalité, éléments sur le contexte et l'environnement du programme ainsi que sur les problématiques en jeu, proposition d'échantillonnage et de méthodologie pour les études de cas et pour les enquêtes à distance, proposition d'indicateurs qualitatifs complémentaires des indicateurs quantitatifs proposés dans les fiches action) à soumettre à distance au comité de pilotage.

Etape 2 : Mise en œuvre de l'évaluation (Sénégal et deux autres pays)

Au Sénégal :

Rencontre des entités thématiques et du mécanisme commun de la COU.

Rencontre de l'entité géographique, autres acteurs, évaluation d'un échantillon d'actions (entretiens, enquêtes), enquêtes à distance.

Restitution auprès des acteurs et partenaires locaux.

Dans deux autres pays :

Rencontre de l'entité géographique et autres acteurs, évaluation d'un échantillon d'actions (entretiens, enquêtes).

Restitution auprès des acteurs et partenaires locaux.

Etape 3 : Rédactions et restitutions

Au Sénégal :

Synthèses et rédaction du rapport provisoire.
Restitution et discussion des résultats de l'évaluation.

En France :

Finalisation de la rédaction du rapport provisoire.
Restitution au comité de pilotage.
Rédaction du rapport final.

Il est attendu de la restitution au comité de pilotage en France une discussion approfondie sur les conclusions de l'évaluation, avant rédaction du rapport final. La restitution devra également permettre aux deux principaux partenaires de cette convention d'objectifs, à savoir ENDA Tiers Monde et le Ministère des Affaires Etrangères, d'analyser rétrospectivement leur mode de collaboration durant la réalisation de cette convention d'objectifs.

D'autre part, le document d'évaluation sera ensuite transmis par ENDA Tiers Monde aux différents acteurs et partenaires de la convention d'objectifs, afin qu'ils puissent en prendre connaissance et en tenir compte dans l'analyse des propositions faites par ENDA Tiers Monde pour une éventuelle convention d'objectifs suivante.

11. Moyens humains

On recherchera la composition d'une équipe nord / sud, soit 1 évaluateur nord et 3 évaluateurs sud, complémentaires sur les domaines suivants : évaluateurs confirmés, développement urbain, décentralisation, lutte contre la pauvreté, évaluation institutionnelle, renforcement de la société civile, thématiques spécifiques de la COU.

12. Calendrier

L'évaluation démarrera ses travaux en mai et remettra son rapport final en septembre 2003.

13. Budget

Le montant disponible pour l'évaluation externe est de 35 000 Euro TTC comprenant l'ensemble des frais à engager pour l'évaluation, en distinguant les dépenses forfaitaires (honoraires et per diem), des dépenses à justifier (voyages et déplacements, etc.). Le budget détaillé devra être proposé par les évaluateurs dans leur offre méthodologique. Le nombre de jour total pour l'expertise est laissé à l'appréciation des évaluateurs qui en feront une proposition détaillée dans leur offre méthodologique.

14. Dispositif de l'évaluation

La maîtrise d'ouvrage de l'évaluation est déléguée par ENDA à un comité de pilotage le temps de l'évaluation. La maîtrise d'œuvre est confiée aux évaluateurs avec l'appui de ENDA sur le terrain. L'évaluation appartiendra conjointement à ENDA et au MAE.

ENDA Tiers Monde gère le financement de l'évaluation et contractualisera directement avec les évaluateurs externes. L'animation de l'évaluation, l'organisation des comités de pilotage est confiée au F3E (Fonds pour la promotion des Etudes préalables, des Etudes transversales et des Evaluations) qui sera également responsable de la procédure de l'appel à proposition auprès de l'expertise externe. Une convention sera passée en ce sens entre ENDA Tiers Monde et le F3E.

Le Comité de pilotage de l'évaluation présidé par une personnalité indépendante et composé de représentants du Ministère des Affaires Etrangères, de ENDA, du F3E et d'experts participe à la rédaction des termes de référence, en exprimant clairement les questions auxquelles doit répondre l'évaluation. La maîtrise d'ouvrage lui étant déléguée, le suivi de l'étude par le comité de pilotage, en relation avec les experts, s'exercera selon les modalités suivantes :

Au démarrage, il entendra les consultants retenus pour vérifier leur compréhension des termes de référence et guider leurs travaux.

Il validera les éléments de proposition contenus dans la note d'étape qui lui sera adressée par les évaluateurs à l'issue de la phase préparatoire.

Lors de la restitution finale, sur la base du rapport provisoire, il entendra les conclusions et recommandations formulées par les consultants et pourra proposer des améliorations à apporter pour le rapport final.

A l'issue de la mission, le comité validera les documents remis.

15. Rapports

Les documents à fournir au cours et à l'issue de l'évaluation sont :

Une note d'étape, à l'issue de la phase préparatoire préalable au travail de terrain, à soumettre au comité de pilotage pour avis et approbation.

Dans les 10 jours qui suivront la fin de la mission terrain, un rapport provisoire en français sera remis en 15 exemplaires et présenté au comité de pilotage de l'évaluation à Paris.

Dans les 10 jours qui suivront la restitution finale, auprès du comité de pilotage, un rapport définitif en 20 exemplaires papier et 3 exemplaires disquette, en français. Il comprendra :

un rapport principal et les annexes – intégrant les éventuelles remarques du comité de pilotage ;

une synthèse des analyses et conclusions, en 5 pages – qui comportera un état des lieux, les données évaluatives, un diagnostic sur les atouts et les faiblesses, les recommandations ;

une fiche/résumé (1 page), reprenant, après une présentation générale, les principales conclusions et recommandations.

16. Annexe

Liste des fiches de projet – année 1

Fiche n°1

Titre : Mécanisme d'accompagnement commun

Pays : Ensemble des pays COU

Opérateur du projet : Collectif

Fiche n°2

Titre : comprendre, prévenir et contrer la violence urbaine

Ville : Dakar, Pikine, Rufisque

Pays Sénégal

Opérateur du projet : ENDA RUP

Fiche N° 3

Titre : Aider les pauvres à s'organiser pour produire et se faire entendre

Villes : Dakar, Pikine, Rufisque, Yoff, Bignona

Fiche N° 4

Titre : décider la ville autrement

Villes : Dakar, Pikine, Rufisque

Opérateur du projet : enda Rup

Fiche N° 5

Titre : Processus de réflexion et d'action pour une gestion participative des villes ouest – Africaines à un niveau local, nationale et régional '(dialogue société civile/ autorités locales)

Villes : Dakar, Pikine, Rufisque, Kaolack, Bakel, Louga, Mbour, (Sénégal) ; Tombouctou (Mali) ; Ouagadougou, Koudougou (Burkina Faso) ; Bafoussam (Cameroun) ; Adzope (Côte d'Ivoire)

Pays : Programme Régional Afrique

Opérateur du projet : enda Rup

Fiche N° 6

Titre : Contrer la pauvreté, changer et gérer l'urbain avec le plus grand nombre dans la l'agglomération dakaroise

Villes : Agglomération dakaroise

Pays : Sénégal

Opérateur du projet : ENDA GRAF

Fiche N° 7

Titre : Contrer la pauvreté, changer et gérer l'urbain avec le plus grand nombre à Conakry

Villes : Conakry

Pays : République de Guinée

Opérateur du projet : ENDA GRAF

Fiche N° 8

Titre : Contrer la pauvreté, changer et gérer l'urbain avec le plus grand nombre dans deux quartiers de Cotonou

Pays : Bénin

Ville : Cotonou

Opérateur du projet : Représentation ENDA Bénin (avec l'appui de l'équipe GRAF)

Fiche N° 9

Titre : Accompagner le protagonismes des jeunes dans leur lutte prévenir et contrer la violence urbaine.

Villes : Abidjan, Bamako, Kinshasa, Cotonou, Dakar, Nouakchott.

Pays : Programme régional Afrique

Opérateur du projet : ENDA JEUNESSE ACTION

Fiche N° 10

Titre : Aider les jeunes urbains à s'organiser pour produire et se faire entendre

Villes : Abidjan, Bamako, Kinshasa, Cotonou, Dakar.

Pays : Programme régional Afrique

Opérateur du projet : ENDA JEUNESSE ACTION

Fiche N° 11

Titre : Comprendre, contrer et prévenir la violence urbaine à Dakar

Ville : Dakar

Pays : Sénégal

Opérateur du projet : Equipe SIGGI

Fiche N° 12

Titre : Analyse et promotion de l'économie populaire urbaine au Sénégal

Ville : Dakar

Pays : Sénégal

Opérateur du projet : Equipe SIGGI

Fiche N° 13

Titre : formation des enfants et des jeunes défavorisés de Dakar

Ville : Dakar

Pays : Sénégal

Opérateur du projet : Equipe SIGGI

Fiche N° 14

Titre : Accompagner l'émergence des nouvelles cultures urbaines dans leur lutte contre la pauvreté

Villes : Dakar

Opérateur du projet : Atelier Audiovisuel « Nino Magdaléna »

Fiche N° 15

Titre : Prévenir la violence urbaine par le développement intégré des quartiers de Dakar-Pikine

Ville : Dakar

Pays : Sénégal

Opérateur du projet : ENDA PPU (programme de Prospectives Urbaine)

Fiche N° 16

Titre : Initiation à la prospective urbaine et à l'aménagement participatif des jeunes des ASC de Dakar

Ville : Dakar

Pays : Sénégal

Opérateur du projet : ENDA PPU (programme de Prospectives Urbaine)

Fiche N° 17

Titre : Encourager les initiatives féminines en matière de gestion de l'environnement et de génération de revenus à Pikine

Ville : Pikine

Pays : Sénégal

Opérateur du projet : ENDA PPU (programme de Prospectives Urbaine)

Fiche N° 18

Titre : Décider la ville autrement : partenaires pour une réflexion stratégique sur l'urbain à Dakar

Ville : Dakar

Pays : Sénégal

Opérateur du projet : ENDA PPU (programme de Prospectives Urbaine)

Fiche N° 19

Titre : Initiatives de santé reproductive dans les milieux de la prostitution à Dakar

Ville : Dakar

Pays : Sénégal

Opérateur du projet : ENDA SANTE

Fiche N° 20

Titre : Kit audio visuel sur la santé des adolescents et la sexualité

Pays : Afrique de l'Ouest

Opérateur du projet : ENDA SANTE

Fiche N° 21

Titre : Renforcement des capacités des associations locales (PREFAL)

Pays : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal : Programme Régionale Afrique

Opérateur du projet : ENDA – ECOPOP

Fiche N° 22

Titre : Comprendre, prévenir et contrer la violence urbaine à Bamako par la mobilisation des jeunes pour le développement intégré des quartiers

Ville : Bamako

Pays : Mali

Opérateur du projet : ENDA Mali (avec l'appui des équipes ENDA JEUDA et ENDA PPU)

Fiche N° 23

Titre : Prospectives des initiatives de santé communautaire à Bamako (avec l'appui des équipes ENDA SANTE et ENDA PPU)

Ville : Dakar

Pays : Mali

Opérateur du projet : ENDA Mali

Fiche N° 24

Titre : Comprendre, prévenir et contrer la violence urbaine à Bamako par la mobilisation des jeunes et communication sociale à Antananarivo

Ville : Antananarivo

Pays : Madagascar

Opérateur du projet : ENDA OCEAN INDIEN (avec l'équipe ENDA GRAF et ENDA JEUDA

Fiche N° 25

Titre : Appui à la gestion populaire des ordures à Antananarivo

Ville : Antananarivo

Pays : Madagascar

Opérateur du projet : ENDA OCEAN INDIEN (avec l'équipe ENDA RUF)

Fiche N° 26

Titre : Prospectives participative et développement social dans les quartiers populaires de Antananarivo

Ville : Antananarivo

Pays : Madagascar

Opérateur du projet : ENDA OCEAN INDIEN (avec l'équipe ENDA PPU)

Fiche N° 27

Titre : Gestion participative de l'environnement urbain et développement social du quartier Souk Es Sebt – Tera, Maroc

Ville : Témara

Pays : Maroc

Opérateur du projet : ENDA Maghreb

Fiche N° 28

Titre : Gestion participative de l'environnement urbain et développement social du quartier Ard Ben Achir – Salé, Maroc

Ville : Salé

Pays : Maroc

Opérateur du projet : ENDA Maghreb

Fiche N° 29

Titre : Accompagner les initiatives populaires urbaines en matière d'agriculture et d'élevage urbain Addis Abéba

Ville : Addis Abéba

Pays : Ethiopie

Opérateur du projet : ENDA Ethiopie

Fiche N° 30

Titre : Reconstruire et réapproprier le vieux centre de Bogota (Arrondissement de Santa Fe)

Ville : Santa Fé de Bogota

Pays : Colombie

Opérateur du projet : ENDA AMERICA LATINA

Fiche n° 31

Titre : système de collecte et de disposition des déchets solides dans le quartier marginal Los Tres Brazos

Ville : Saint-Domingue, D. N.

Pays : République Dominicaine

Opérateur du projet : ENDA CARIBE (Programme Urbain)

Fiche n°32

Titre : Contrer violence et pauvreté par une citoyenneté affirmée, agir dans les communautés cariocas et construire pour tous un « bien commun » et une démocratie active.

Ville : Rio de Janeiro

Pays : Brésil

Opérateur du projet : ENDA BRESIL

Fiche n° 33

Titre : comprendre, prévenir et contrer la violence urbaine à Ho Chi Minh Ville

Ville : Ho Chi Minh Ville Pays : Vietnam
Opérateur du projet : ENDA VIETNAM

Fiche n° 34

Titre : Promouvoir la concertation des habitants pour la décision sur la ville

Ville : Ho Chi Minh Ville Pays : Vietnam

Opérateur du projet : ENDA VIETNAM

ANNEXE 1 : LISTE DES DOCUMENTS CONSULTES POUR L'EVALUATION ET FOURNIS PAR LE MECANISME COMMUN

Année 1995

- Dossier d'informations sur les nouvelles procédures contractuelles entre les pouvoirs publics et les associations françaises de solidarité internationale, Publication du MAE et du Ministère de la Coopération de janvier 1995.

Année 1998

- La Convention d'Objectifs 1998-1999-2000. Villes du Sud : contrer la pauvreté, changer et gérer l'urbain avec le plus grand nombre. Dakar, Septembre 1998

Année 2000

- La Convention d'Objectifs sur l'Urbain Villes du Sud : contrer la pauvreté, changer et gérer l'urbain avec le plus grand nombre. Rapport d'activités Octobre 1999-Octobre 2000. Dakar - Novembre 2000.

Année 2001

- Quelques remarques sur les thématiques, les hypothèses et les modalités d'une réflexion commune sur la ville dans le cadre de la COU. Note préparée par Jean-Jacques Guibert pour la réunion COU de Rabbat. Mai 2001. 18 pages.
- Compte-rendu de la réunion COU du 18-19 décembre 2001. 11 pages.

Compte-rendu des réunions de groupes

- Compte-rendu de la Réunion du **groupe III** Décider la Ville Autrement. 28 janvier 2001. 6 pages.

Année 2002

- La Convention d'Objectifs sur l'Urbain Villes du Sud : contrer la pauvreté, changer et gérer l'urbain avec le plus grand nombre. Rapport de Synthèse. Juillet 2002.
- Compte-rendu des ateliers COU. Rabbat du 14 au 21 février 2002. Réunion du 16 février 2002. Document interne. 22 pages.
- Compte-rendu des engagements pris lors de la rencontre de Rabbat du 14 au 21 février 2002. Dakar. 28 février 2002. 3 pages. + Version en Espagnol.

Compte-rendu des réunions de groupes

- South Cities : Violence Work Group Programme. **Group I**. 2 pages. (Probablement début 2002) + Version en Français et en Espagnol.
- Rapport de l'atelier du **groupe II**. Accompagner les groupes vulnérables à s'organiser économiquement et socialement. Réunion de Rabbat. Février 2002. 1 page.
- Compte-Rendu Villes du Sud. **Groupe II**. 24 mai 2002. 2 pages.

- Procès verbal de la réunion de Guinaw Rail. **Groupe II.** Accompagner les groupes vulnérables. 9 juin 2002. 2 pages. Version anglaise du Procès verbal du 9 juin 2002
- Rapport du **groupe III.** Décider la Ville autrement. Réunion de Rabbat. Février 2002. 3 pages
- Réunion des équipes de Dakar. **Groupe III.** Décider la Ville Autrement. 10 Juin 2002. 2 pages. + Version en Anglais
- Réunion des équipes de Dakar. **Groupe III.** Décider la Ville autrement. 6 août 2002. 2 pages.

Année 2003

- Expérimentations et dialogue sur les politiques dans les villes du Sud. Quelques remarques sur les thématiques, les hypothèses et les modalités d'une réflexion commune sur la ville dans le cadre de la COU. Juin 2003. Révision de la note de Mai 2001. 19 pages.
- Essai de synthèse des actions urbaines d'ENDA en cours. Cheikh Gueye. Juin 2003.'

Compte-rendu des réunions de groupes

- Ordre du jour de la Journée de réflexion. **Groupe II.** 28 mars 2003. 1 page et Réunion du groupe II du 27-28 mars 2003 Accompagner les groupes vulnérables à s'organiser économiquement et socialement. 6 pages.
- Etudes de cas en cours produites par les entités pour le livre de la COU.

ANNEXE 2 : ENTRETIEN AVEC LIONEL CAFFERINI DIRECTEUR DU BUREAU DE L'AFD A DAKAR LE 23/03/03

Lionel Cafferini a été en poste au SCAC de 96 à 99 avant de rejoindre l'AFD et de prendre la direction du poste à Dakar depuis plus d'un an. L'AFD ne dispose pas de financement direct hors des procédures d'appels d'offres sur lesquels Enda peut éventuellement se positionner en fonction de ses compétences techniques. Enda est perçue comme une organisation trop généraliste qui a des difficultés à démultiplier ses actions (problème de changement d'échelle au niveau géographique). Elle ne peut être opérateur que si elle fait la meilleure offre sur consultation (ex : drainage, restructuration des quartiers). Seule Aide et Action (ONG française) peut être considérée, par l'AFD, comme un opérateur privilégié dans le domaine de l'éducation.

L'AFD intervient sur deux axes majeurs au Sénégal : l'appui au secteur privé PME/PMI, les équipements et services collectifs en appui aux collectivités locales dans le cadre du PAC (Programme d'appui au commune) en cofinancement avec la banque Mondiale.

Le programme est conduit par l'Agence de Développement Municipal (ADM), en faveur des 67 communes du Sénégal. La participation de l'AFD (don de 4 M€) porte plus particulièrement sur les villes de Guédiawaye, Saint-Louis et Tambacounda. Elle concourt notamment à l'amélioration des ressources et de la gestion financière de ces communes ainsi qu'à la programmation et au financement de leurs investissements prioritaires. " Les villes de plus de 5000 habitants accueillent aujourd'hui près de 50 % de la population et sont devenues un élément majeur de l'économie sénégalaise. Toutefois, le rôle économique moteur des villes se trouve trop souvent contrarié par le déficit de services collectifs qui dégrade les conditions de vie et de travail, réduit l'efficacité économique et constitue un risque pour la paix sociale, la salubrité et la santé.

Depuis les lois de décentralisation de 1996, les communes urbaines contrôlent une part importante des services collectifs urbains mais sont pour la plupart incapables de les entretenir correctement et à fortiori de les étendre au rythme de la croissance démographique.

La gestion de la ville fondée sur l'autonomie locale et la mobilisation des ressources locales est présentée de toute part, dans le monde, comme un modèle indiscutable et comme un maillon indispensable du progrès de la démocratie. Les politiques macro-économiques insistent toutes sur la nécessité de connexion entre la décentralisation, la bonne gouvernance et le développement local pour mieux conduire la lutte contre la pauvreté.

Parce qu'elle désigne clairement la responsabilité, la gestion décentralisée des services collectifs imposera progressivement plus de rationalité dans l'usage des fonds publics et des ressources humaines. La participation de l'AFD à la seconde phase du PAC, actuellement en cours d'instruction, pourrait dans cet esprit, soutenir en premier lieu le renforcement des capacités financières et de gestion des communes, avec pour priorité la poursuite de la réforme de la fiscalité locale, la mise en place d'un système de financement durable des communes, l'adaptation des dispositifs d'assistance aux communes et le développement des outils de gestion urbains.

Les interventions envisagées permettraient en outre de poursuivre la mise à niveau des équipements structurants, mais aussi de renforcer les équipements de proximité dans les quartiers (voirie, éclairage, gestion des déchets, espaces verts, équipements sociaux) et enfin d'apporter, sous la forme d'opérations pilotes, des éléments de solutions reproductibles aux problèmes du drainage, des bidonvilles et de la déscolarisation. " (note interne de Lionel Cafferini)

En dehors de ces deux axes l'AFD finance aussi d'autres programmes comme :

- Le drainage et la restructuration des quartiers (étude de faisabilité en cours à Guediawaye)
- L'amélioration de l'offre éducative (éducation de base) dans la banlieue de Dakar.

Sur ces thèmes où Enda affiche des compétences, des contacts étroits auraient pu être développés avec l'AFD. Cela n'est pas le cas aujourd'hui. D'une manière générale on constate qu'Enda n'a pas noué de contacts étroits avec les représentants des bailleurs français à Dakar que ce soit l'AFD ou le SCAC pour le ministère des Affaires étrangères.

ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE ENTITES

Le travail de collecte d'information et de pré-analyse sera conduit autour des objectifs suivants :

Apprécier la compréhension de la COU par les antennes d'ENDA et en qualifier sa singularité par rapport aux autres formes de co-financement,

Reconstituer l'historique de la COU (négociation, élaboration, suivi, ...) et évaluer le niveau de collégialité au sein d'ENDA,

Reconstruire la liste des activités conduites dans le cadre de la COU (objectifs, moyens financiers, principaux résultats, entité responsable)

Reconstruire la liste des activités non conduites dans le cadre de la COU mais relevant de l'urbain,

Qualifier le mécanisme commun (pertinence, niveau de formalisation, voies d'amélioration, ...)

Déterminer quels sont les enjeux dans le domaine de l'urbain à relever par ENDA, ainsi que objectifs de travail qu'elle peut inscrire à son ordre du jour pour les années à venir.

Le rendu des informations se fera idéalement pour les informations "les plus factuelles" sous forme de tableau.

Les éléments prospectifs (propositions et voies d'amélioration). à retenir pour préparer une COU2 devront être collectés de la manière la moins directive possible.

Ce questionnaire découlant du rapport d'étape, il convient de le porter à la connaissance des personnes interrogées si le consultant le juge nécessaire.

Les personnes interrogées ne doivent pas seulement être le président ou le coordinateur mais également les opérateurs de terrain.

Idéalement et si cela est possible dans le temps qui vous est imparti, 1 ou 2 partenaires ou bénéficiaires des actions d'ENDA devraient pouvoir être interviewés.

La liste des personnes interrogées avec leur nom et coordonnées devra être fournie.

Contexte et genèse

Avez vous participé à l'élaboration de la COU ? Si oui, quand et comment ?

Comment justifiez-vous que l'urbain soit le fil conducteur de la COU ? Au niveau d'Enda TM ? et au niveau du pays dans lequel vous travaillez ?

Avez -vous d'autres actions relevant de l'urbain qui ne sont pas inscrites dans la COU ?

Aujourd'hui y feriez-vous figurer les mêmes thèmes?

Et demain pour vous quelles seraient les priorités à retenir ?

Analyse du point de départ de la COU

Trois grands objectifs ont été retenus en 1998 :

1. comprendre, prévenir et contrer la violence urbaine,
2. aider les pauvres à s'organiser pour produire et se faire entendre,
3. décider la ville autrement.

Quels sont par ordre de priorité les objectifs que vous avez atteints dans le cadre de vos trois années d'exécution de la COU. Classez les ou **proposez en d'autres**.

Le document de base présente les moyens à mettre en œuvre.

mettre en synergie les différentes équipes

mobiliser un réseau de partenaires populaires

les moyens financiers

des indicateurs de résultat globaux et locaux.

Quels sont par ordre de priorité les moyens mis en œuvre qui vous ont paru les plus pertinents ? Classez les ou présentez les moyens les plus novateurs que vous avez utilisés.

La nécessité pour ENDA de trouver les leviers d'un changement d'échelle en vue d'impulser des changements sociaux significatifs est tout particulièrement mise en avant dans la partie traitant de la méthode ? Quelles sont les actions significatives que vous avez réalisées dans ce domaine ?

Et quelles sont les actions que vous avez inscrites sur votre agenda, dans ce domaine, pour les 5 années à venir ?

Les services des Ambassades des 9 pays ont été informées avant la signature de la COU.

Quels sont les liens que vous avez entretenus avec ces services durant l'exécution de la COU ? Quelle a été la nature du suivi réalisé par les services de la coopération dans votre pays ? **Comment souhaiteriez-vous que ces liens se nouent à l'avenir ?**

Les actions de la COU

Les actions sont au nombre de 33, chacune d'entre elles se réfère à l'un des trois objectifs précédemment mentionnés.

13 intéressent exclusivement le Sénégal, 5 consistent en un programme régional sur l'Afrique de l'Ouest, 1 le Bénin 1 exclusivement la Guinée, 2 le Mali, 3 Madagascar, 2 le Maroc, 1 l'Ethiopie, 1 la Colombie, 1 la République Dominicaine, 1 le Brésil, 2 le Vietnam.

Pourriez-vous caractériser les glissements, s'il y a lieu, (différentiels entre le document contractuel de 1998 et la réalité à ce jour) de manière synthétique tout en expliquant les raisons, ayant pu s'opérer :

Au niveau des objectifs et du contenu des actions (public visé, lieu d'intervention)

Au niveau du calendrier des actions

Au niveau du budget global des actions et du budget relatif à la COU

Au niveau du pilotage des actions

Au niveau des partenaires impliqués.

Merci de présenter sous-forme de tableau les éléments suivants, dans la mesure du possible :

Titre de l'action - Objectifs - actions prévues initialement - actions mises en œuvre - actions en cours et préciser si ces actions sont nouvelles ou relèvent d'une généralisation ou amplification d'une action ayant déjà été faite dans le cadre d'un autre financement..

Pour chacune des actions : pourriez-vous nous préciser si celles-ci ont déjà fait l'objet d'une évaluation? interne ou autre bailleur ?

Le mécanisme commun

Actuellement ce mécanisme commun est piloté par un tandem : une personne attachée au Secrétariat Exécutif (en charge de la partie administrative), une seconde attachée à l'entité DIAPOL (Dialogue Politique) animant la "transversalité et la convergence" entre entités et antennes.

Quelle est la nature des liens que vous entretenez avec le tandem ?

A quels moments forts ?

Quels sont ses apports ?

Quelles sont les activités auxquelles vous avez participé ?

Comment se matérialisent les échanges que vous avez pu avoir avec vos collègues (capitalisation des travaux) ?

Groupes thématiques ?

Listes de discussion sur Internet ?

Quel temps y avez-vous consacré ?

Caractérissez brièvement l'apport positif du mécanisme commun ?

Idéalement qu'en attendriez-vous ?

Avec quelles entités et/ou antennes collaborez-vous ou souhaiteriez-vous collaborer dans les années à venir ? Et si oui pourquoi ? et sur quelles thématiques ?

Le budget de la COU

Le budget total de la COU est de 23 209 800 FF dont 9. 000. 000 FF apporté par le Ministère (MAE Coopération + MAE direction Générale). Les contre parties se font sous la forme de : autres fonds publics (5.561.000 FF), Fonds Privés (5.218.800 FF), Valorisation (3.430.000 FF).

A quelle hauteur la COU a-t-elle participé au financement de vos actions ? Comment globalement s'est passé l'exécution budgétaire : délais, rythme annuel, ...?

Présenter vos résultats sous-forme de tableau en précisant les co-financements pour chacune des actions relevant de la COU ?

Annexe 4 : Rapports des entités

Ahmed AG HAMAHADY

Bureau d'Etudes et d'Ingénieurs Conseils
" DJI EXPERTISES E T CONSEILS" D.E.C
BP : 08 KATI (MALI)
Tel/Fax : 002232272139
Portable : 002236452081
Email : aaghamahady@yahoo.fr

EVALUATION DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS SUR L'URBAIN

ENDA MALI-MAE

Août 2003

Ahmed AG HAMAHADY

SOMMAIRE

- 1. INTRODUCTION**
- 2 . ORGANISATION DU BUREAU D'ENDA MALI ET DE SON PERSONNEL IMPLIQUE DANS LA COU**
- 3 . REPONSES DE L'EQUIPE ENDA MALI AU QUESTIONNAIRE ENTITES**
- 4 . COMPTES RENDUS DES REUNIONS**
- 5 . EVALUATION FICHE 22**
- 6. EVALUATION FICHE 23**

1 . INTRODUCTION

Dans le cadre de l'évaluation de la Convention d'objectifs sur l'urbain (COU) liant de 1999 à 2003 le bailleur de fonds, le Ministère français des affaires étrangères et l'ONG, Enda Tiers-Monde , Jean-Luc Perramant et Véronique LENA m'ont proposé une mission de consultant local auprès d'Enda Mali et de ses partenaires

Le présent rapport rassemble l'ensemble des données et informations délivrées localement. La collecte d'informations concernant les actions s'en tient à ce qui est demandé dans le questionnaire produit par l'équipe Paris et ci-annexé. Les visites sur le terrain ont permis de recueillir quelques avis de la part des partenaires locaux et des bénéficiaires

5 réunions ont eu lieu entre le 6 et le 29 août 2003 avec les personnels d'Enda Mali et les partenaires des projets, ce retard dans le temps est indépendant de la volonté de l'équipe de Paris et du consultant local, s'explique d'une par l'arrivée tardive du consultant local à Bamako(le 5 août au lieu du 15 juillet), dû à un problème de place dans les vols sur Bamako, d'autre part ce mois d'août étant marqué cette année à Bamako par de grandes pluies diluviennes rendant tout déplacement et toute rencontre difficile, a cela s'ajoute l'absence sur Bamako de certains acteurs et partenaires des projets sur Bamako pour cause des vacances annuelles. L'objectif de ces réunions est de présenter les activités et la méthodologie utilisée. Restant fidèle aux termes de référence de sa mission, le consultant local ne dresse dans les compte-rendus de réunions avec les partenaires locaux, que les opinions ayant un lien avec la COU.

Nous soulignons que ce rapport n'exploite pas la totalité des informations recueillies ; il est plus le fruit de l'analyse documentaire que de l'exploitation des données recueillies sur Bamako.

2 . ORGANISATION DU BUREAU D'ENDA MALI ET DE SON PERSONNEL IMPLIQUE DANS LA COU

Enda Tiers Monde est une organisation internationale à caractère associatif et à but non lucratif. Il a été créé en 1972 et a son Siège à Dakar.

Enda Mali est une entité décentralisée d'Enda Tiers Monde. Créée en 1987, en tant que branche de l'équipe Jeunesse-Action de Dakar, Enda Mali a signé en 1995 l'accord-cadre des ONG avec le Gouvernement du Mali sous le n° 583.

Enda Mali est organisée de la façon suivante :

1°) **Le Comité de Gestion et de Suivi :**

Il se compose du Coordinateur, des responsables du groupe de travail et de la comptable. Il est chargé de dégager les orientations stratégiques, de la planification des activités et l'ordonnance des dépenses conformément au manuel de procédure administrative et financière.

2°) **La Coordination :**

Elle est composée du Coordinateur, du Comptable, d'une Secrétaire comptable, d'un Chauffeur coursier. Elle assure la coordination des activités et la gestion financière et administrative.

3°) **Le Groupe de travail "Santé" :**

Chargé de l'amélioration de la santé des groupes défavorisés, partenaires Enda (ESD, EJT) par la prévention et l'accès à des soins de qualité ; la conception, la mise en œuvre et le suivi de projets de santé (promotion de la SR, lutte contre les IST/Sida) en milieu urbain et rural..

4°) **Groupe de travail "Appui aux enfants et jeunes en situation difficile " :**

A en charge, l'accompagnement des enfants et jeunes en rupture familiale, les enfants privés de liberté, les enfants handicapés, les enfants talibés ...

5°) **Le groupe de travail "Appui aux enfants et jeunes travailleurs"**

En charge du renforcement de la capacité d'auto-organisation des EJT, de l'amélioration de leur condition de travail et leur formation professionnelle et de leur insertion économique (installation). Il veille également aux normes de sécurité dans les ateliers de formation.

6°) **Le groupe de travail "Education alternative et alphabétisation"**

Ces actions ont pour but l'appui et l'accompagnement des groupes de femmes, de jeunes et d'enfants défavorisés par l'alphabétisation et l'accompagnement scolaire (l'éducation alternative. L'objectif est de contribuer au renforcement du système éducatif formel et non formel en impulsant et appuyant les initiatives communautaires d'éducation et d'alphabétisation et en favorisant la concertation et les échanges entre les acteurs de l'éducation.

7°) **Le groupe de travail "Appui aux associations de jeunes et de femmes"**

Accompagne les initiatives de développement socio-économiques, sportifs des communautés par l'appui aux associations et groupements dans les quartiers, il est aussi chargé de la promotion des activités de protection sociale des enfants en situation difficile (ESD).

Chaque groupe de travail est dirigé par un responsable de groupe et constitué d'animateurs.

L'équipe comprend 12 postes d'animateurs plus de 06 postes administratifs :

Soumana COULIBALY : coordinateur, membre du comité de suivi

Satigui COIRE : responsable des actions d'alphabétisation et d'éducation alternative, membre du comité de suivi

Kary B COULIBALY : animateur, membre du groupe de travail, appui aux ADQ

Soumaila DIARRA : animateur, responsable du groupe de travail, appui aux ADQ, membre du comité de suivi

Cheick Tidiane TALL : Médecin, responsable des actions santé, membre du comité de suivi
 Mamadou SACKO : animateur, chargé du suivi des enfants et jeunes en rupture familiale
 Baba DIARRA : animateur, membre du groupe de travail, appui aux associations
 Fatoumta C.OUATTARA : animatrice, membre du groupe de travail, appui aux enfants et jeunes en difficultés
 Seckna BAGAYOKO : animateur, membre du groupe de travail, accompagnement des EJT
 Thiam DIALLO : animateur, membre du groupe de travail, accompagnement des EJT
 Gaoussou PLEA : : animateur, membre du groupe de travail, accompagnement des EJT
 Dramane SATAO : : animateur, membre du groupe de travail, accompagnement des ESD
 Haoua TOURE : Comptable
 Zahara TOURE : Aide comptable
 Mme TOURE OUMOU SIMAGA : secrétaire-comptable
 Mme KONE Habi SISSIKO : responsable salle de documentation
 Mamadou DIANKA : chauffeur

3- REPONSES DE L'EQUIPE ENDA MALI AUX QUESTIONNAIRES ENTITES

Contexte & genèse :

- 1) Oui, nous avons participé à l'élaboration du document COU. En effet, lorsque le dossier était en élaboration, nous avons reçu une mission du programme PPU, conduite à l'époque par M. Jean Jacques Guibert. Avec lui, nous avons indiqué les axes sur lesquels nous voulions intervenir et en préciser les activités. Ce sont les résultats de cette mission qui servi à élaborer les fiches 22 et 23.
- 2) A Enda, nous intervenons dans le tiers monde, y compris le Mali ; et nous nous sommes aperçu que là, l'avenir se joue surtout dans la ville car c'est là qu'il y a les décideurs et les revenus les plus importants ; c'est là que se vit le nouveau phénomène de la violence secondaire à la soif du pouvoir et à la pauvreté ; c'est vers la ville que se dirigent tous ceux qui cherchent à améliorer leur condition de vie ; c'est enfin là qu'il y a des bidonvilles, les catégories de la population marginalisées et vivant dans une précarité extrême et exclues de tout le processus de prise de décision concernant la ville. c'est là aussi que pourraient éclore des initiatives de développement.
- 3) Oui, depuis 1987, nous travaillons dans l'urbain à travers, l'accompagnement des enfants et jeunes en situation difficile, l'appui aux initiatives locales de développement, l'amélioration de l'accès aux soins de qualité et la lutte contre le VIH/SIDA.

Analyse du point de départ de la COU :

Ayant nous-même planifié les différentes activités par rapport à ces trois axes, nous avons pu exécuter toutes les activités planifiées et croyons avoir atteint nos objectifs au même degré.

Les moyens les plus pertinents mis en œuvre :

Mobilisation de réseaux de partenaires locaux

Mettre en synergie les différentes équipes

Les moyens financiers.

Les activités réalisées pour impulser les changements sociaux et le changement d'échelle :

La restitution de l'étude sur la violence avec les groupes partenaires à la base, les partenaires des services techniques de l'état suivie de l'élaboration de plan d'action et de leur mise en œuvre ;

La prospective populaire urbaine sur les initiatives de santé communautaire à travers laquelle, avec les acteurs communautaires nous avons construit le modèle de centre de santé voulu dans dix ans et identifier les acteurs et ressources nécessaires pour y parvenir. Cet exercice qui s'est fondé sur le passé et le présent a permis une prise de conscience par les acteurs communautaires de leur rôle et place dans le processus devant aboutir à la réalisation du centre qu'ils souhaitent avoir dans 10 ans.

Nous n'avons pas eu de liens avec les services d'ambassade durant l'exécution de la COU. Eux non plus n'ont réalisé à notre connaissance, aucune action de suivi.

Les actions de la COU :

Si « glissement » il y a eu, c'est sans doute dans le calendrier des actions qui a connu quelques modifications.

Cf. évaluation fiche 22 et 23.

Le mécanisme commun

la nature des liens : professionnels axés sur la coordination de la COU.

Le mécanisme commun est très important ; il fait un travail d'attache entre les différentes entités, mise en commun des rapports, partage d'information...

Rencontres périodiques, travail en commun dans des groupes thématiques, échanges à travers un forum de discussion électronique. Le mécanisme commun est un instrument très utile voire indispensable dans ce genre de travail. Nous sommes satisfaits de son travail.

Le budget de la COU (voir tableau des activités)

Fiches n° 22 et n° 23

	MAE France(1)	Autres fds publics(2)	Fds privés(3)	Valorisation(4)	Total(1+2+3+4)
Actions à la Base et expérimentation					
Assainissement des quartiers	153.500	7.605.996			7.759.496 0
Recherche Action Formation et Activités D'appui aux communautés					
Recherche action formative sur la violence urbaine à Bamako	3.783.610	2.588.928		6.900.000	13.272.538
Equipements informatiques des centres d'écoute communautaires BP n° /5/10	3.576.200				3.576.200
Formation des groupes de jeunes et femmes défavorisés/Bamako	16.101.409	5.730.667			21.832.076
Actions de sensibilisation sur la violence urbaine	4.264.780				
Réalisation d'une prospective populaire santé à Ségou (Markala; Sansanding)	3.540.000				
Facilitation de l'utilisation du telephone/fax et des NTIC	698.880				
Soutien aux activités d'installation des jeunes	1.443.767				
Total	33.408.646	8.319.595	0	6.900.000	48.628.241
Evaluation, capitalisation, diffusion					
Capitalisation et diffusion de l'étude sur la violence urbaine à Bamako	319.950				
Total	319.950	0	0	0	319.950
Echanges régionaux et Sud Sud					
Atelier d'échange avec l'équipe de Dakar	676.930				676.930
Gestion(forfait) 10%	3.839.891	0	0	0	3.839.891
Total des dépenses	38.398.917	15.925.591	0	6.900.000	61.224.508
Fonds reçus	38.398.917				38.398.917

Remarques:

* Les actions relevant de la COU entrent dans le cadre global d'un programme quinquennal d'appui aux enfants, jeunes et femmes en situation difficile

A Bamako (NYETA). Annuellement ce programme dépense en moyenne 140 millions par an. Sur trois ans donc le financement COU représente

Environ 9% de l'ensemble du financement de ce programme NYETA.

Ce budget est exprimé en francs CFA : 1 euro = 655,55 f CFA

5 .Comptes-rendu réunionS

Compte-rendu réunion No.1

Date : mercredi 6 août 2003

heure : 10 heures à 15 heures 30 mn avec une pause déjeuner, heure locale

Lieu : Bureau ENDA Mali

participants : Pour le compte de ENDA Mali : Soumana COULIBALY : coordinateur, membre du comité de suivi, Satigui COIRE : responsable des actions d'alphabétisation et d'éducation alternative, membre du comité de suivi, Cheick TidianeTALL : Medecin, responsable des actions santé, membre du comité de suivi

La réunion a débuté par la présentation du consultant local au staff malien de ENDA par Soumana COULIBALI coordinateur national de ENDA Mali. Les discussions ont porté sur les 3 phases de la COU

Phase 1

1 - Comprendre, prévenir et contrer la violence

Actions : réalisation étude de compréhension sur le phénomène de la violence dans le district de Bamako , restitution des résultats de cette étude dans les 6 communes de Bamako suivie de l'élaboration des plans d'actions communales de lutte contre la violence

2 - aide les pauvres à s'organiser socialement et économique :

Actions : renforcement des capacités de 2 ADQ a travers l'octroi 'outil informatique et la connexion Internet

3 – Décider la ville autrement :

Actions : la prospective populaire sur les initiatives de santé communautaire à Bamako avec une restitution en présence des acteurs communautaire et les services techniques de l'état

phase 2

Comprendre, prévenir et contrer la violence

Actions : formation professionnel de 130 jeunes dans différent corps de métiers (menuisier bois e métallique, teinture, cordonnerie....) , activités de communication sociale dans les 6 communes

2 - Décider la ville autrement Réalisation d'une prospective sur les initiatives de santé communautaires dans les 6 communes du cercle de segou, réalisation d'une session de formation sur la réalisation d'action coopérative

phase 3

Comprendre, prévenir et contrer la violence

Action : organisation d'une foire exposition et vente des produit confectionner par les jeunes pendant leur formation, Appui aux micro entreprises des jeunes

Compte-rendu réunion No.2

Date : Jeudi 7 août 2003

heure : 10 heures à 15 heures 30 mN avec une pause déjeuner, heure locale

Lieu : Bureau ENDA Mali

participants : Pour le compte de ENDA Mali : Soumana COULIBALY : coordinateur, membre du comité de suivi, Satigui COIRE : responsable des actions d'alphabétisation et d'éducation alternative, membre du comité de suivi, Kary B COULIBALY : animateur, membre du groupe de travail, appui aux ADQ, Soumaila DIARRA : animateur, responsable du groupe de travail, appui aux ADQ, membre du comité de suivi, Cheick TidianeTALL : Médecin, responsable des actions santé, membre du comité de suivi,

Mamadou SACKO : animateur, chargé du suivi des enfants et jeunes en rupture familiale

, Baba DIARRA : animateur, membre du groupe de travail, appui aux associations

, Fatoumta C.OUATTARA : animatrice, membre du groupe de travail, appui aux enfants et jeunes en difficultés, Seckna

BAGAYOKO : animateur, membre du groupe de travail, accompagnement des EJT, Dramane SATAO : : animateur, membre du groupe de travail, accompagnement des ESD, Haoua TOURE : Comptable

Pour l'équipe d'évaluation : Ahmed AG HAMAHADY consultant local

cette séance de travail a porté essentiellement sur le contenu et les contours de la fiche 22

Dans le cadre dans la Convention d'Objectifs sur l'Urbain (COU), entre enta tiers monde et le ministère des affaires étrangères de la France, Enda Mali s'est engagé à réaliser une recherche action participative sur le thème : **"comprendre, prévenir, et contrer la violence urbaine dans la district de Bamako, par la mobilisation des jeunes pour le développement intégré des quartiers" (fiche N°22.** Le travail s'est déroulé en deux phases :

Réalisation d'une étude sur le phénomène de la violence dans le district de Bamako;

L'organisation d'un atelier de validation des résultats de l'étude

Restitution des résultats de cette étude dans les communes du district de Bamako

Localisation du projet : Sept (7) quartiers populaires de Bamako : Sabalibougou, Niamakoro, Sikoroni, Bakarybougou, Lafiabougou, Sebenikoro, Banankabougou.

Principaux partenaires : Associations de jeunes, Organisations de quartiers.

Relations avec les pouvoirs publics : Contact étroit avec les communes et les institutions de sécurité.

Les résultats

La production et la présentation d'un rapport de recherche participative et formative développant entre autres les points suivants :

La compréhension de la violence urbaine à Bamako :

schéma de formulation et d'expression de la violence urbaine,

Typologie de la violence urbaine à Bamako,

Topologie et topographie (carte) de la violence urbaine à Bamako,

Les véhicules de violence à travers le diagramme des sentiments des zones de l'étude,

Une présentation des diagrammes communautaires des zones de l'étude,

La grille de lecture de la dynamique des relations sociales des zones de l'étude,

Des propositions de prévention et de lutte contre la violence urbaine en prenant en compte les actions transversales dégagées dans les termes de référence.

rendu réunion No.3

Date : Vendredi 8 août 2003

heure : 10 heures à 13 heures 30 mN sans pause déjeuner, heure locale

Lieu : Bureau ENDA Mali

participants : Pour le compte de ENDA Mali : Soumana COULIBALY : coordinateur, membre du comité de suivi, Satigui COIRE : responsable des actions d'alphabétisation et d'éducation alternative, membre du comité de suivi, Cheick TidianeTALL : Medecin, responsable des actions santé, membre du comité de suivi, Dramane SATAO : : animateur, membre du groupe de travail, accompagnement des ESD, Haoua TOURE : Comptable

Pour l'équipe d'évaluation : Ahmed AG HAMAHADY consultant local

cette séance de travail a porté essentiellement sur le contenu et les contours de la fiche 23

Dans le cadre dans la Convention d'Objectifs sur l'Urbain (COU), entre Enda tiers monde et le ministère des affaires étrangères de la France, Enda mali s'est engagé à réaliser "Une prospective des initiatives de santé communautaire à Bamako" (fiche N°23). Le travail s'est déroulé en trois phases :

Phase de prospective par quartier ayant pour objet de procéder à une enquête prospective visant à repérer les initiatives et les pratiques de santé communautaire ainsi que les visions rétrospectives et prospectives des différents acteurs ;phase de restitution/partage en vue d'appuyer une réflexion collective (atelier de prospective) afin que le secteur de la santé communautaire se dote d'une vision à long terme négociable avec les municipalités et les pouvoirs publics phase d'échanges et d'expérience sud/sud.

Les produits attendus sont :

Le rapport de recherche sur les initiatives de santé communautaire au Mali ;

Le rapport de l'atelier de l'atelier de restitution partage ;

Le rapport des échanges d'expérience sud/sud ;

Le processus en image (photo, vidéo).

Phase de prospective par quartier:

Objectifs de l'étude

Procéder à une enquête prospective visant à repérer les initiatives et les pratiques de santé dans le district de Bamako.

Appuyer une réflexion collective (atelier de prospective) afin que le secteur de la santé communautaire se dote d'une vision à long terme négociable avec les municipalités et les pouvoirs publics.

L'étude a débuté en avril 2000 avec une équipe de chercheurs composée d'un responsable d'Enda Mali pour les aspects techniques et d'orientation (PPU) et des chercheurs et investigateurs du bureau d'étude « Icep Santé. La méthodologie d'approche a consisté à :

Créer une porte d'entrée : les initiatives communautaires en santé

Faire l'état des lieux : l'inventaire et la compréhension des initiatives existantes,

Faire le diagnostic : l'exercice prospectif

Méthodes

Entretiens individuels avec les principaux acteurs des initiatives communautaires de santé : personnel du GIE "Santé pour Tous", les membres de la FENASCOM, les guérisseurs traditionnels, les vendeurs illicites de médicaments, les responsables du ministère de la Santé,

foCUS groups avec les bénéficiaires des services des CSCOM lors des séances d'IEC, les différents comités de gestion des CSCOM, le personnel soignant des CSCOM,

L'observation participante qui a permis une meilleure compréhension des attitudes, comportements et pratiques face aux initiatives communautaires de santé.

Les principaux résultats

Les principaux résultats obtenus portent sur :

l'identification des initiatives de santé communautaire en cours

La principale initiative identifiée (sans surprise) a été les centres de santé communautaire (Cscm), mis en place par les associations de santé communautaire (ASACO.) Ont été aussi identifiées quelques initiatives d'assainissement des quartiers à travers des GIE, des initiatives de médecine préventive (IEC santé par des ONG et associations), des initiatives de médecine traditionnelle et les ventes illégales de médicaments.

les connaissances

Tous les groupes cibles ont plus ou moins eu connaissance de ces initiatives communautaires de santé. Ils les définissant comme :

- « des idées mûries par les populations pour leur besoin de santé » ;
- « en se regroupant, les populations se sont organisées en associations pour prendre leurs problèmes de santé en main » ;
- « Les bénéficiaires sont devenus les propriétaires des centres » (allusion aux cscm).

les attitudes et les pratiques de santé:

Les populations soulignent les avantages des CSCOM, cependant, très souvent, elles ont dénoncé les attitudes incorrectes vis à vis d'elles, du personnel, bien qu'elle n'ait aucune explication à cet état de fait. Ceci est la raison de leur adhésion à la médecine traditionnelle ou aux initiatives de santé confessionnelle ou celles émanant des ONG ;

Les populations soulignent comme **atouts des CSCOM** la proximité du centre. Auparavant, disent-elles, les populations pouvaient faire des dizaines de kilomètres pour trouver un médecin.

les visions prospectives dégagées montrent nettement le souhait aussi bien du personnel que des bénéficiaires de disposer à plus ou moins long terme de structures beaucoup plus performantes en termes de :

Capacité d'accueil ;

Prestation de service (grande variété des services) ;

Plateau technique plus évolué ;

Les recommandations et perspectives :

Les principales recommandations peuvent se résumer en trois points :

A tous acteurs : veiller sur la gestion du personnel (plan de carrière, formation continue);

A l'Etat : apporter une subvention plus importante aux CSCOM débutants

Aux CSCOM/ASACO: mener des activités d'IEC sur la santé communautaire afin de permettre à toutes les parties prenantes de mieux comprendre l'esprit de cette initiative.

Compte rendu réunion No.4

Date : Lundi 25 août 2003

heure : 10 heures à 13 heures 30 mn sans pause déjeuner, heure locale

Lieu : Centre de détention pour enfants mineurs

participants : Pour le compte de ENDA Mali : Satigui COIRE : responsable des actions d'alphabétisation et d'éducation alternative, membre du comité de suivi, Cheick Tidiane TALL : Medecin, responsable des actions santé, membre du comité de suivi, Dramane SATAO : : animateur, membre du groupe de travail, accompagnement des ESD, la direction du centre de détention

Pour l'équipe d'évaluation : Ahmed Ag hamahady.

Les activités de Enda Mali au niveau de ce centre de détention ont été axées sur l'écoute, la protection juridique, les animations socio-éducatives, soutien à l'apprentissage et à l'alphabétisation, et le suivi post-carcérale.

1°) L'écoute :

Environ une centaine d'enfants privés de liberté ont été écoutés au niveau de ce centre, des commissariats de police et des brigades spécialisées. Ces écoutes ont permis à Enda Mali de cerner les problèmes des enfants et de procéder avec eux à la recherche de solutions. C'est ainsi que l'accent a été mis sur la recherche de familles, gage d'un bon processus de négociation pour l'élargissement des enfants, mais aussi sur l'analyse des conditions de détention en général. Parmi 16 familles recherchées, 9 ont été retrouvées et ont participé aux négociations ou suivi de dossiers.

2°) La protection Juridique :

Le suivi de dossiers a permis à l'équipe d'Enda Mali d'évaluer la situation des enfants concernés. De faire des négociations et des tentatives de réconciliation aux fins d'une amélioration voire une libération selon les cas en collaboration avec certains parents et/ou autorités compétentes, 12 enfants ont pu recouvrer la liberté et des suivis des dossiers sont en cours pour 5 enfants.

3°) **Animation socio-éducative**

Ayant pour but de sensibiliser les enfants par rapport à leur situation actuelle et à la vie post-carcérale, des séries d'animation ont été organisées au centre de Bollé. Elles portaient sur les thèmes tels que : l'hygiène, les drogues, les causes de la détention judiciaire, etc...elles ont touché une centaine d'enfants environ. Les enfants ont bénéficié d'appui à l'occasion de ces activités (chaussures, savon, habits....) Une salle de jeux et d'animation a été aménagée à Bollé garçons. Ce travail a vu la pleine participation des enfants qui ont décoré les murs de la salle sous la direction d'un artiste peintre.

4°) **Soutien à l'apprentissage et à l'alphabétisation**

Les deux centres de bollé (garçons et filles) ont été appuyés en matériels de travail et en matière consommables dans 6 corps de métiers : menuiserie-bois, et métallique, couture, teinture, bogolant, tricotage, et 65 enfants ont été en situation d'apprentissage. L'appui (technique et matériel) de l'équipe a permis à ces centres de participer à une foire internationale en France et à la semaine de détenus instituée par le Mali et qui est l'occasion pour toutes les prisons d'exposer et de vendre leurs produits.

5°) **Suivi post-carcérale**

Malgré la complexité de cette activité due à la détention préventive non maîtrisable et aux rapports antérieurs des enfants avec leur environnement, 13 enfants sont retournés dans leur famille d'origine dont 7 sont suivis actuellement

Compte rendu réunion No.5

Date : Vendredi 29 août 2003

heure : 10 heures à 12 heures 30 mN , heure locale

Lieu : Bureau ENDA Mali

Participants : Cheick Tidiane TALL :Médecin, responsable des actions santé, membre du comité de suivi

Pour l'équipe d'évaluation : Ahmed Ag hamahady

Cette réunion a porté essentiellement sur un tour d'horizon de nos différentes séances de travail et des actions de ENDA Mali hors COU.

Le travail de "terrain" a été réalisé pendant la semaine du 26 au 28 août ne permettant pas à ce jour d'en dégager des éléments d'analyse dans le cadre de ce rapport. Les actions visitées sont :

Les centres d'écoutes communautaire de quartiers périphériques de Sabalibougou, Sikoro, Niamankoro, Djoumanzana, Yirimadio et Sebenicoro qui sont des quartiers pauvres et sensibles. ENDA Mali a effectué des travaux d'aménagements et d'équipements aux niveaux de ces centres. Les centres d'écoute communautaires sont créés et gérés par les associations de quartiers ADQ , qui sont des exemples réussis de la gestion communautaire de la problématique des enfants et jeunes en difficulté.

Les panneaux et affiches disposées le long de certaines artères de la villes de Bamako servant a sensibilisé la population contre des actions de violences urbaines

Quelques groupements de jeunes installés grâce à la formation et à un appui financier de ENDA Mali.

5 . Fiche 22 : Comprendre, prévenir et contrer la violence urbaine dans le district de Bamako

LOCALISATION	ACTIVITES PREVUES	ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
Prévue Sept (7) quartiers populaires de Bamako : Sabalibougou, Niamakoro, Sikoroni, Bakarybougou, Lafiabougou, Sebenikoro, Banankabougou.	- Recueil, analyse, capitalisation et diffusion d'expériences ; - Multiplication et/ou création d'espaces et d'ateliers de réflexion populaires (avec l'appui/la participation des autres acteurs : autorités, privé, ONG,...) ; - Processus de validation des diagnostics populaires sur la situation sociale ; - Définition participative et mesures d'instruments de mesure du changement social ; - Utilisation populaire de système d'information géographique pour des actions d'aménagement participé ; - Système d'information urbain de proximité : information/communication verticale et horizontale ; - Mise en place de comités de vigilance préventifs destinés à surveiller l'évolution de la violence et tenter de trouver des solutions aux crises. - Développement du réseau "jeunes et organisations populaires" pour une meilleure gestion de la ville, ;	- Recueil, analyse, capitalisation et diffusion d'expériences ; - Multiplication et/ou création d'espaces et d'ateliers de réflexion populaires (avec l'appui/la participation des autres acteurs : autorités, privé, ONG,...) ; - Processus de validation des diagnostics populaires sur la situation sociale ; - Définition participative et mesures d'instruments de mesure du changement social ; - Utilisation populaire de système d'information géographique pour des actions d'aménagement participé ; - Système d'information urbain de proximité : information/communication verticale et horizontale ;	Certaines actions ont connu de très grands retards dans leurs exécutions , ce retard est dû selon la direction de ENDA Mali à un décalage dans le planning de décaissement des fonds , selon ENDA Mali seul le mécanisme commun peut justifier ce retard. Toutes les actions prévus ont été exécutées dans leurs globalités
Effective Sept (7) quartiers populaires de Bamako : Sabalibougou, Niamakoro, Sikoroni, Bakarybougou, Lafiabougou, Sebenikoro, Banankabougou			

7 . Fiche 23 : Prospective des initiatives de santé communautaire à Bamako

AXE THEMATIQUE	LOCALISATION	ACTIVITES PREVUES	ACTIVITES REALISEES	OBSERVATIONS
Appui aux initiatives de santé populaire	Bamako Segou	Repérage et évaluation des pratiques et initiatives de santé communautaire Appui à une réflexion prospective sectorielle sur l'avenir des initiatives et pratiques de santé communautaire (ISC) à Bamako	Repérage et évaluation des pratiques et initiatives de santé communautaire Appui à une réflexion prospective sectorielle sur l'avenir des initiatives et pratiques de santé communautaire (ISC) à Bamako	Certaines actions ont connu de très grands retards dans leurs exécutions, ce retard est dû selon la direction de ENDA Mali à un décalage dans le planning de décaissement des fonds, selon ENDA Mali seul le mécanisme commun peut justifier ce retard. Toutes les actions prévus ont été exécutées dans leurs globalités

Reconstruire la solidarité	Bamako Dakar	Echange d'expériences Sud/Sud avec les pays de la sous région (Sénégal et Mauritanie en particulier).	Echange d'expériences Sud/Sud avec les pays de la sous région (Sénégal et Mauritanie en particulier).	Certaines actions ont connues de très grands retards dans leurs exécutions , ce retard est dû selon la direction de ENDA Mali à un décalage dans le planing de décaissement des fonds , selon ENDA Mali seul le mecanisme commun peut justifier ce retard. Toute les actions prévus ont été exécutées dans leurs globalités
Contribuer à de nouveaux rapports municipalités -populations	Bamako Segou	Organisation d'un séminaire avec la participation des ISC , ONG , autorités municipales et du district afin d'envisager les grandes lignes d'un partenariat pour les services de santé de base	. Organisation d'un séminaire avec la participation des ISC , ONG , autorités municipales et du district afin d'envisager les grandes lignes d'un partenariat pour les services de santé de ba	Certaines actions ont connu de très grands retards dans leurs exécutions , ce retard est dû selon la direction de ENDA Mali à un décalage dans le planing de décaissement des fonds , selon ENDA Mali seul le mecanisme commun peut justifier ce retard. Toute les actions prévus ont été exécutées dans leurs globalités

Ministère français des affaires étrangères – Enda Tiers Monde

Convention d'objectifs sur l'urbain
1999-2002

Évaluation
Août 2003

Consultant Local Brésil
Rapport provisoire

Michel Lotrowska
Codestral Consultoria Ltda

1. Introduction

Mme Véronique Léna a proposé une mission de Consultant local à Michel Lotrowska pour le compte de l'évaluation de la Convention d'objectif sur l'urbain (COU) liant de 1000 à 2002 le bailleur de fonds, le Ministère français des affaires étrangère et l'ONG, Enda Tiers-Monde.

Le présent rapport reprend principalement les entretiens qui se sont déroulés pendant la seconde moitié du mois d'août. Étant donné le peu de connaissance de la COU par les collaborateurs de ENDA Brésil, les questions ont porté sur les relations institutionnelles, sur le futur de Enda et sur la perception du label Enda par les participants.

Les entretiens ont eu lieu pendant cette période. Une réunion d'équipe d'économie populaire a été utilisée pour une discussion. Ensuite le président d'Enda Brésil ainsi que la directrice ont participé individuellement à un entretien. Finalement, l'ex coordinatrice du projet co-financé par la COU et responsable pour le rapport final de ce projet a également accepté un entretien.

Les entretiens ont directement été faits par ordinateur et ensuite traduits par le consultant. Il ne s'agit donc pas de transcriptions littérales des dires des participants. L'interprétation des dires des participants sera faite par les consultants de Paris et c'est pourquoi il n'y pas de conclusions dans ce rapport.

Les questions ne sont pas exactement les mêmes pour chaque entretien. Il s'agit principalement d'une question de formulation, mais le contenu des questions est bien le même.

Enda Brasil est la plus jeune des antennes Enda Tiers-Monde. Elle est basée dans la ville de Rio de Janeiro et concentre ses activités sur l'urbain depuis sa création en 1997.

2. Entretiens

Première réunion avec l'équipe d'économie solidaire, le 25 août 2003, profitant d'une réunion d'équipe hebdomadaire. Pour cette équipe le consultant a laissé parler librement les personnes. Les interventions ne sont pas identifiées puisque ce qui compte c'est ce que les membres de l'équipe pensent. Chaque trait se réfère à un changement de participant dont le commentaire a été noté.

Quel est le différentiel de ENDA par rapport à d'autres ONGs ?

Enda Brésil possède une AUTONOMIE beaucoup plus grande que d'autres institutions (... Les projets volent de leurs propres ailes. Nous pouvons chercher de meilleures solutions pour le projet. Le nom ENDA donne aussi plus de crédibilité au projet. Nous avons de la FLEXIBILITÉ et nous parvenons à développer le projet au sein de ENDA. Nous (deux d'entre-elles) travaillons dans la banque du peuple (projet de micro-crédit) qui a son côté social mais qui vise aussi la pérennité. ENDA y pense aussi, mais principalement pour payer ses coûts fixes.

Enda est composée d'un mélange de professionnels venant d'horizons différents et cela est bénéfique. Les différentes professions sont complémentaires. La MULTIDISCIPLINARITÉ parvient à fonctionner.

Je suis habitante de la communauté de Rio das Pedras et je suis d'accord avec cette vision qu'il y a une multidisciplinarité possible. Je suis jusqu'à ce jour dans le projet de microcrédit.

Faire en sorte que la population soit agent multiplicateur est une chose très importante dans ENDA.

Que représente le réseau ENDA pour vous ?

Il s'agit d'une référence. Là aussi il existe des groupes de femmes, et des projets, et c'est important de savoir que d'autres expériences existent, malgré le fait que les contextes sont différents.

Chaque fois que je pense à ENDA, je pense que c'est une FAMILLE. Parce qu'elle se préoccupe. ENDA se préoccupe avec ce qui se passe avec les autres membres de la famille.

Pour moi aussi. Chaque ENDA est connectée. Les allée-venue de Sôni (directrice) et Paulo (président) enrichissent nos actions. Ils reviennent en racontant des expériences. Nous avons aussi des visites de l'extérieur qui sont très intéressantes et qui nous racontent comment ENDA fonctionne dans le pays où ils habitent.

Le Réseau ENDA pour moi c'est avoir un compromis et une responsabilité. et assumer cette responsabilité.

Pour moi c'est avoir accès aux opportunités que nous avons en main. Nous amenons toujours des choses nouvelles à ces femmes (du projet d'économie populaire).

Quels sont les projets connus de ENDA ?

Le projet « Quartiers du Monde » va être un projet régional concernant les quartiers de périphérie. Ce projet sera international. Cintia (la coordinatrice pour Enda Brésil de ce projet) est déjà allée à Paris pour discuter de ce projet qui sera exécuté simultanément dans plusieurs pays.

Il y a un projet similaire au nôtre d'économie populaire avec Enda en Afrique, mais on ne le connaît pas. Il paraît qu'il est très semblable au notre, avec un volet artisanat, un appui psycho-social.

Il y a aussi un projet en Colombie d'écoute de femme.

Qu'est-ce que Enda fera sur un horizon de 5 ans ?

Je connaissais déjà le travail avec les femmes développé par Enda Brésil. Je trouvais le travail intéressant, mais, pour moi, Enda a besoin de mieux s'auto-financer en captant plus de projets cette année. Aussi pour donner plus de CONTINUITÉ aux projets. A court terme, nous ne parvenons pas à atteindre nos objectifs. D'autres projets dans d'autres domaines d'activités pourraient être complémentaires.

Les projets de Enda doivent avoir un compromis plus ample avec le DÉVELOPPEMENT LOCAL pour développer encore plus la communauté. Par exemple, le DOMAINE SANITAIRE, hygiène, nourriture et alimentation. De nombreuses personnes avec qui on travaille n'ont pas de quoi manger à la maison. Le DIAGNOSTIC URBAIN PARTICIPATIF a montré que les plus grands problèmes sont en relation à l'environnement, aux déchets, etc.. . Nous avons des plans pour travailler les questions d'environnement, probablement sous forme de partenariats avec d'autres organisations, y compris les organes publics.

Est-ce que Enda doit continuer dans l'urbain ou pas ?

Beaucoup de gens quittent le Nord-est du pays et viennent s'installer à Rio de Janeiro. On se rend compte dans la périphérie que beaucoup de gens sont du Nord-Est et essaient de s'insérer professionnellement dans la ville. A Rio das Pedras (quartier ou Enda Travaille), la majeure partie de la population est nordestine. Aider ces gens à gagner un complément de revenu est notre objectif. En général il s'agit de personnes qui travaillent la journée comme femme de ménage et qui veulent améliorer le revenu familial par d'autres activités dans les temps libres.

Cela serait très intéressant d'amplifier le travail après l'avoir concentré sur quelques activités. Le grand désavantage de notre autonomie est le MANQUE DE CONTINUITÉ DANS LES FINANCEMENTS.

Cintia : Nous sommes toujours très préoccupés par la question du diagnostic général. Nous partons toujours d'une réalité et nous créons des projets en partant de cette réalité en vue de solutionner les problèmes rencontrés. De cette manière nous réinventons les espaces d'organisation.

Cintia : Le projet « quartier du monde » est un projet qui diagnostique, par l'intermédiaire de jeunes qui fixent à partir de photos, textes et films, et qui par ces références essaient de comprendre quels sont les espaces de citoyenneté des jeunes, analysent leurs relations entre autre avec les pouvoirs publics. Le projet prétend favoriser les échanges entre pays et rechercher des alternatives aux problèmes. La cartographie sociale est la base du projet. Il s'agit d'un projet bien urbain. Il parvient à concrétiser l'idéal de Enda dans un réseau international. Il va au-delà du simple envoi d'argent et de l'échange de documents. Il prévoit une rencontre par an avec des représentants de chaque continent. Deux jeunes brésiliens iront parler de leur quartier. Un de la favela da Maré et l'autre de Rio das Pedras. Avoir un grand nombre de jeunes qui pensent des actions et des améliorations pour leur quartier.

Le MAE finance ce projet mais pas dans le cadre de la COU. Il y a également la municipalité d'EVRY via ses pouvoirs publics ainsi que d'autres organisations en Espagne qui ne sont pas de Enda. Ce projet a été inventé par ADA, à partir de Enda Europa. Le Sénégal, le Mali et le Maroc y participent et il y a un comité de pilotage avec Ada e Alice.

6. Que pensez-vous de l'articulation entre les thématiques ?

On pourrait avoir plus d'échanges avec des projets qui travaillent sur d'autres thématiques. Cela serait bien de faire cela avec d'autres thématiques.

Interview avec Paulo Knauss de Mendonça, Président de Enda Brésil depuis sa création. Paulo Knauss est professeur d'histoire à l'Université Fédérale Fluminense (Nitéroi). Il est également membre du conseil d'administration depuis la dernière réunion à Dakar.

25 août 2003 17 h.

Quel est le différentiel de Enda par rapport aux autres ONGs?

Le réseau d'échange et de solidarité fait de Enda ce qu'elle est. Elle peut présenter des problèmes administratifs, mais elle a un sens politique qui en fait sa particularité. Penser le Brésil dans le cadre d'une relation différente et avec la marque du tiers-monde fait de Enda ce qu'elle est. Le fait que Enda Tiers-monde représente un réseau en fait déjà une organisation différente. Nous ne sommes pas une filiale au Brésil. Nous faisons parti d'un réseau. Nous n'entrons dans le réseau que quand on veut partager quelque chose avec ce réseau. Même si parfois ce sont des conflits que nous partageons.

Ceci montre la dimension globale du développement. Au niveau symbolique, il est très différent de savoir que notre travail inspire un réseau et s'inspire d'un réseau. Ce fait interpelle au Brésil. Les personnes sont intéressées, curieuses face à ce réseau.

Le siège de Dakar bien souvent ne valorise pas cette dimension internationale et décentralisée de Enda. La dimension décentralisée est très intéressante car elle met en évidence des questions qui ne seraient pas posées par un centralisme. Il y a un grand dynamisme de par la décentralisation.

Enda Brésil a été créée à un moment de questionnement du réseau. La transition internationale n'a pas encore terminé et avec la mort de Jacques, elle continue. Si, d'un côté, cela a pu créer une difficulté pour que Enda Brasil s'insère dans le réseau, avec d'ailleurs des opposants ont Dakar, d'autre part, il existe des liens de solidarité très forts dans le réseau avec d'autres pays d'Amérique Latine.

Enda Brésil a été créée au moment où le siège de Dakar questionnait le réseau international mais le réseau latino-américain était en train de se constituer de manière forte. Au sein de réseau il existe une disproportion grande entre Enda Dakar et les autres Enda. Ce n'est pas que Enda Dakar soit contre l'internationalisation, mais c'est qu'ils sont tellement grands que leurs énergies sont utilisées au sein même de Enda Dakar car il y a plusieurs entités de Enda a Dakar. Cela complique la situation du dialogue. En même temps, cela multiplie aussi les interlocuteurs a Dakar ce qui est bon.

Une chose qui est caractéristique de Enda c'est l'AUTHENTICITÉ du travail de terrain dans toutes les entités Enda. C'est un grand potentiel. La relation avec le terrain est très intense et très évidente. Ceci est une des principales qualités de Enda Tiers-monde.

Que pensez-vous du projet COU

C'est le futur de Enda. Les projets en réseau qui lancent des plates-formes horizontales en réseau semblent présenter un potentiel plus intéressant pour Enda. Même si nous devons apprendre à faire cela. Maintenant, nous avons le projet « Quartiers du Monde » qui est beaucoup plus dynamique que la COU. La COU a surgi d'une initiative centralisée qui a été acceptée de manière assez formelle par les partenaires. La participation au COU a toujours été un peu formelle. La contribution de la COU pour le Brésil, même si ne représentant pas de grands volumes financiers, a été très importante. La question n'est pas le montant du financement, mais le potentiel de génération de dynamisme et d'accumulation d'expérience que nous développons ensemble. Ce nouveau projet « quartiers du monde » commence déjà en toute confiance car nous avons appris à travailler ensemble à partir de la COU. Une nouvelle COU serait beaucoup plus dynamique maintenant que la première COU.

Des initiatives de ce type devraient être multipliées au sein de ENDA. Peu d'organisations auraient la chance de faire un tel projet de forme intégrée, qui marquerait l'identité de l'organisation. Ce projet souligne particulièrement bien la dimension globale que Enda peut acquérir. Enda peut traiter les particularités de chaque réalité et construire une passerelle avec la diversité globale.

Comment la COU aurait pu être différente ?

Elle aurait pu être plus animée. Elle aurait pu prévoir des stratégies d'évaluation plus dynamiques, à partir de questionnaires communs, d'informations communes. Peut-être une revue d'information tous les trois mois avec des photographies de personnes des projets, avec des photos du terrain.

Les gens qui travaillent dans chaque endroit, dans chaque projet, chaque ville auraient pu accompagner plus les projets de manière à ce que cet accompagnement ne soit pas purement administratif. A commencer par le nom. La Convention D'Objectif sur l'Urbain est un nom formel, qui pose des problèmes linguistiques. (pour info, COU en portugais se prononce COO pour éviter que cela ressemble à COU qui en portugais se prononce comme le postérieur du même nom ! pour être bien clair sur le problème linguistique posé par Paulo !). On voit la différence avec le projet « quartiers du monde » qui se traduit sans problème dans d'autres langues. La COU avait le nom « Villes du Sud » comme thème et cela aurait pu être le nom du projet. C'est d'ailleurs ce dernier nom qui a été une rubrique sur le site Internet. La personne qui a conçu ce titre (COU) a fait cela de manière purement administrative. Personne n'a participé de la conception de ce projet.

Que représente le réseau Enda ?

Le dialogue Sud Sud est ce que Enda devrait représenter.

Quels sont les perspectives de Enda pour les 5 années à venir ?

Je pense que nous allons parvenir à plus grand enracinement des actions dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro. Pas exclusivement dans la ville mais aussi dans la région métropolitaine. A partir de l'expérience que nous sommes en train d'acquérir maintenant, nous pouvons devenir un élément d'intégration entre les autres ONGs et entre quartiers différents. Cet esprit de réseau de Enda contagie petit à petit nos projets et favorise l'apparition de réseaux. C'est l'exemple de la Favela da Maré, du Comité Brésilien de Drogue, Violence, Droits de L'homme et Démocratie, qui a comme participants, l'Ibase, le Centre Bento Rubião, Aborda, Posicotrópicos, ISER et ENSP.

Nous allons aussi approfondir les thématiques actuelles. Nous allons ouvrir un champs d'action dans le domaine de l'environnement qui englobe quelque chose dans le domaine de l'agriculture urbaine et péri-urbaine. Cela va permettre que nous puissions discuter un peu plus, pas seulement le problème des quartiers qui ont peu d'infrastructures, mais aussi la relation plus centrale avec la périphérie dans la région métropolitaine.

Enda Tiers-monde possède une identité dans ce domaine d'environnement. Nous n'avons pas de volet environnement a Enda Brésil mais il en existe dans le réseau Enda Tiers-monde. Il existe également un grand champ de travail dans ce domaine a Rio de Janeiro. Il existe une conjoncture qui favorise peut-être aussi la discussion de l'agriculture urbaine et péri-urbaine.

L'année passé nous avons organisé un séminaire avec l'EMPRABA, et toutes les organisations présentes ont souligné l'absence de préoccupation des politiques publiques dans ce type d'agriculture. C'est surtout vrai pour Rio de Janeiro qui a déjà eu une « ceinture verte » très dynamique entourant la ville et qui l'a perdue. Ce domaine est en relation avec le domaine de la sécurité alimentaire dont nous entendons tellement parler aujourd'hui, ainsi que avec le domaine de la santé et de l'éducation sanitaire.

Il y a un grand désir de créer ce type de composante environnement, mais en y incorporant cet élément nouveau qui est l'agriculture urbaine.

Les prochaines cinq années de Enda tiers-monde ?

Je crois que nous devons trouver des mécanismes institutionnels plus dynamiques qui favorisent une intégration et une solidarité plus grande entre les entités décentralisées qui permettent que l'organisation explore mieux sa dimension internationale et produise de nouveaux projets sous forme de plate-forme horizontales. Ces plates-formes serviront a inspirer les actions de forme réciproque et fournirons une substance et une légitimation aux actions au niveau global, et permettant une participation de Enda dans les forums de construction de citoyenneté. Il faut dynamiser le réseau, lui donner plus de vie.

En terme de financement, nous attendons du réseau qu'il soit capable de garantir un appui institutionnel régulier pour l'administration du siège, pour les services de base de maintenance qui permettent la réalisation d'un bon boulot. Le réseau doit être capable de fournir la sécurité de la stabilité de l'organisation pour éviter l'instabilité créée par les financements a court terme des projets par les financeurs institutionnels.

Il existe aussi un investissement institutionnel de Enda Tiers-Monde, il ne s'agit pas uniquement de financement. Cet investissement est important pour la formation des collaborateurs. Les Fonds Souples nous ont aidé a maintenir le siège et le secrétariat. Cela serait très important si l'investissement institutionnel de Enda tiers-Monde atteignait aussi la formation de nos collaborateurs, ainsi que le plan stratégique de développement institutionnel. Ces moments (de construction du plan) sont de auto-réflexion et d'évaluation qui ne sont jamais financés par personne. Cela servirait a intégrer les actions de Enda Brasil, et en conséquence les actions de Enda Tiers-monde.

J'attends aussi un meilleurs niveau de communication, pas en terme de quantité mais en terme de qualité, de Enda Tiers-monde. Je pense par exemple a un journal d'information collectif par exemple, mais si ce n'était qu'une simple feuille.

Je voudrais encore insister sur l'importance des plates-formes horizontales. Le réseau va pouvoir s'intensifier fortement a partir de ces plates-formes. Pas uniquement a partir d'une plus grande accumulation de connaissances techniques mais aussi d'un point de vue politique. Surtout au niveau des échanges sud sud. Le thème des villes du sud pourrait apporter une discussion très profonde, et beaucoup plus effective, en dépassant la simple dimension pratique du travail individuel de terrain. La plate-forme horizontale ne porte pas uniquement sur le contenu, elle porte sur les politiques. Elle sert a la construction de politiques de portée globale. Même si nous avons des critiques en relation a la COU, elle représente l'horizon du réseau. Les « quartiers du monde » également. L'impact du projet auprès de nos partenaires est immédiat. Cela peut favoriser l'autonomie des entités décentralisées et en même temps représente la raison d'être de Dakar et du réseau international. L'idéal serait de séparer Enda Dakar en créant une Enda Sénégal et une Enda Tiers-monde maison mère. Il faut un secrétariat spécifique pour le travail international de Enda. Une chose est produire un informatif sur Enda Brésil, autre chose est développer un informatif sur Enda Tiers-monde. Penser à l'échelle globale requiert une structure différente pour cela.

Le mouvement des Réunions Inter Entités (RIE) est le point positif des dernières années, ainsi que l'évaluation. Ce sont deux mouvements positifs. Le Muya Yara aussi a été très positif. Il faut retrouver un rôle pour l'assemblée générale de la même manière que le RIE et le Muya Yara ont trouvé un rôle important. Cette difficulté de trouver un rôle pour l'assemblée générale se retrouve dans la difficulté de nommer un secrétaire exécutif. Jusqu'à présent, personne n'a été nommé.

Sônia Carvalho – Directrice de Enda Brésil

1. Quel est le différentiel de Enda par rapport aux autres ONGs ?

Pour moi le différentiel se trouve dans l'articulation possible, l'autonomie, la spontanéité, la diversité autour d'une même mission. Cette articulation acquiert des caractéristiques de mouvement e de ONG. C'est bien différent du mouvement social.

2. Est- ce que Enda est centralisée ?

Je ne sens pas la centralisation. Comme Enda Brésil n'a pas vécu certaines impasses que d'autres Enda ont vécues, personnellement je trouve important d'avoir un centre qui résume un peu la trajectoire de ENDA. Il existe des mouvements internes qui veulent augmenter la centralisation de ENDA mais en fait, ENDA s'ouvre de plus en plus. Par exemple, nous ne voulons plus Être appelé antenne car cela a une connotation de subordination. Nous nous appelons « ENTITÉ » ». Nous parvenons à décentraliser. Je suis optimiste et, malgré des réactions négatives de certains, je vois le futur avec optimisme.

Les Réunions Inter Entités auxquelles j'ai participé, après la mort du fondateur de Enda, ont révélé toutes ces questions. J'ai trouvé que les décisions qui ont été prises lors de ces réunions sont appliquées petit à petit. L'actuel Secrétaire Exécutif Intérimaire est très intéressant. Il sait écouter, il est un coordinateur de programme lui-même et pose des questions pertinentes. Il veut écouter nos opinions, il veut exécuter les décisions prises à la RIE. Il est préoccupé par la formation et envoie des documents pour que nous puissions donner notre avis sur les choses. En plus, il valorise l'Amérique Latine. Avant, nous n'avions aucune valeur dans Enda. Lui il répond aux questions qu'on lui pose. En Colombie aussi il donne de l'importance à Enda pour le continent Latino-Américain et en tant que entité pluraliste.

Le réseau dans l'hémisphère sud est très important. Il est organique. Il est composé de personnes qui ont un compromis avec la cause. Certains intellectuels font partie du réseau et il ont un compromis avec le terrain. Les côtés négatifs de Enda viennent de son côté encore prématuré. Dans les forums mondiaux, la présence de Enda est encore faible. Par exemple, au Forum Social Mondial, Enda devrait être représentée par tous les pays et pas uniquement par des pays africains.

En terme de compétences, Enda possède une vaste expérience dans les domaines de l'eau, de l'assainissement, de l'agriculture, et cette expérience devrait repassée dans les forums et aussi en Amérique Latine.

2. Que pensez-vous de la COU

Je suis entrée à Enda après que la COU fonctionnait déjà. Pour moi, il s'agissait d'un petit renfort budgétaire pour capitaliser un projet déjà existant. J'ai pris la COU pour un projet assez restreint. C'est seulement par la suite, lors de ma visite à Dakar, que j'ai pris connaissance de la dimension réelle de la COU. Seulement alors j'ai lu la Convention. J'ai trouvé qu'elle avait été conçue dans un bureau par des intellectuels sans qu'il n'y ait de relation organique avec nous. J'ai trouvé la COU intéressante mais elle aurait dû être plus participative.

Elle est bonne parce qu'elle propose une interférence dans les politiques publiques et il s'agit de notre mission. Mais il n'y avait pas moyen de réaliser tout ce qui était demandé. La COU doit être reproduit en discutant avec les pays. Ce n'est pas uniquement le financement qui était important, mais les propositions en elles-mêmes qui étaient bonnes.

Si je compare avec le projet Quartiers du Monde qui a été construit ensemble et pour lequel il n'y pas encore d'argent, mais qui a déjà réussi à motiver les gens à travailler.

Développer un projet ensemble fait en sorte que les personnes se compromettent à aller de l'avant. Il comporte l'idée de pérennité et en cours de route il y a des personnes qui avancent beaucoup. La dimension internationale fait que les jeunes comprennent la réalité des autres pays.

Le réseau « quartier du monde », par le fait qu'il s'agit d'un projet international fournit une certaine légitimité et plus de visibilité.

Le fait de participer d'un réseau international légitime aussi bien les participants du projet que les institutions qui participent ainsi que les communautés.

Quelle est la trajectoire de Enda pour 5 prochaines années ?

Si nous ne parvenons pas à un appui institutionnel, je ne sais pas...c'est assez lourd. C'est une nouvelle organisation...on fait ce qu'on peut. Nous n'avons pas une structure financière pour maintenir l'organisation. Je ne parviens pas à tout faire. Enda parvient à conquérir des espaces politiques, nous venons d'être accepté par l'Association Brésilienne des ONGs.

Dans cinq ans je pense que nous serons bien plus solides que maintenant, avec des projets plus définis. Avant, Enda était plus dispersée dans ces projets au Brésil. Nous travaillons sur le terrain principalement et nous ne faisons pas que du politique. Si nous parvenons à travailler dans peu d'endroits mais avec plusieurs projets nous aurons plus d'impact.

Enda Dakar semble préoccupée à fournir plus d'appui à Enda Brésil. Nous sommes dans les priorités de Dakar.

Nos lignes de travail sont : Education (art et Culture), Économie Populaire (pas seulement micro-crédit), et l'environnement comme futur projet. Éducation environnementale et agriculture urbaine.

J'aimerais aussi développer ces projets en zone rurale. Je voudrais faire des expériences avec des mairies plus petites qui sont intéressées à collaborer. Il n'y a plus moyen de travailler sans le gouvernement au Brésil sinon les choses ne changent pas vraiment. Le gouvernement de la ville de Rio de Janeiro n'a pas vraiment un compromis avec le social. Mais dans les plus petites villes, il est plus facile d'impliquer les acteurs locaux.

Je voudrais aussi que Enda Brésil travaille dans l'agriculture urbaine et péri-urbaine. En Éthiopie et au Sénégal il y a ce type de projet.

Nous avons identifié la municipalité de Silva Jardim déjà. La mairie a démontré un intérêt pour une collaboration. Il y a de l'éco-tourisme et des populations installées qui peuvent produire près de la ville. Japeri est dans la Baixada Fluminense. A Japeri, il y a une zone rurale avec des assentamentos ruraux près de la ville. Avec le CERE (ONG de développement durable), qui veut monter une agence de développement local, on pense faire des partenariats avec la France via des micro-entrepreneurs ruraux.

Mais nous n'y sommes pas encore. Il faut encore monter les équipes, identifier les potentiels et les animateurs locaux, ainsi que les entrepreneurs locaux. Ils veulent tous financer uniquement des projets de génération de revenu et pas des projets d'éducation. Ils ne comprennent pas que l'éducation c'est quelque chose de pérennisable.

Cintia Boghossian – coordinatrice du projet « quartiers du monde » et ex-coordinatrice du projet « Théâtre Vivant » financé par la COU. C'est elle qui a écrit le rapport final du projet financé par la COU.

Cintia – Domingo 31 de agosto de 2003

Quel est le différentiel de ENDA par rapport aux autres ONGs ?

Pour moi l'existence du réseau international, la perspective globale, la décentralisation du pouvoir sont trois caractéristiques uniques de cette ONG internationale. Cela vaut de l'or mais c'est aussi un venin car sans centralisation les choses sont plus difficiles à organiser.

Que pensez-vous de la COU ?

J'ai commencé à travailler avec ENDA en 1999 et la COU a été une des premières initiatives du réseau interne de Enda à impliquer différentes entités Endas. Mais nous sommes restés assez forts en marge de ce projet. La référence que j'ai de la COU c'est qu'il s'agissait d'une petite aide que ne permettrait pas de faire vivre le projet de manière autonome. Il s'agissait d'un appui financier minimum pour le projet « théâtre Vivant » qui était un complément au financement de Sanofi et aussi de la Fondation de France. C'est à la fin du projet que la directrice m'a demandé de faire un rapport pour la COU. J'ai coordonné le projet « théâtre vivant » pendant trois ans avant que la COU n'y participe. Ensuite, j'ai continué à faire la supervision du projet « théâtre Vivant » et le projet de Vidéo. Après mon congé de maternité, j'ai écrit ce rapport. J'ai donc enfin lu le document pour la première fois et je n'avais jamais eu de contact avec le réseau. J'ai lu le projet et je l'ai trouvé très intéressant mais je l'ai trouvé trop complexe. Pour exécuter ce projet il aurait fallu qu'un professionnel s'occupe de promouvoir les échanges en stimulant les pays pour que nous puissions mener à bien tous les objectifs du projet. J'ai donc fait un rapport Ad Hoc pour la COU. En écrivant le rapport, je me suis rendu compte que l'expérience du « théâtre vivant » pourrait être systématisée et s'insérer dans les objectifs de la COU. Ensuite, j'ai cru que j'allais recevoir les autres rapports mais je n'ai reçu qu'un seul rapport, d'un projet totalement différent du nôtre.

Quand je suis allé à Paris, à la réunion prévue pour le projet « quartiers du monde », Usman de Enda Dakar m'a dit que mon rapport était bon. C'est le premier et dernier commentaire que j'ai reçu sur ce rapport.

J'ai trouvé la COU intéressante par son contenu politique, pour les questions de gestion de la ville, de recherche d'alternatives sur la question de la gestion, ainsi que pour sa relation avec les pouvoirs publics. Mais il a manqué une explication, en ce qui concerne notre participation. Il a manqué une interaction dans la construction de l'instrument, il a manqué notre participation aux réunions, à l'évaluation du contenu. Enfin, peut-être que dans les autres pays les choses ont été différentes.

Si je fais la comparaison avec le projet « quartiers du monde ». Dans ce projet, la préparation s'est faite collectivement. Il y a eu une première rencontre avant d'initier le projet. La méthodologie a été socialisée par tous, avec des contributions de chaque pays. Chaque pays a choisi un thème. Nous avons choisi nos plans de travail et nous allons créer un bulletin informatif sur les quartiers ainsi qu'un site web. Le projet est assez proche de la COU à la différence qu'il est fait conjointement. C'est compliqué d'établir un compromis dans l'équipe s'il n'y a pas de participation effective dès le début du projet.

En partie la COU a sans doute été moins bien comprise ici aussi de par les événements de Enda Brasil. La structure est encore fragile, la COU est arrivée lorsque Enda était à peine structurée localement. Il y a eu un changement de direction qui a été difficile et cela n'a rien aidé.

La COU aurait dû prévoir également des documents transversaux. Il s'agit de plusieurs projets qui ont démarré de manière indépendante et qui ont terminé de manière indépendante. Les thèmes sont différents et des documents transversaux auraient pu capitaliser les différences et les similitudes de chaque pays.

Que représente le réseau Enda.

Pour moi Enda est fascinante. Elle pourrait faire énormément de choses de par les différences culturelles absurdes qui existent et qui pourraient être valorisées par les projets communs.

Après la COU, le Muya Yara, Concertation et Quartiers du Monde sont les projets dans lesquels j'ai été impliquée.

Concertation est venu de la volonté de certains représentants de Enda en Amérique Latine d'avoir un projet commun et de construire une entité commune. Il s'agirait d'un projet qui abriterait des actions déjà existantes dans les différentes Endas, enrichissant ces activités, ouvrant la possibilité d'échange entre les personnes de la base et les professionnels. Il y aurait des rencontres, de la formation, chaque Enda a prévu un budget pour la formation dans les domaines choisis. Des

rencontres et de la formation font partie du projet. Nous avons fait une réunion en République Dominicaine mais n'avons pas réussi encore un financement pour ce projet. Nous avons eu une réunion en juin.

Le Muya Yara a été une évaluation de toutes les Enda par tous les participants. Tous ont répondu aux mêmes questions. J'ai participé de ce Muya Yara. Le premier atelier a eu lieu à Paris pour synthétiser les 90 pages du questionnaire et en extraire le principal. Un représentant technique de chaque pays a passé une semaine à Paris pour faire cette synthèse analytique. Cela a été très intéressant. Cela a montré le potentiel de communication internationale de Enda. Apprendre à partir de nos différences. Après cette synthèse a été distribuée à tous les pays comme exemple. Il y avait des commentaires pas seulement des travailleurs de Enda mais aussi des bénéficiaires. Il y a eu un éloignement des Endas qui parlaient anglais car il était impossible de tout traduire. Beaucoup ne connaissaient rien de ce qui se faisait au Brésil, aussi un problème de langue. Le Muya Yara a été une demande du principal financeur de Enda tiers-monde.

Le projet « quartiers du monde » a été inventé par Enda à partir de la perspective des jeunes. Ada adore cette question internationale. Elle a réussi à associer la mairie d'Evry ainsi que d'autres ONGs pour exécuter des projets. Ici nous essayons de faire la même chose. Nous mettons en réseau plusieurs ONGs qui ne sont pas Enda et nous faisons des échanges avec d'autres quartiers. En plus d'un comité de pilotage le projet possède un groupe de systématisation ainsi que des intellectuels de chaque ville qui aident à penser et à réfléchir sur le projet et la ville. L'idée est de renforcer des actions existantes.

Qu'est-ce que Enda Brésil va faire dans les prochaines 5 années ?

Pour moi, Enda va devenir une organisation dont l'originalité et la pertinence se retrouvent dans les projets transversaux qui travaillent des questions communes dans différents projets dans différents pays. Structurer le Sud est l'objectif de Enda. Nous devons travailler cette question de la communication sud-sud. Une entité qui permet au Brésil de se relationner avec l'Afrique. Quand j'étais en Europe, j'ai compris que l'Afrique est très vivante en Europe. Pour le Brésil, l'Afrique est à peine historique, liée à l'identité culturelle mais sans faire partie du quotidien. Je me suis surprise à expliquer ce qu'était la Capoeira. J'ai eu la chair de poule de renouer ce lien culturel avec l'Afrique. C'est comme cela que nous allons construire une citoyenneté globale.

Enda Brésil parvient à faire la jonction entre Art-culture-citoyenneté, éducation à la santé et Développement local. J'aime beaucoup ce mélange. Je vois beaucoup de projets qui ne travaillent que un seul de ses thèmes.

D'autre part Enda Brésil a besoin de se professionnaliser. Elle est orientée vers les bases communautaires et c'est excellent, mais notre équipe est encore très fragile. Je pense qu'une gestion plus participative dans le futur avec plus de projets qui fonctionnent avec une bonne communication est fondamentale.

Notre option est travailler dans une même communauté avec quatre projets différents, ce qui se rapproche très fort de développement local. Je vois Enda impliquée dans plusieurs réseaux, plusieurs projets de communication internationale, publiant et produisant des matériaux sur ses projets.

Enda Brésil souffre encore de fragilité institutionnelle.

Constitution de l'équipe

Cíntia participe de l'équipe d'économie populaire principalement pour motiver l'association de femmes qui est en train d'être renforcée. Elle coordonne aussi le projet « quartiers du monde ».

L'équipe d'Economie Populaire est composée de

Rosane Saque – Coordinatrice
Eliane – stagiaire assistante sociale
Karina – Agent de Crédit populaire
Adriana – consultante technique pour le crédit.
Cíntia – Appui à la création du groupe de femmes.

L'équipe du Théâtre Vivant n'existe plus. Maintenant, le projet est « art-culture, sur le chemin de l'école ».

Marília – professeur de chant
Luciana – professeur de danse
Rafael – Professeur de guitare
Humberto – Professeur de percussion
Débora – coordinatrice
Marcelo – projet de vidéo

Le projet « Quartiers du Monde »

Cíntia - Coordinatrice
Marcelo –
Lucélia -assistente social
Ivan - assistant de Vidéo

Ministère français des affaires étrangères – Enda Tiers Monde

Convention d'objectifs sur l'urbain

1999-2002

Évaluation

Juillet 2003

Consultant local Vietnam

Rapport final

VeT

Ludovic Dewaele

Le 21 juillet 2003

ANNEXE 5 : FICHES DE REALISATIONS DES ACTIVITES

Fiche 2 : Comprendre, prévenir et contrer la violence urbaine

LOCALISATION PREVUE	Dakar, Pikine, Rufisque
LOCALISATION EFFECTIVE	Dakar, Pikine, Rufisque, Thiès Fandène

ACTIVITES PREVUES	ACTIVITES REALISEES
recueil, analyse, capitalisation et diffusion d'expériences multiplication et/ou création d'espaces et d'ateliers de réflexion populaires (avec l'appui/la participation des autres acteurs : autorités, privé, ONG,...) ; processus de validation des diagnostics populaires sur la situation sociale ; définition participative et mesures d'instruments de mesure du changement social ; utilisation populaire de système d'information géographique pour des actions d'aménagement participé ; système d'information urbain de proximité :	recueil, analyse, capitalisation et diffusion d'expériences multiplication et/ou création d'espaces et d'ateliers de réflexion populaires (avec l'appui/la participation des autres acteurs : autorités, privé, ONG,...) ; processus de validation des diagnostics populaires sur la situation sociale ; définition participative et mesures d'instruments de mesure du changement social ; utilisation populaire de système d'information géographique pour des actions d'aménagement participé ; système d'information urbain de proximité :

information/communication verticale et horizontale ; <i>mise en place de comités de vigilance préventifs destinés à surveiller l'évolution de la violence et tenter de trouver des solutions aux crises.</i> <i>développement du réseau "jeunes et organisations populaires" pour une meilleure gestion de la ville.</i>	information/communication verticale et horizontale ;

OBSERVATIONS

Les activités prévues pour la première année ont été globalement réalisées dans les zones initialement identifiées. Cependant pour la deuxième année, elles ont été mises en œuvre à Thiès uniquement à travers le processus Instrument et Modèle d'Aménagement Participatif.

Cette option a été choisie pour :

éviter sur cette thématique de disperser nos efforts ;

répondre à une forte demande des deux collectivités locales pour apporter une réponse à des conflits latents ou en cours.

Fiche 3 : aider les pauvres à s'organiser pour produire et se faire entendre

ACTIVITES PREVUES	ACTIVITES REALISEES
<i>Emploi/économie populaire urbaine</i> appui à la constitution de GIE (micro-entreprises) micro-crédits pour le lancement d'activités économiques (fonds de roulement, petit matériel de base,...) ; <i>Modules de formation pour les acteurs de l'économie populaire urbaine</i> gestion/comptabilité appliquée, techniques de recyclage (notamment au compostage) ; techniques de sensibilisation en matière d'hygiène, de nutrition, de santé et d'environnement en général ; <i>Gestion des déchets solides et liquides</i> Développement des filières liées au recyclage promotion de l'assainissement des eaux usées et du ramassage des ordures ménagères production et revalorisation d'eau épurée et de compost mise en place de réseaux d'égouts petit diamètre-faible coût construction de système d'épuration extensif (notamment station d'épuration par lagunage) ; mise en place de réseaux de charrettes de précollecte des ordures ménagères ; <i>Agriculture interstitielle</i> culture de périmètres maraîchers. Production d'eau pouvant être réutilisée dans l'agriculture (arboriculture, maraîchage de cuisson,...) <i>Consommation</i> Formation de femmes pour la sensibilisation des jeunes mamans à l'utilisation des aliments locaux <i>Habitat/logement</i> Montage institutionnel de coopératives d'habitat pour les femmes de l'économie populaire urbaine <i>Santé</i> Sensibilisation et éducation des enfants (milieu scolaire) aux problèmes d'eau potable ; programmes de surveillance de la qualité des eaux animés par les enfants ; Sensibilisation et éducation des jeunes mamans aux problèmes de santé, d'hygiène et de nutrition ; <i>Communication/information et Gestion participative des villes</i> Enquêtes de proximité, films sur des initiatives populaires. mise en réseau d'ordinateurs dans les quartiers et les municipalités instauration d'un mécanisme de courrier électronique entre les populations et les municipalités. Outils didactiques de sensibilisation (santé, hygiène, nutrition, environnement) Renforcement des capacités de négociation du plus grand nombre	<i>Emploi/économie populaire urbaine</i> appui à la constitution de GIE (micro-entreprises) micro-crédits pour le lancement d'activités économiques (fonds de roulement, petit matériel de base,...) ; <i>Modules de formation pour les acteurs de l'économie populaire urbaine</i> gestion/comptabilité appliquée, techniques de recyclage (notamment au compostage) ; techniques de sensibilisation en matière d'hygiène, de nutrition, de santé et d'environnement en général ; <i>Gestion des déchets solides et liquides</i> promotion de l'assainissement des eaux usées et du ramassage des ordures ménagères production et revalorisation d'eau épurée et de compost mise en place de réseaux d'égouts petit diamètre-faible coût construction de système d'épuration extensif (notamment station d'épuration par lagunage) ; mise en place de réseaux de charrettes de précollecte des ordures ménagères ; <i>Agriculture interstitielle</i> production d'eau pouvant être réutilisée dans l'agriculture (arboriculture, maraîchage de cuisson,...) <i>Consommation</i> formation de femmes pour la sensibilisation des jeunes mamans à l'utilisation des aliments locaux <i>Habitat/logement</i> montage institutionnel de coopératives d'habitat pour les femmes de l'économie populaire urbaine <i>Santé</i> sensibilisation et éducation des enfants (milieu scolaire) aux problèmes d'eau potable ; programmes de surveillance de la qualité des eaux, animés par les enfants ; sensibilisation et éducation des jeunes mamans aux problèmes de santé, d'hygiène et de nutrition ; <i>Communication/information et Gestion participative des villes</i> enquêtes de proximité, films sur des initiatives populaires. mise en réseau d'ordinateurs dans les quartiers et les municipalités outils didactiques de sensibilisation (santé, hygiène, nutrition, environnement) renforcement des capacités de négociation du plus grand nombre.
LOCALISATION PREVUE	Dakar Pikine, Rufisque Yoff Bignona Antananariv ¹
LOCALISATION EFFECTIVE	Dakar Pikine Rufisque Yoff Bignona Antananariv ²

Fiche 4 : Décider la ville autrement

¹ ENDA RUP appuie également un projet mené sur ce thème à Antananarivo (voir fiche prov. n° x)

² ENDA RUP appuie également un projet mené sur ce thème à Antananarivo (voir fiche prov. n° x)

LOCALISATION PREVUE	Dakar, Pikine, Rufisque
LOCALISATION EFFECTIVE	Dakar, Pikine, Rufisque

ACTIVITES PREVUES	ACTIVITES REALISEES
systèmes d'information urbain de proximité : installation d'ordinateurs dans les quartiers, création-alimentation perpétuelle d'une page web portant sur les préoccupations des populations, service de courrier électronique entre populations et municipalités ; aménagements participés des quartiers ; formation de comités de gestion/de pilotage divers dans les quartiers : gestion de l'environnement (assainissement), gestion de l'information et de la communication,... formation/appui de comités de développement global des quartiers ; élaboration participative de plans d'action de développement au niveau du quartier ; renforcement des capacités des décideurs.	systèmes d'information urbain de proximité : installation d'ordinateurs dans les quartiers, création-alimentation perpétuelle d'une page web portant sur les préoccupations des populations, service de courrier électronique entre populations et municipalités ; aménagements participés des quartiers ; formation de comités de gestion/de pilotage divers dans les quartiers : gestion de l'environnement (assainissement), gestion de l'information et de la communication,... formation/appui de comités de développement global des quartiers ; élaboration participative de plans d'action de développement au niveau du quartier ; renforcement des capacités des décideurs.

OBSERVATIONS : Toutes les actions ont été réalisées dans les zones initialement prévues

Fiche 5 : Processus de réflexion et d'action pour une gestion participative des villes ouest-africaines à un niveau local, national et régional (dialogue société civile/autorités locales)

LOCALISATION PREVUE	Dakar, Pikine, Rufisque, Kaolack, Bakel, Louga, Mbour, Tombouctou (Mali), Ouaga, Koudougou (Burkina Faso), Bafoussam (Cameroun), Adzope (Côte d'Ivoire)
LOCALISATION EFFECTIVE	Dakar, Pikine, Rufisque, Guédiawaye, Thiès, Bignona, Bamako (Mali), Ouagadougou- Koudougou (Burkina Faso), Yaoundé (Cameroun), Cotonou (Bénin)

ACTIVITES PREVUES	ACTIVITES REALISEES
Ateliers de réflexion populaires et participatifs (participation de tous les acteurs, y compris les autorités locales) : - tenter d'aboutir à une vision commune de la ville, par tous les types acteurs (problèmes prioritaires, principales actions à entreprendre,...) - Réflexion sur les politiques urbaines locales menées et à élaborer ; - réflexion sur la valorisation de toutes les compétences locales (notamment pour une valorisation par les autorités locales) ; - élaboration d'instruments d'évaluation des actions menées, et plus généralement, de mesure du changement social ; Mise en œuvre de ces instruments précités ; Création d'observatoires urbains au niveau local, national et régional (Afrique Francophone) ; • recensement d'expériences positives en matière de gestion urbaine locale (Programme Meilleures Pratiques et Leadership Local initié par Habitat), et analyse (cf. ateliers de réflexion) ; recensement des talents existants échanges entre " experts populaires " au niveau local, national et international.	ateliers de réflexion populaires et participatifs (participation de tous les acteurs, y compris les autorités locales) : - tenter d'aboutir à une vision commune de la ville, par tous les types acteurs (problèmes prioritaires, principales actions à entreprendre,...) - Réflexion sur les politiques urbaines locales menées et à élaborer ; - réflexion sur la valorisation de toutes les compétences locales (notamment pour une valorisation par les autorités locales) ; - élaboration d'instruments d'évaluation des actions menées, et plus généralement, de mesure du changement social ; Mise en œuvre de ces instruments précités ; Création d'observatoires urbains au niveau local, national et régional (Afrique Francophone) ; • recensement d'expériences positives en matière de gestion urbaine locale (Programme Meilleures Pratiques et Leadership Local initié par Habitat), et analyse (cf. ateliers de réflexion) ; recensement des talents existants échanges entre " experts populaires " au niveau local, national et international.

OBSERVATIONS

Dans le cadre du programme des Observatoires urbains des Villes d'Afrique Francophone, les actions qui étaient prévues dans cette fiche ont toutes été réalisées.

Entre l'élaboration des fiches et la réalisation, le contexte (instabilité) en Cote d'Ivoire a fait que nous l'avons remplacé par le Bénin et plus précisément la ville de Cotonou. Au Sénégal, les autorités locales de Kaolack, Louga, et Mbour, n'ont manifesté leur intérêt à ce programme au même moment, Thiès, Guédiawaye et Bignona ont émis leur volonté à collaborer dans le programme.

Pour les autres pour ce sont nos partenaires (organisations relais) maîtrisant mieux les réalités du terrain ont proposé les choix sur les villes où nous sommes effectivement intervenus.

Titre : Amélioration des capacités socio économiques des femmes : Activités Génératrices de Revenus (AGR), Systèmes de prêts tournants, Tontines, Petit commerce...

Bénéficiaires : Femmes des quartiers populaires et de banlieue de Dakar

Localisation : bidonvilles et quartiers précaires de Dakar, . banlieue de Dakar

Résultats attendus : Le niveau de revenus des femmes issues des bidonvilles s'est améliorées

Acteurs : Accompagnement de écopole : Socio –économiste, Travailleur social spécialisée, Assistants sociaux
Leaders groupements de femmes Relais communautaires

Activités prévues	Activités réalisées
- .développer des AGR - .Former les groupes en gestion simplifié et dans la conduite des AGR - .Créer des structures de promotion de l'économie populaire - . appuyer les initiatives de l'économie populaire urbaine	- création d'un Fonds Roulant Mutuel pour les femmes des bidonvilles de Dakar - .Appui des femmes dans la mise en œuvre d'initiatives génératrices de revenus - .formation des femmes en techniques de conduite d'AGR - mise en œuvre d'AGR pour les femmes des quartiers bidonvilles de Dakar et banlieue

Titre : Accès aux NTIC : initiation des enfants des quartiers précaires aux NTIC,-initiation des leaders et personnes ressources aux NTIC

Bénéficiaires : Jeunes et enfants des quartiers précaires de Dakar, Population générale

Localisation : bidonvilles et quartiers précaires de Dakar, . banlieue de Dakar

Résultats attendus : Appropriation des NTIC par les jeunes et les leaders à la base, Décloisonnement des quartiers précaires de Dakar

Acteurs : Accompagnement de écopole : Socio –économiste, Travailleur social spécialisée, Assistants sociaux, Gestionnaires des CRC, Relais communautaires

Activités prévues	Activités réalisées
- initier les jeunes et enfants des bidonvilles aux NTIC - former les leaders et personnes ressources des quartiers aux NTIC	- Organisation des sessions de formation pour les jeunes enfants des bidonvilles - . formation des leaders et personnes ressources des quartiers aux NTIC

Titre : Accès aux services sociaux de base : eau potable, électricité, soins de santé primaire, réseaux modernes de communication (téléphone et Internet), latrines

Bénéficiaires : Population des bidonvilles et quartiers populaires de Dakar (Baraka, Wakhinane Colobane, Khadimou Rassoul)

Localisation : bidonvilles et quartiers précaires de Dakar, . banlieue de Dakar

Résultats attendus : Les populations des quartiers bidonvilles ont des conditions de vie meilleures

Acteurs : Accompagnement de écopole : Socio –économiste, Travailleur social spécialisée, Assistants sociaux, Population dans toutes ses composantes, Relais communautaires et animateurs de quartiers

Activités prévues	Activités réalisées
- Donner accès aux populations défavorisées aux services sociaux de base (eau potable, électricité, soins de santé primaires, moyens de communication et latrines - mettre en place des structures de gestion communautaire de ces infrastructures	- 3 bidonvilles sont dotés d'eau courante et d'électricité - 3 bidonvilles disposent de Centre de Ressources Communautaires avec connexion sur Internet et télécentre - 3 bidonvilles dispose de cases de santé - des comités de gestion de ces infrastructures sont mis en place par les populations, avec l'appui de l'équipe d'encadrement de écopole/siggi

Titre : Jeunes, citoyenneté et lutte contre la violence urbaine

Bénéficiaires : Jeunes et enfants des quartiers précaires de Dakar

âge compris entre 9 et 18 ans

Localisation : bidonvilles et quartiers précaires de Dakar, . banlieue de Dakar

Résultats attendus : Réduction de la violence urbaine, Acquisition d'une conscience citoyenne

Acteurs : Travailleurs sociaux de Ecopole, Relais communautaire à la base, Animateurs, Les enfants des quartiers précaires

Activités prévues	Activités réalisées
- développer des actions de prévention de la violence urbaine	- Mise en place de comités de violence au niveau des quartiers et bidonvilles partenaires - Actions de sensibilisation sur la violence urbaine à Dakar

Titre : Lutte contre les pires formes d'exploitation sexuelle des enfants

Bénéficiaires : Enfants et jeunes, groupes à risque d'exploitation

Localisation : bidonvilles et quartiers précaires de Dakar, . banlieue de Dakar

Résultats attendus : Opérationnalisation du réseau, Mise en place d'activités d'alerte et de prévention contre l'exploitation sexuelle des enfants

Acteurs : Les membres du réseau dont écopole assure la coordination

Activités prévues	Activités réalisées
.développer des actions de prévention contre les formes d'abus et d'exploitation sexuelle sur les enfants	.Mise en place d'un réseau national de lutte contre les abus et exploitation sexuelle sur les enfants, sous la coordination de Enda écopole

Titre : Programmes en cours : Avec le Programme alimentaire mondial (PAM)

Bénéficiaires : . formations de coin de rue (appreneurs et apprenants), . les femmes et jeunes filles des quartiers défavorisés, jeunes des ateliers d'écopole

Localisation : Dakar et banlieue (quartiers précaires, Pikine, Guédiawaye, Thiraoye, Niaga, Yeumbeul, Parcelles assainies, etc...)

Résultats attendus : Les initiatives d'éducation et de formation sont renforcées et consolidées

Acteurs : Programme alimentaire mondial (PAM), Groupes bénéficiaires, Travailleurs sociaux d' Ecopole, Animateurs d'Ecopole

Activités prévues	Activités réalisées
- dotation de vivres sèches aux initiatives populaires d'éducation et de formation - formation des leaders à la gestion des stocks	- dotation bimensuelle de vivres - formation des leaders aux techniques d stockage des vivres

Titre : Etudes et diagnostics situationnels sur le terrain Travaux de prospective urbaine

Bénéficiaires : Groupes de partenaires à la base

Localisation : Champ d'intervention (quartiers bidonvilles et banlieue de Dakar)

Résultats attendus : Les activités, les initiatives, la démarche et les approches sont rendues plus opérationnelles

Acteurs : Groupes de partenaires à la base, Intervenants de écopole, Stagiaires, consultants

Activités prévues	Activités réalisées
- .mener des études diagnostic de situation pour mieux adapter les actions	- Etudes monographique et systémique au niveau des quartiers bidonvilles (8 quartiers bidonville

Titre : Programme de Renforcement de la nutrition (prn)

Bénéficiaires : enfants de 0 – 36 mois, femmes allaitantes, femmes enceintes

Localisation : Districts sanitaires de Dakar centre et ouest

Résultats attendus : Lutter contre la malnutrition infantile, Lutter contre la mortalité et la morbidité infantiles

Acteurs : équipe cadre de district, travailleurs sociaux écopole isggi, relais communautaires, groupements de promotion féminine

Activités prévues	Activités réalisées
.actions de prévention de la malnutrition maternelle et infantile .actions en PCIME(prise en charge intégrée des maladies de l'enfance	Mise en place des mécanismes de mise en oeuvre du projet

Fiche n° 7

Contenu opérationnel de la fiche et partenaires au financement	Niveau de réalisation an 1	Niveau de réalisation an 2	Niveau de réalisation an 3
Contenu opérationnel de la fiche	Niveau de réalisation an 1	Niveau de réalisation an 2	Niveau de réalisation an 3
repérage des formes de violence et mise en œuvre de formes diverses de résistance	Non	Non	Non
identification et mise en valeur de femmes " Expertes " dans l'économie populaire	Non	Non	Non
mise en place de dispositif permettant aux populations d'avoir accès aux soins de santé Union Européenne, MAE	Organisation de cinq (05) ateliers de diagnostic sociosanitaire dans cinq (05) quartiers de Conakry Mise en place d'un centre d'animation pour la santé	Non	Non
Mise en place de dispositifs de concertation permettant aux organisations de base d'influencer les décisions prises au niveau des communes Union Européenne, MAE	Organisation de visites croisées autour des initiatives de santé communautaire développées par les ONGs guinéennes	Non	Non

Cette fiche n'a été exécutée que pour la première année. Cela est surtout dû au changement au niveau de l'opérateur de la personne chargée du suivi des activités inscrites dans la COU

Fiche n° 8

Contenu opérationnel de la fiche et partenaires au financement	Niveau de réalisation an 1	Niveau de réalisation an 2	Niveau de réalisation an 3
Repérage des formes de violence et des processus de médiation et mise en place de collectif de médiateurs MAE, Union Européenne	Organisation d'un atelier sur les dynamiques urbaines et la décentralisation	Non	Non
Mise en place de boutiques de gestion pour l'appui aux petits projet de l'économie populaire ... MAE, Union Européenne	Non		
Mise en place de comités de quartiers regroupant les organisations de base, les élus et des personnes ressources MAE, Union Européenne	Non	Processus de recherche action autour de l'éducation civique dans la commune de Gbedokpo à Cotonou	Non

Fiche N° 15 : Prévenir la violence urbaine par le développement intégré des quartiers de Dakar-Pikine

LOCALISATION : Touba-Ouakam, Arafat, Crédit foncier, Santhiaba, Bok, Khalat, Dakar-Pikine)

ACTIVITES PREVUES	ACTIVITES REALISEES
Constitution d'un groupe de réflexion-action constitué par de jeunes leaders associatifs pour prévenir la montée de la violence urbaine.	Constitution d'un groupe de réflexion action constitué par de jeunes leaders associatifs pour prévenir la montée de la violence urbaine.
Réflexion sur la différenciation entre causes structurelles de la violence et manifestations conjoncturelles avec les jeunes et les leaders associatifs.	Exercices pratiques de détermination des causes et manifestations de la violence dans les quartiers.
Constitution d'un mécanisme d'observation sur les manifestations de la violence urbaine (reporters) de quartiers non repérés par les autorités et création d'une banque de données sur les initiatives et expériences locales de lutte contre la violence urbaine	Constitution d'un mécanisme d'observation sur les manifestations de la violence urbaine (reporters) de quartiers non repérés par les autorités et création d'une banque de données sur les initiatives et expériences locales de lutte contre la violence urbaine
Sensibilisation des différents segments de la population (jeunes, femmes, jeunes élus, notables) à la culture de la non violence.	Organisation d'une restitution " populaire " par l'organisation d'un " simb-rap dans un quartier de Pikine : Crédit Foncier

Fiche N° 16 :Initiation à la prospective urbaine et à l'aménagement participatif des jeunes des ASC de Dakar :

LOCALISATION : Sénégal, Pikine, Santhiaba (Thiaroye sur mer)

ACTIVITES PREVUES	ACTIVITES REALISEES
Organisation, p endant l'année, de débats publics sur les problèmes à venir et les potentialités à développer dans le quartier.	Organisation sur six mois de sessions d'animation et de formation sur la prospective populaire urbaine.
Proposition d'un plan de développement intégré du quartier et appui à la constitution de l'organisation chargée de sa mise en œuvre	Production de projets " dossiers des chantiers du futur ".
4 bulletins d'information sur 4 thèmes prioritaires de l'aménagement du quartier.	Production et diffusion de 2 bulletins a Thiaroye sur mer

Fiche N° 17 : Encourager les initiatives féminines en matière de gestion de l'environnement et de génération de revenus à Pikine

LOCALISATION : Santhiaba (Commune d'arrondissement de Thiaroye sur mer)

ACTIVITES PREVUES	ACTIVITES REALISEES
Mise sur pied d'un système de crédit d'appui aux activités économiques des femmes et jeunes.	Un appui à un projet de création d'une mutuelle de Santé est en cours d'exécution
Mise sur pied d'un groupement de femmes pour la transformation des produits locaux	Mise sur pied du Comité de Développement Intégré de Santhiaba (CODIS)
Appui à deux groupements de femmes en vue de la mise en œuvre d'un système de gestion communautaire des ordures ménagères à Thiaroye sur mer (Santhiaba).	Appui à quatre groupements de femmes en vue de la mise en œuvre d'un système de gestion communautaire des ordures ménagères à Thiaroye sur mer (Santhiaba).
Recherche-Evaluation d'accompagnement pour analyser l'incidence de la dimension genre dans le développement et l'environnement des quartiers.	Enquête sur les ménages et les priorités du quartier Réalisation d'une étude sur les rapports sociaux hommes femmes en rapport avec l'environnement.

Fiche N° 18 : Décider la ville autrement : partenaires pour une réflexion stratégique sur l'urbain à Dakar

LOCALISATION : DAKAR

ACTIVITES PREVUES	ACTIVITES REALISEES
Diagnostic participatif sectoriel sur l'avenir des initiatives locales de gestion urbaine (santé communautaire, assainissement alternatif, initiatives de crédit populaire, travail des enfants, et des jeunes, initiatives populaires pour l'accès aux services urbains, développement des services culturels et sociaux, etc.).	En collaboration avec Enda Santé : réalisation d'un exercice de prospective sur la santé communautaire
Ateliers de présentation et de valorisation des diagnostics prospectifs sectoriels avec les organisations de terrain et d'autres partenaires locaux.	Organisation du forum de Dakar.
Séminaire de mise en commun et d'intégration des diagnostics prospectifs sectoriels avec la participation des différents acteurs urbains (associations de développement de quartier, ONG, municipalités, décideurs urbains, etc.) en vue de la définition d'éléments de plans Stratégiques de Développement local de quartier ou de zones.	Production de texte sur la violence urbaine, d'outils didactiques d'animation des exercices de prospective populaire urbaine, production de la " déclaration de Dakar " sur la violence urbaine.
Capitalisation et diffusion des résultats auprès des partenaires et de l'opinion publique (publications, médias, etc.)	Réalisation de 2 films vidéo sur l'environnement, les rapports sociaux hommes – femmes et sur le jeu d'acteurs dans l'espace public local

OBSERVATIONS

Le mécanisme n'a pas véritablement fonctionné. Il a été difficile pour les leaders associatifs de répliquer les apprentissages et d'engager une collecte systématique de données faute de moyens.
Une mutuelle d'épargne et de crédit avait entre temps été créée à Thiaroye sur mer avec l'appui du PAMECAS.

Note explicative des " glissements " quant aux activités d'Enda PPU réalisée par Enda PPU

Dans la version finale du programme de la COU de septembre 1998, Le programme de Prospective Urbaine avait élaboré quatre (4) fiches de projet. Ce sont les fiches :

N° 15 : Prévenir la violence urbaine par le développement intégré des quartiers de Dakar-Pikine ;

N° 16 :Initiation à la prospective urbaine et à l'aménagement participatif des jeunes des ASC de Dakar :

N° 17 : Encourager les initiatives féminines en matière de gestion de l'environnement et de génération de revenus à Pikine ;

N° 18 : Décider la ville autrement : partenaires pour une réflexion stratégique sur l'urbain à Dakar

A l'époque, ces lignes d'action avaient toute leur pertinence compte tenu d'une recrudescence de la violence à Dakar et à Pikine. Elles s'inscrivaient toutes dans une perspective de généralisation d'actions qui avaient été initiées lors de la phase pilote du programme Prospective Urbaine (1996 – 1997).

A l'époque de l'élaboration de la " bible ", une reconduction du programme était en négociation notamment auprès de l'UE. La COU devait donc venir appuyer cette initiative et permettre une extension du programme dans plusieurs secteurs de Dakar et de Pikine. Les négociations avec l'UE n'ont pas abouti. De plus, cette période avait coïncidé avec la fin du contrat non renouvelé du responsable du programme Prospective Urbaine qui était à Enda au titre de la coopération française. Son départ a disloqué l'équipe de Prospective Urbaine. Mais celle-ci s'est assez rapidement reconstituée autour de nouvelles perspectives et orientations stratégiques sous la dénomination " Prospectives Dialogues Politiques ". Les différentes fiches ont été repensées en fonction de cette nouvelle dynamique. Enda Prospectives Dialogues Politiques a adopté, dans tous ses programmes du reste, une approche allant dans le sens de création de conditions propres à favoriser des stratégies de mise en place de cadres de concertation, de définition concertée des priorités et d'élaboration collectives des projets et de leur suivi par toutes les parties prenantes. Aussi, après l'an I de la COU, les activités ont-elles été réorientées vers les actions de renforcement des capacités d'organisation et des compétences des associations et organisations professionnelles afin de mieux les outiller en terme de gestion de leurs activités et en terme de plaidoyer et de négociation avec les autorités municipales. Toutes les actions de PPU sont ainsi replacées dans le cadre de l'axe " Décider la ville autrement " qui est l'axe principal et l'épine dorsale du travail de Enda Prospectives Dialogues Politiques. Aussi, la dimension recherche action, capitalisation a-elle été renforcée dans les activités de la COU en même temps que la création des mécanismes et occasions de concertations, convergences et interactions entre les différentes familles d'acteurs (municipalités, associations, organisations professionnelles, services déconcentrés de l'Etat, etc.) afin qu'elles élaborent ensemble les règles de l'action et négocient leurs ajustements mutuels. Cette expérimentation est réalisée dans la commune d'arrondissement de Thiaroye sur mer dans la ville de Pikine où les actions menées ont une perspective de genre très affirmée.

Fiche N°19 : Initiative de santé de la reproduction dans les milieux de la prostitution à Dakar, ENDA SANTE

Objectifs	résultats	Indicateurs	Evolution
Renforcer les capacités des femmes pour une meilleure maîtrise des risques liés à l'exercice de la prostitution	Meilleure connaissance des risques et modes de prévention existants	Niveau de connaissance des risques et modes de prévention	Passage du statut de bénéficiaires à celui d'éducatrice/formatrice paire
Appuyer les initiatives économiques susceptibles de réduire leur vulnérabilité	Création de revenus pouvant constituer une alternative au recours exclusif à la prostitution comme moyen de survie	Degré de dépendance à la prostitution pour la satisfaction de besoins économiques de base	Passage de la dépendance totale à la possibilité de choix des activités à mener pour satisfaire des besoins de base
Encourager le travail en groupe pour favoriser la solidarité et pérenniser les mesures de protection individuelles	Mise à l'échelle de mesures collectives de protection individuelle	Nombre de groupes de femmes vulnérables formés	Existence d'un réseau informel des groupes géographiquement distants et de pratiques communes (boycott collectif de client refusant le préservatif)

LOCALISATION : Quartiers populaires de Dakar : Gd yoff, Gd Dakar, Plles Assainies, Ganaw rail, Bargny
Régions de Thiès et Tamba

Activités Prévue	Activités Réalisées
- Repérage et évaluation des pratiques et initiatives des femmes et filles dans les milieux de la prostitution : associations, GIE, groupes informels - Identifications d'initiatives micro-économiques potentielles et étude de leur faisabilité - Montage de projets dynamisateurs - Intégration des activités d'accompagnement-outillage : IEC en santé de la reproduction et organisation de filières de services quasi-informels (préservatifs, accès aux contraceptifs) et formations (en gestion et micro-réalisations, alphabétisation...) - Croisement des expériences par des échanges inter groupes	- Mise en confiance et accompagnement au diagnostic de la situation des femmes très vulnérables. - Formalisation des groupes selon liens d'affinité - Encouragement, Appui et renforcement des initiatives économiques des femmes travailleuses du sexe - Renforcement de leur capacité en gestion

Observations d'ENDA

D'une situation de méfiance et de scepticisme quant aux possibilités de faire évoluer positivement leurs conditions de travail et de vie dans une ville où la pratique de la prostitution devient de plus en plus un moyen de survie pour de nombreuses catégories de femmes une évolution encourageante a été notée.

La COU a été une occasion de réflexion et de renforcement de capacité pour ces femmes vulnérables de croire et de s'engager dans un processus de valorisation individuelle et collective. Parties d'une dépendance totale à la prostitution, certaines ont pu évoluer vers une possibilité de choix d'une activité plus temporelle et moins risquée.

Après midi du 18 juin 2003 : rencontre avec les femmes . AGVOES : accompagner les goupes vulnérables à s'organiser économiquement et socialement)

Fiche 19. Visites accompagnées par Moutaga Dia, Enda SANTE

Quartier de Barguy

Les femmes utilisent le théâtre populaire pour diffuser des messages sur le VIH/SIDA.

Elles mènent aussi des activités économiques sous tendues par des micro-crédits.

Beaucoup d'entre-elles sont d'anciennes prostituées. Certaines n'ont pas encore totalement décroché de la prostitution.

Budget COU = 4000FF/an

Quartier de Guinaw-Rail

Groupe de femmes (prostituées) sensibilisées au problème du SIDA et soutenues par des actions de micro-crédit pour développer des activités génératrices de revenus afin de sortir progressivement de la prostitution.

Budget COU = 4000F/an

Ces actions n'ont pas dépassé le cadre de micro projet de quartier L'atelier théâtre est un atelier local, la petite troupe de femmes (pas plus d'une dizaine) n'est pas amenée à jouer à l'extérieur.

Ces expériences n'ont pas servi de tremplin pour permettre un changement d'échelle et atteindre un public plus large.

“ Le changement d'échelle a fait l'objet d'un séminaire spécifique qui s'est tenu à Bamako en 1998. Il est mentionné dans la proposition stratégique que si la mission d'expérimentation et d'incitation à innover peut se réaliser à une échelle relativement micro, il est précisé que celle-ci doit s'accompagner d'une mission d'information, de crédibilisation et de diffusion à grande échelle, des pratiques et des expérimentations sociales novatrices . ” (note de J.J. Guibert pour la réunion de Rabat p. 13.)

Fiches N°11 - 12 - 13 remaniées : Lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité sociales dans les bidonvilles - quartiers précaires et poches de pauvreté de Dakar et banlieue - Ecopole/siggi

Titre : Education alternative avec les FCR

Bénéficiaires : enfants et jeunes issus des quartiers défavorisés de Dakar et banlieue ; petite enfance

Localisation : bidonvilles et quartiers populaires de Dakar, banlieue de Dakar

Résultats attendus : les enfants des quartiers défavorisés ont accès à l'éducation

Acteurs : appreneurs, apprenants, travailleurs sociaux de Ecopole

Activités prévues	Activités réalisées
. Scolariser les jeunes exclus du système scolaire formel . organiser des séances de soutien scolaire pour les enfants et jeunes des quartiers qui fréquentent les écoles formels . préparer les tous petits à intégrer de manière harmonieuse l'école formelle	. cours de soutien scolaire . scolarisation des jeunes déscolarisés . activités d'éveil de la petite enfance

Titre : Alphabétisation priorité femmes

Bénéficiaires : groupements de femmes des bidonvilles et quartiers populaires de Dakar

Localisation : quartiers précaires de Dakar (Dalifort, Khar Yalla, Captage front de terre)

Résultats attendus : Les femmes des bidonvilles de Dakar et sa banlieue alphabétisées ; Compétences des femmes renforcées

Acteurs : alphabétiseurs, Leaders de groupement de femmes, Animateurs de groupements, Superviseurs en alphabétisation, Comités de gestion, Accompagnement de écopole :

Activités prévues	Activités réalisées
- .organiser des séances d'alphabétisation fonctionnelle pour les femmes - .tenue de séances d'animation sur des thèmes fonctionnels et développement - création d'un environnement lettré au niveau des quartiers (bibliothèques communautaires) - activités de renforcement des capacités socio – économiques des femmes	- création de 20 classes d'alphabétisation pour 600 femmes - développement d'activités génératrices de revenus - formation technique des femmes leaders de groupement

Titre : Renforcement des capacités et formation continue organisationnelles institutionnelles **Bénéficiaires :** groupements de femmes des bidonvilles et quartiers populaires de Dakar

Bénéficiaires : populations des quartiers populaires et de banlieue de Dakar, . groupes spécifiques(groupements de femmes, jeunes, ouvriers et artisans, acteurs et leaders à la base), ACIDAK, comités de quartiers, relais communautaires, différents comités de pilotage

Localisation : quartiers précaires de Dakar (Dalifort, Khar Yalla, Captage front de terre)

Résultats attendus : Les populations des bidonvilles et de la banlieue s'organisent de manière autonome

Acteurs : Accompagnement de écopole :Socio-économiste, Travailleur social spécialisé, Assistants sociaux:

Activités prévues	Activités réalisées
- formation (ponctuelle et continue) des Organisations populaires par le biais de séminaires et ateliers d'une part et de l'accompagnement continu des travailleurs sociaux d'autre part	- .organisation de séminaires sur :la gestion simplifiée, les techniques d'animation et de communication sociale - .mise en place de structures communautaires (comités de quartier, comités de gestion et de pilotage des infrastructures communautaires de base (latrines, centre polyvalents, case de santé, école) - .mise en place de cadre de concertation et de prise de décision collective et outil de plaidoyer socio politique et de lutte contre la pauvreté (Association des Comités interbidonvilles de Dakar (ACIDAK)

Titre : Appui aux initiatives à la base : Accompagnement social, médiation en cas de conflit et /ou situation d'exploitation, appui en cas de difficultés (maladies...)

Bénéficiaires : groupes spécifiques vulnérables (employées de maison et jeunes filles migrantes), populations défavorisées, comité interbidonville, comités de quartiers, associations de jeunes, mouvements de jeunesse

Localisation quartiers précaires de Dakar (Dalifort, Khar Yalla, Captage front de terre)

Résultats attendus : Les comités de quartiers et les groupes spécifiques disposent d'un appui social

Acteurs : Accompagnement de écopole :Socio-économiste, Travailleur social spécialisé, Assistants sociaux:

Activités prévues	Activités réalisées
- assurer la médiation sociale des groupes vulnérables et à haut risques d'exploitation (employées de maison, enfants de la rue, enfants et jeunes des bidonvilles et quartiers précaires de Dakar - assurer un plaidoyer en faveur de ces groupes sus-mentionnés pour une meilleure prise en compte de leur droits et préoccupations	- . médiation sociale des employées de maison et leur employeur, en cas de conflits - fora autour des droits des employés de maison et des jeunes de manières générale

Titre : Appui aux initiatives à la base : Accompagnement social, médiation en cas de conflit et /ou situation d'exploitation, appui en cas de difficultés (maladies...)

Bénéficiaires : jeunes filles et employées de maison, artisans et ouvriers, leaders de groupements féminins, relais communautaire

Localisation quartiers précaires de Dakar (Dalifort, Khar Yalla, Captage front de terre)

Résultats attendus : Les bénéficiaires ont de nouvelles capacités qui facilitent leur réinsertion socio économiques

Acteurs : Formateurs et encadreurs, Accompagnement de écopole : Socio-économiste, Travailleur social spécialisé, Assistants sociaux, Les groupes bénéficiaires, Relais communautaires

Activités prévues	Activités réalisées
Renforcer les capacités opérationnelles des groupes vulnérables, en l'occurrence les employées de maison, en vue de faciliter leur insertion socio-économique	Des centres de formation polyvalente sont créés dans les quartiers précaires (Kadimou Rassoul, Wakhinane Colobane, Parcelles Assainies, Captage Diamaguène)

Titre : IEC / sensibilisation sur : l'usage des drogues et stupéfiants, les MST sida, la santé reproductive, gestion de l'environnement et du cadre de vie

Bénéficiaires : Populations des quartiers précaires et la banlieue de Dakar ; groupes à risque(employées de maison, jeunes et enfants des quartiers défavorisés

Localisation : bidonvilles et quartiers précaires de Dakar, . banlieue de Dakar

Résultats attendus : Les populations sont conscients des dangers liés à l'usage des drogues et stupéfiants, les MST et d'un environnement mal géré

Acteurs : Formateurs et encadreurs, Accompagnement de écopole : Socio-économiste, Travailleur social spécialisé, Assistants sociaux, Les groupes bénéficiaires, Relais communautaires

Activités prévues	Activités réalisées
Tenir des séances de sensibilisation au niveau des quartiers partenaires, en vue d'un changement de comportement	Des séances d'animation périodiques sont tenues avec les partenaires à la base autour de thèmes en rapport avec certains fléaux sociaux tels que les IST sida, l'usage des drogues et stupéfiants, la dégradation progressive de l'environnement etc.

Titre : Activités de formations citoyennes

Bénéficiaires : jeunes et enfants des quartiers défavorisés de Dakar, la petite enfance

Localisation : bidonvilles et quartiers précaires de Dakar, . banlieue de Dakar

Résultats attendus : Les groupes ont une meilleure conscience citoyenne et les tous petits dans des conditions satisfaisantes d'expression ; 39 000 enfants sont encadrés de 1994 à 2001

Acteurs : Accompagnement de écopole : Socio –économiste, Travailleur social spécialisé, Assistants sociaux
Directeurs de collectivités socio – éducatives et moniteurs de collectivités socio-éducatives

Activités prévues	Activités réalisées
Organisation de centres aérés et de patronages avec comme thèmes majeurs : la citoyenneté, la solidarité, le consommer local, la santé entre autres. Formation de directeurs et de moniteurs de collectivités socio-éducatives.	- 14 points d'animation sont mis en place - 380 compagnons sont formés soit 40 directeurs et 340 moniteurs de collectivités socio-éducatives - 20 animateurs aux techniques d'élaboration et de suivi de projets communautaires sont formés

Visite des journées aérées au Parc Hann Dalifort à Ouakam (fiches 11 et 13) dans la matinée du 18 juin 2003.

Un panneau à l'entrée du centre aéré rappelle le thème du programme dans le cadre du Forum Citoyen SIGGI (relever la tête): " Les collectivités éducatives pour l'émergence d'une citoyenneté agissante vers l'intégration africaine ". Sous thème : " L'état civil ". Les enfants peuvent-ils comprendre ce programme ?

Pour les responsables du programme, la COU a comme justification la pérennisation financière des activités et leur suivi.

La COU a financé l'essentiel du programme chaque année. Le budget total annuel est de 29 millions de CFA. La COU a financé 24 millions la première année et 22 millions la seconde. Pour la troisième année les chiffres ne m'ont pas été communiqué (en cours d'exercice).

La COU a permis la formation :

en 2001 de 20 animateurs de niveau BAFT et 40 de niveau BAFA.

En 2002 de 40 animateurs BAFA

Les moniteurs des journées aérées ne connaissent pas la COU.

Les activités pour les enfants dans le cadre de ces journées ont pour thème : l'état civil, l'environnement, consommer local, les plantes médicinales, le self-défense, la solidarité urbaine, le civisme.

Il est difficile de relier ces actions aux objectifs de la COU. L'absence d'une thématique commune aux entités géographiques d'Enda ne facilite pas la capitalisation et l'émergence d'une vision alternative.

Après discussion avec les responsables de programmes (Oumar Tandia SIGGI ECOPOLE et Abdou Karim Fall, animateur Urbain à Enda ECOPOLE, Directeur de collectivités éducatives), la problématique de l'intégration des populations migrantes (dont les enfants) vers la ville serait une thématique plus pertinente en termes de convergence et de capitalisation.

Fiche n° 6 : Convention d'Objectif sur l'Urbain (COU)Opérateur Enda Graf

Contenu opérationnel de la fiche et partenaires au financement	Niveau de réalisation an 1	Niveau de réalisation an 2	Niveau de réalisation an 3
Repérage des formes de violence et mise en œuvre des formes diverses de résistance Novib / Hollande, MAE	Appui aux coxieurs de Grand Yoff	Poursuite appui aux coxieurs de Grand Yoff	Démarrage d'un processus de recherche action sur la filière transport à Dakar
Accompagnement de l'économie populaire Novib / Hollande ; Institut Tropical Suisse ;Dyna Entreprises (Usaid) ; MAE	Appui à la création de caisses d'épargne et de crédit populaire dans les quartiers de la banlieue de l'agglomération dakaroise Facilitation de l'accès des femmes au logement	Poursuite du processus de l'an 1	Poursuite du processus de l'an 1
Mise en place d'outils de communication à la base MAE , UNESCO	--	Appui au projet d'installation d'une radio communautaire pour les femmes des caisses d'épargne et de crédit populaire	Appui au projet d'installation d'une radio communautaire pour les femmes des caisses d'épargne et de crédit populaire
Mise en place de cadres de concertation entre acteurs	Vingt et un (21) comités de développement local	Mise en œuvre d'un programme de renforcement	Poursuite mise en œuvre du programme de renforcement

populaires et acteurs Formation politique des responsables des organisations de base et des élus institutionnels Usaid Sénégal, MAE	regroupant élus locaux et leaders associatifs ont été créés	des capacités des acteurs des CDL	des capacités des acteurs des CDL et appui mise en réseau des CDL
Organisation d'ateliers d'échanges et de diffusion d'informations Union pour la Solidarité et l'entraide, Le collège coopératif de Paris, Usaid Sénégal, MAE, Union Européenne	--	Formation d'animateurs urbains en pratiques sociales Organisation de sept ateliers de planification stratégique pour l'élaboration de programmes de développement local	Organisation de quatre (04) ateliers de planification stratégique pour l'élaboration de programmes de développement local

Réunion à la Mairie de CAYS (Yeumbeul Sud) le 19 juin 2003 suivi d'une visite au centre polyvalent. (10h30 à 12h00)³

Enda a participé à la création d'un collectif d'organisation communautaire de base et a la mise en place d'un cadre de concertation entre les élus et les associations.

Pour la municipalité élue depuis un an, Enda a permis de se rapprocher des organisations communautaires de base. Au début du mandat il y avait un grand fossé entre certaines associations perçues comme des associations d'opposants.

Aujourd'hui beaucoup de choses sont en émergence mais il n'y a pas encore beaucoup d'impacts.

Le Maire apprécie la maturité des associations sur sa commune. Par exemple, la population a élaboré avec la mairie un projet de collecte des déchets dans les zones non accessibles aux camions de la société privée Alcion qui a le marché de la collecte sur Pikine.

Les cadres de concertation se tiennent au centre polyvalent financé par l'UNESCO et la coopération française en 2001. (105 associations utilisent ce centre). Pour le maire, ces cadres de concertation apporte de la transparence entre les collectivités locales et les populations.

La municipalité manque de moyens pour entretenir ce centre qui a déjà besoin d'être rénové.

La mairie peine pour collecter les taxes. Le budget prévisionnel de 2003 est de 790 KFF pour un recouvrement réel qui ne dépassera pas 200 KFF. La mairie d'arrondissement ne reçoit même pas sa dotation globale de fonctionnement de 150 KFF que Pikine devrait normalement lui verser chaque année.

Le Maire déplore l'absence d'un centre de formation des élus et du personnel communal au Sénégal. L'urgence est au renforcement des capacités des élus et des techniciens.

Les élus ne sont pas préparés à la décentralisation. Les gens préfèrent voir le marabout ou l'imam pour régler leurs problèmes.

Lassana Traoré Responsable du collectif des OCB de Pikine, demande que les associations soient davantage associées à l'élaboration des programmes. Le maire de Yeumbeul Sud ne connaît pas ce collectif avec lequel travaille Enda. Il ne connaît pas davantage la COU.

Le PREFAL est plus connu sur le terrain.

Réunion à la Mairie de Diamaguène Sicap Mbao avec le CDL, le 19 juin 2003 Suivi d'une visite dans les locaux du CDL. (13h30 à 16h00) Fiche N°6⁴

³ Présents en Mairie : El Hadji Moussa Ndiaye Maire, Mafouze Zaldé Premier adjoint au Maire, Falou Diop Conseiller municipal, Cheikh Tidiane Gadio Conseiller municipal, Daouda Diouf Conseiller municipal, Fatoumata Beyo Secrétaire municipale, Famba Dia Chef de cabinet, Mme Gueye adjointe au Maire, Abdou Diouf, Chargé de programmes Enda GRAF Silmang Diouf Animateur Enda GRAF, Evariste Djétéké, Chargé de Programme Enda ECOPOP, Lassana Traoré Responsable du collectif des OCB de Pikine(commune d'arrondissement de Tivouane), Jean-Luc Perramant Consultant

⁴ Présents en Mairie : Talla Diop, Premier adjoint au Maire, Ndiogou Niang, conseiller municipal, Diouma Hdongue, Président du CDL de Yeumbeul, Marème Sylla, CDL de Diamaguène, Léopold Diouf, CDL de Diamaguène, Ibrahima Diatta, CDL de Diamaguène, Cheikh Bège, CDL de Diamaguène, Ablaye Diack, CDL de Diamaguène, Alpha Diallo, CDL de Diamaguène, Lamine Touré, CDL de Diamaguène, Abdou Diouf, Chargé de programmes Enda GRAF, Silmang Diouf Animateur Enda GRAF, Jean-Luc Perramant, Consultant

Enda a accompagné la fédération des OCB pour constituer un CDL (comité de développement local).

Le nouveau conseil municipal élu depuis un an a trouvé avec le CDL un cadre de concertation qui a facilité sa prise de fonction.

Le CDL avait été auparavant accompagné par Enda sur les thèmes suivants : la décentralisation, le foncier et le management d'organisation et de projet. Enda a aussi contribué au renforcement des compétences des animateurs du CDL.

Aujourd'hui le CDL est capable d'élaborer ses propres programmes et de toucher d'autres partenaires. Enda les a mis en relation avec d'autres bailleurs. Si les compétences sont acquises, il reste très difficile pour le CDL d'avoir accès aux bailleurs de fonds et par conséquent de développer des projets.

Le changement d'échelle s'impose pour pouvoir prétendre toucher les bailleurs. C'est pourquoi en octobre 2002, les CDL ont créé un réseau national avec l'appui d'Enda.

Le réseau national aspire aussi à un autre changement d'échelle en adhérant à un réseau international de développement local pour pouvoir échanger sur leurs pratiques avant tout avec les pays du sud comme ceux d'Amérique Latine. Sur ce point, les opérateurs de terrain d'Enda ne semblent pas être en capacité de pouvoir les aider à adhérer à ce type de réseau, sans doute par méconnaissance des réseaux internationaux d'échanges sur le développement local.

Cela pose le problème de la formation des opérateurs d'Enda qui pourraient en se confrontant à d'autres expériences élargir leur vision du développement et renouveler leur propre pratique.

Autre constatation : les acteurs locaux ne connaissent pas les programmes (ex : COU) dans lesquels ils sont impliqués. Ils ne connaissent qu'Enda comme partenaire du développement local.

La visite dans les locaux du CDL :

Les animateurs d'Enda n'ont pas trouvé directement le chemin. Ils ne viennent sans doute pas souvent dans ces locaux.

Seules quelques femmes étaient présentes (dont la présidente du comité des femmes qui gère la caisse de micro-crédit). Elles faisaient la sieste dans le couloir.

Les locaux sont très mal entretenus, dans une pièce avec une ouverture sans carreaux, une dizaine d'ordinateurs financés par un autre bailleur sont couverts d'une épaisse couche de poussière. Enda dans le cadre de la COU a formé une personne à leur maintenance !

Observatoire urbain Ministère de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, le 20 juin à 10h00

Rencontre avec M. Lamine Kane Conseiller Technique et M. Soulaye Kante chargé de programme.

Puis rencontre à la Mairie de Guediawaye⁵

Au lendemain d'Habitat II à Istanbul, Enda RUP a été retenu sur financement CNUED pour une mission d'appui à la mise en place d'observatoires urbains au Sénégal.

Le financement CNUED s'est arrêté en 2000. La coopération suédoise a pris le relais en 2001

Un comité de suivi a été mis en place pour définir une série d'indicateurs. Il n'y a pas eu de coopération extérieure au Sénégal pour définir ces observatoires. Les compétences dans les pays du Nord ne manquent pas dans ce domaine. Elles sont bien supérieures à celles d'Enda.

Trois webmasters ont été formés au Ministère par Enda pour animer le site Internet mais après leur formation, ils sont partis dans d'autres services avec comme conséquence directe le gel des pages web (www.ovaf.net). L'ordinateur qui a été financé par la COU sert aujourd'hui à une secrétaire.

De manière générale, la mobilité des personnels au sein des ministères pose un véritable problème de gestion des projets sur du moyen et long terme.

Ce programme semble avoir stagné jusqu'à fin 2002. Jusqu'à présent seuls les indicateurs ont été validés. Aucune publication, aucun travail d'analyse des évolutions à partir des données recueillies (ont-elles été recueillies ?) n'ont été réalisés. Aucun bulletin n'a été publié.

A la Mairie de Guediawaye, les services techniques ont perdu le document sur les indicateurs établis au niveau national.

Une enquête est prévue fin 2003 pour mettre à jour l'observatoire.

Enda justifie ces retards par les élections municipales de juin 2003 qui ont porté à la Mairie une nouvelle équipe. Il a fallu selon Enda prendre beaucoup de temps pour informer les nouveaux CM.

⁵ Représentaient la municipalité : Oumar Niass Technicien municipal animateur du projet de ville, Moussa Diakite Technicien municipal, Seynabou Diouf Technicien municipal, Pape Ndiaye, conseiller municipal nouvellement élu et qui accompagne l'observatoire depuis juin 2003.

Dans le même temps le responsable des services techniques nous dit que l'équipe technique n'a pas changé ce qui explique leur avance sur les autres communes. (Que penser de la mise en œuvre des observatoires dans les autres communes après de tels propos ?). Je comprends mieux pour quoi Enda a choisi cette commune dans le cadre de ma visite.

La Cou dans cette commune a participé au financement de l'observatoire à hauteur de 2% à 5% (sans plus de précision)

A la fin de l'année un ingénieur statisticiens doit aider la ville à mettre en place des supports d'enquête.

Bien que la municipalité attache une importance particulière à l'observatoire comme outil d'aide à la décision, tout semble aller très lentement. L'observatoire n'est pas opérationnel que la municipalité souhaite déjà mettre en place un SIG. (sur l'exemple de Thiès qui a développé un SIG avec l'école polytechnique de Lausanne.)

Budget de la municipalité : 12 MFF pour 500 000 habitants.

Selon le ministère les gens ne sont pas assez compétents dans les communes (surtout les plus modestes) pour animer un observatoire. Un travail de formation important est à faire en amont.

Depuis le début 2003, une relance du programme semble amorcée :

Atelier de formation et d'information au niveau national en Janvier

2 jours d'atelier avec les 80 élus et 500 habitants de Guediawaye

Pour autant l'analyse des propositions d'action pour 2003 tant au niveau national que local montre bien que le programme n'a pas jusqu'à maintenant donné de résultats significatifs.

FICHE N° 14 : ATELIER AUDIOVISUEL/ECOPOLE OUEST AFRICAINE “ JACQUES BUGNICOURT ”

Accompagner l'émergence des nouvelles cultures urbaines dans leur lutte contre la pauvreté. L'ampleur et la localisation du projet ont permis de mener cette activité principalement dans les quartiers populaires : Khadim Rassoul, Médina, Colobane, Pikine, la zone de Thiaroye représente une part non négligeable dans l'évolution des actions.

Les activités sont menées principalement avec les associations des jeunes, groupements des femmes, et l'association des jeunes reporters et artistes menant des actions de développement dans les quartiers.

Le partenariat avec les mairies d'arrondissement, les centres sociaux s'est déroulé dans de bonnes conditions même si leur implication dans les projets était très timides. Concernant certaines activités, leur représentants étaient présents et même ont souhaité des collaborations bien soutenues des autorités.

Concernant les objectifs, la plupart ont été respectés et des réalisations concrètes en termes d'activités ont été menées

Activités prévues	Activités réalisées
Formation, Circulation d'information	Appui techniques et couverture audiovisuelles des actions et initiatives des jeunes dans les quartiers populaires Exposition de proximité dans les quartiers pour valoriser les actions positives Réalisation de fresques murales et fixes sensibilisant les populations sur les fléaux, les métiers et les valeurs Caravane “ Contre faim ” organisée avec les jeunes des quartiers et des écoles publiques et privées pour interpeller l'état, la société civile sur les mécanismes de fabrication de la pauvreté.
Elaboration et diffusion d'outils et de méthodes	Confection d'un film sur les associations et groupements menant des activités de grande convergence dans les quartiers. Accompagnement de jeunes artistes à créer des outils et organiser des manifestations culturelles : concert de rap, des rencontres d'échanges, des écomusées de quartier et réalisation de fresques. Théâtre utile : recherche, documentaire pour la conception et réalisation de pièces adaptées. Tournée théâtrale dans dix (10) établissements scolaires pour sensibiliser des élèves (plus de 200) et la population sur les maladies, la gestion de l'eau et des ordures. Constitution de banques d'images tirées des différents tournages effectués dans les quartiers. Faciliter le tournage de plusieurs TV Africaines et Européennes pour une meilleure visibilité des actions et initiatives porteur d'espoir. Négocier et diffusion des films dans des TV notamment Africaine. Installations de Tv de quartiers pour la diffusion de cassettes faites par les jeunes des quartiers. Organisation de 60 projections / mois dans les quartiers populaires
Formation, élaboration et diffusion d'outils et de méthodes 5 documents audiovisuels d'une durée de 12 mn à 26 mn. Conception et réalisation d'outils pédagogiques. L'expression des “ sans voix ” à travers des reportages TV, radio, fresques murales et activités culturelles	40 séances de formation des apprentis mécaniciens à travers des documents audiovisuels. Des séries de formation et apprentissage de 35 jeunes dont plus de la moitié fille aux NTC (Cyber xaleeyi)
Formation des acteurs et reporters populaires en communication sociale. Emergence des nouvelles cultures urbaines dans la lutte contre la pauvreté	Organisation d'activités auprès des recycleurs par le renforcement des capacités. Formation des recycleurs pour une meilleure négociation auprès de partenaires. Visites guidées des autorités locales et étrangères. Prévenir et renforcer la santé communautaire. Appui à des micro projets Réalisation de documents audiovisuels pour une meilleure perception des recycleurs

Formation des jeunes talents . Echanges d'expériences et de pratiques entre les jeunes du Nord et du Sud. Création d'ateliers d'écriture autour de l'économie populaire et des valeurs universelles. Donner des contenus à des échanges Nord/Sud	Itinérance de l'exposition " Ingénieuse Afrique : artisans de la récupération et du recyclage " Conception et réalisation de 15 outils pédagogiques sur l'économie populaire. Création 53 ateliers d'expression avec les jeunes européens et africains. 20 animation et échanges dans 60 écoles européennes pour donner une autre image de l'Afrique. Création d'une banque de données et images sur l'économie populaire. Formation de 40 jeunes acteurs dans le domaine des arts scéniques. Formation de 35 jeunes reporters sur la thématique " économie populaire " . Appui technique et financiers des acteurs et reporters à organiser de plus de 50 manifestations et de 80 séances de projections de films populaires sur des thématiques : sida, la citoyenneté, grossesse précoce, la drogue et autres. Réalisation de trois films avec les reporters populaires
	Séances de répétition, mise en œuvre d'une complication musicale regroupant des groupes de jeunes sénégalais et français. - organisation de 9 concerts dans les quartiers populaire. - Réalisation d'un document audiovisuel sur les échanges.
Formation, élaboration et diffusion d'outils et de méthodes 5 documents audiovisuels d'une durée de 12 mn à 26 mn. Conception et réalisation d'outils pédagogiques. L'expression des " sans voix " à travers des reportages TV, radio, fresques murales et activités culturelles.	40 séances de formation des apprentis mécaniciens à travers des documents audiovisuel. Des séries de formation et apprentissage de 35 jeunes dont plus de la moitié fille aux NTC (Cyber xaleeyi)

Remarques générales :

Les bénéficiaires des actions ne connaissent pas la COU. La COU a avant tout été utilisée par les entités d'Enda comme un moyen de renforcer financièrement leurs actions. Les Organisations Communautaires de Base qui ont entendu parler de la COU l'ont perçue uniquement comme un outil de financement d'Enda. De manière plus générale les OCB ne connaissent pas leurs financeurs ni les programmes dans lesquels elles sont impliquées. Il y a donc un travail important d'information à faire pour mieux associer l'ensemble des acteurs et bénéficiaires des programmes, pour éviter le sentiment qu'ils ont parfois d'être instrumentalisés par les bailleurs et les ONG qui mettent en œuvre les programmes. Dans l'avenir certains bénéficiaires ont exprimé le souhait d'être impliqués en amont dans l'élaboration des nouveaux projets.

Visite à la décharge de Mbeubeuss le 20 juin 2003⁶

Le GIE des recycleurs de Mbeubeuss a été créé en 1995 à partir d'une prise de conscience de la nécessité de la prise en charge de leurs problèmes (économiques, environnementaux, sociaux, santé...) et d'une possibilité de transfert de la décharge publique par les pouvoirs publics. A partir de cette date, le GIE a bénéficié de l'aide d'Enda et de divers organismes de développement (appui technique et financier pour la conception des projets).

Dans le cadre de cette collaboration, le GIE a développé des actions concrètes comme :

La construction d'une maison communautaire avec l'appui d'Enda et le PNUD : salle de soins infirmiers, salle d'alphabétisation.

Mobilisation des femmes autour de l'épargne et du micro-crédit.

La COU a participé au financement d'un poulailler d'une capacité de 480 poules pondeuses, et de jardins maraîchers. (montant du financement ?)

Les thèmes qui auraient permis un échange avec les autres entités ne sont pas abordés : la réhabilitation des décharges urbaines et les questions foncières qui en découlent, l'agriculture urbaine, les filières de recyclage des déchets et la place des recycleurs dans ces filières,...

⁶ Présentation des activités d'Enda en faveur des recycleurs (450) par Amadou Dialo Audio/ECOPOLE accompagné d'un agent de terrain M. Papa Mar Dialao.

ANNEXE 6 : ACTIONS CLES DANS LE CADRE DE LA COU

OPERATEUR : Enda Santé			
Action	Partenaire COU (critères)	Partenaires	Localisation
Accompagnement des femmes en situation de vulnérabilité	Diagnostic participatif des caractéristiques de la situation et des réponses précédentes apportées Couplage / complémentaire des questions de santé sexuelle (information, formation IST/VIH/Sida) et les actions visant à accroître le pouvoir économique des femmes	groupe de femmes / filles évaluant dans des milieux de la prostitution clandestine police (Brigade des mœurs) service de contrôle sanitaire	Banlieue de Dakar : Grand Yoff Pikine Guinaw rail Yeumbeul Thiès
Prospective populaire ville et santé	Les associations de jeunes dans les quartiers représentent la ville et la relation environnement urbain et santé Problème de villes émergentes (pole économique secondaire à la capitale)	ADQ (association de Développement des Quartiers) Mouvement de jeunes Mairie	Rosso (Mauritanie)
OPERATEUR : Jeunesse – Action			
Appui technique aux associations d'enfants et jeunes travailleurs	Renforcement des associations appui à l'identification des problèmes, leur analyse la proposition et la mise en œuvre de solutions.	Associations d'enfants et jeunes travailleurs Structures d'appui AEST	. Afrique de l'ouest, centre
Formation en activités génératrices de revenus	Elaboration d'un poster à usage pédagogique utilisation du poster pour identifier et mettre en place des activités génératrice de revenus.	Associations des enfants et jeunes travailleurs. Structure d'appui aux AEST	. Formation tenue à Cotonou, réaliser par des AEST.
OPERATEUR : Ecopole Sigg			
Appui aux initiatives économiques des femmes FOROMBI	Renforcement de capacité économique des femmes par la création d'activités génératrices de revenus. Alphabétisation fonctionnelle priorité femmes	Fonds Roulant mutuel des femmes groupement de femmes	. Parcelles assainies . Colabane . Khadim Rassoul
Animation socio – éducative des jeunes dans le non formelle	Formation coins de rue pour élargir l'accès à l'éducation. Lutte contre la violence urbaine. Action de santé préventive	Apprenants des FCR Animateurs quartiers relais communautaire Leaders des quartiers.	. Bargny . Captage . Wakhinane . Yeumbeul
Appui organisationnel des groupes vulnérables au niveau des bidonvilles	Réduction de la vulnérabilité des populations démunies des quartiers populaires.	Habitants des quartiers (comité de quartier) Comité inter bidonville.	Hlm Montagne . Khadim Rassoul . Wakhinane et des 17 bidonvilles.

OPERATEUR : Audiovisuel / Ecopole			
Renforcement des capacités du Mbeubeus la grande décharge	Meilleure considération des recycleurs Amélioration de la santé dans la décharge Appui de mini projet pour renforcer la solidarité.	- Recycleurs - Enfants et jeunes	Décharge et environ
Tournée européenne " Ingénieuse Afrique "	Confection et réalisation de fiche Une meilleure connaissance de l'ingéniosité et la créativité.	- Artisans - Associations et ONG européens et africains	. Dakar , Genève, Bamako, Cotonou, Luxembourg, Abidjan, Bruxelles, Pairs, Metz
OPERATEUR : Programme Prospective Urbaine (PPU)			
Appui aux renforcement de capacité de transformation des produits halieutiques	Prise de conscience de leur protagoniste dans l'espace public Acquisition de compétences techniques pour mieux agir avec les acteurs Consolidation de l'identité du groupe	GIE de femmes Service technique étatique Municipalité	. Commune d'arrondissement de Thiaroye sur mer
OPERATEUR : Enda Ecopop			
Mise place des collectifs des OCB	Renforcement de capacité (mise en réseau, organisation, plaidoyer, sensibilisation partenariat local)	OCB Elue (s) Opérateurs privés	Pikine, Rufisque, Thiès, Louga, Saint Louis, Matam, Tamba, Kolda, Fatick, Ziguinchor, Kaolack
Mise en place de l'unité informatique	Accès aux NTIC Mobilisation sensibilisation sur les changements de comportements	Commune OCB et jeunes	. Yeumbeul
OPERATUER : RUP			
Renforcement de capacité et mise à disposition d'outils d'aide à la décision pour la définition de politiques urbaines de lutte contre la pauvreté	Formation de formateurs Séminaires de sensibilisation des décideurs Institutionnalisation du programme Mise à disposition de matériel informatique Mise à disposition d'outils d'aide à la décisions (indicateurs etc.)	Un habitat ASDI (Agence Suédoise pour le Développement International) MAE CREPA Enda Mali Enda Maghreb LEFE	. Sénégal . Mali . Benin . Cameroun . Burkina Faso
OPERATEUR : Enda GRAF			
Appui à la mise en place de dynamique de concertations dans les collectivités locales	Facilitation du processus de création de cadres de concertation dans les collectivités locales. Organisation et animation d'ateliers de planification stratégique. Montage de projets prioritaires. Mise en réseau des cadres de concertation	USAID / Sénégal Le Mae / France L'Union européenne Etat du Sénégal Les comités de développement local (CDL)	. Yeumbeul Nord, Yeumbeul Sud, Ville de Rufisque, Diaguène, Sicap Mbaou, Dioffior, Thiès, Pout, Khombole, Grand Yoff, Sicap Liberté, Patte d'oie
Appui aux initiatives	Renforcement des capacités	Novib	

économiques des femmes et des groupes marginaux	des acteurs caisse populaires Appui institutionnel du réseau des caisses populaires Appui institutionnel du réseau des caisses d'épargne et de crédit des femmes de Dakar Appui organisationnel aux GIE ... de Grand Yoff Accès des femmes au logement à Pikine	Le MAE / France Le GIE Dyna Entreprises Le réseau des caisses d'épargne et de crédit des femmes de Dakar Caisse d'épargne et de crédit	. Pikine . Dakar . Rufisque
---	---	--	-----------------------------------

ANNEXE 7 : PROGRAMMES SUR L'URBAIN EN DEHORS DE LA COU

Programmes sur l'Urbain	Type D'actions	Partenaires Financiers
SANTE		
Programme de renforcement des réponse populaires sur le VIH/SIDA (jeunes-filles prostitution)	- Formation - Education par les paires - Prestation de service de proximité - Recherche Action	Luxembourg (Coopération + croix rouge)
Santé Sexuelle Jeunes et adolescent et cybercommunication.	- Débats et Prévention - Jeunes scientifiques et Médias à travers la cybercommunication.	ENDA + IRD (ex ORSTOM)
Tradipratiques et Plantes médicinales	- Recherche- Action et plaidoyer pour un dialogue médecine moderne médecine traditionnelle - Circuit de distribution des médicament à base de plantes.	Coopération Autrichienne + IUCN
GRAF		
programme d'accompagnement technique des collectivités locales et des CDLS	- Education citoyenne - . Formation des élus - Mise en place de guichet d'accompagnement juridique - Appui à l'élaboration de PLD et de PIP - Appui institutionnel aux institutions locales	USAID /Sénégal
Programme d'amélioration de l'assainissement des quartiers périurbains de Dakar (PAQ PUD)	- Education à l'hygiène et à la santé - Réalisation d'ouvrages d'assainissement individuels - Assistance technique - Génération de la demande	Banque Mondiale à travers l'état su Sénégal (ONAS, Agetip)
programme d'appui à la mise en place de mutuelles de santé	- Distribution de moustiquaires imprégnés - Formation - Echanges d'expériences	IAMANEH / Suisse
programme de renforcement de la nutrition	- Suivi nutritionnel des groupes cibles (enfants, femmes enceintes ou allaitantes) - Information sensibilisation des communautés - Formation - Echanges d'expériences	Banque Mondiale à travers l'état du Sénégal
programme d'accompagnement des enfants de la rue	- Animation d'espace d'écoute pour les enfants de la rue - Formation professionnelle - Echanges d'expérience	Terre des Homes / Suisse
Programme de valorisation des produits locaux	- Formation - Equipements - Education	Coopération Belge
Programme Education Alternative	- Recherche Action - Echange d'expériences - Education à la démocratie et à la citoyenneté	NOVIB
Programme de lutte contre les pires formes de travail des enfants	- Education - Formation professionnelle	BIT

	- Suivi sanitaire - Recherche – Action	
programme d'appui à la gestion concertée de la filière transport	- Recherche Action - Favoriser la mise en Des acteurs de la filière - création et animation sur la filière	Recherche
RUP		
Rufisque PADE - Yoff - Saint louis	- Assainissement - I.E.C - Accompagnement méthodologique - Appui aux groupes vulnérables (GIE, groupements féminin)	CRDI Coopération Autrichienne AFD MAE
FOCAUP	- Fonds de garanti pour faciliter l'accès aux crédit - Appui aux GIES - Appui aux populations des quartiers pauvres	Les population
PELT (PAQPUD) Programme d'amélioration de l'assainissement des quartiers périurbains de Dakar	- Education à l'hygiène et à la santé - Réalisation d'ouvrages d'assainissement - Assistance technique - Génération de la demande	Banque Mondiale à travers le Sénégal (ONAS – AGETIP)
SANTE / NUTRITION	- Formation de relayeuses - I.E.C - Construction d'infrastructure - Appui d'activités génératrice de revenus	NANTE / MAE
ECOPOP		
Programme d'appui à la gouvernance local (PAGEL)	- Renforcement de capacité des être	INUEH IAD PNUD
Programme de renforcement de capacité des associations en milieu urbain (PREFAL)	- Renforcement de capacité des associations locales mise en réseau	
Développement social des quartiers (DSQ)	- Appui à l'amélioration et à la gestion de l'environnement - Appui aux activités génératrice de revenus - Construction d'équipement de base - Formation, information et mise en réseau des acteurs locaux	UNESCO Coopération Française Acteurs locaux
Volet soft de la construction des salles de classe	- Sensibilisation et - Mobilisation sociale autour de l'entretien des équipements scolaires	JICA (coopération Japonaise)
Programme “ Niayes ” interaction rural / urbain	- Cadre de concertation - centre des acteurs étatiques, agriculteurs organisation d'appui etc. gestion concertée de la zone des niayes - Recherche / études	Coopération / Suisse
Programme “ commerce et durabilité économique” durabilité environnementale du secteur de la pêche	- activités de recherche / études - diagnostic - mise en place de mécanisme de concentration	PNUE

AUDIOVISUEL ECOPOLE		
Action et citoyenneté dans les quartiers à Dakar et dans la sous – région	- Formation à la citoyenneté - Cadre de concertation autour des acteurs - Recherche action sur 4 ... dans les quartiers - Organisation de carnaval - Embellissement	Mairie de Dakar Coopération Française acteurs
Mise en place et création de radio communautaire pour les associations de quartiers	- Formation aux techniques de communication - Favoriser une information de proximité - Renforcer la citoyenneté	Coopération Luxembourgeoise Ambassade de Suède et acteurs
Exploitation itinérante sur les enfants et jeunes de la rue	- Education et formation des jeunes sur la citoyenneté et le civisme	A rechercher
Conception et réalisation des séries des séries de films documentaires thématiques avec ... regards	- Formation des reporteur populaires - Créations de banques d'images thématiques - Réalisation d'un festival thématiques de futur	A rechercher
ECOPOLE SIGGI		
Programme de renforcement de la nutrition (PRN)	- Formation des agent de relais communautaires - Mobilisation sociale - Renforcement de capacités des acteurs de base et des districts sanitaires	IDA par le canal de la cellule de lutte contre la malnutrition
Appui aux initiatives des jeunes partisans des quartiers défavorisés de Dakar	- Formation - Appui organisationnel - Alphabétisation fonctionnelle	Broederlijk Delen de Belgique
Programme d'appui aux initiatives populaires d'éducation et de formation	- Formation des bénéficiaires dans la gestion et la distribution des stocks - Distribution de vivres aux initiatives populaires et de formation	Programme Alimentaire Mondial
JEUDA		
Accompagnement aux groupements de femmes	- appui financier à la réalisation de petits projets (agriculture)	Caritas TDH Geneva
Accompagnement des enfants en rupture	- Retour en famille - Intermédiation sociale - Soins - Activités socio-éducatives	Save the Children U.E (Hollande) Enda

ANNEXE 8 : Note de Jean-Jacques Guibbert

QUELQUE REMARQUES

SUR LES THÉMATIQUES, LES HYPOTHÈSES ET LES MODALITÉS D'UNE RÉFLEXION COMMUNE SUR LA VILLE DANS LE CADRE DE LA COU.

(Note préparée par J.J. GUIBBERT⁷ pour la réunion COU de Rabat 2001)

Avertissement

Cette note est préparée suite à la demande de M. REMAL et K. DAHOU, organisateurs de la réunion COU de Rabat. Elle n'a pu se baser sur l'analyse des différents rapports d'activités produits par les équipes opératrices de la COU, et n'a donc en conséquence aucune prétention à faire une quelconque évaluation de cette première phase d'activités.

Comme demandé ce document s'efforce seulement :

- 1.- de situer les thématiques qui structurent les recherches –action de la COU dans le cadre plus général des travaux et réflexions stratégiques menées auparavant sur ce sujet par l'institution.
- 2.- de contribuer à poser les thématiques, les hypothèses et les modalités d'une réflexion commune et d'inciter au débat créatif.

1. RAPPEL DES PRINCIPALES MISSIONS DE ENDA ET DES OBJECTIFS DE LA COU .:

1.1. Quelles perspectives stratégiques communes pour les actions d'ENDA ?

Les sollicitations de la demande sociale, à laquelle nous devons répondre au quotidien ; les impératifs de la survie économique et logistique de chacune des entités ; ainsi que la diversité des contextes dans lesquels nous intervenons et des initiatives que nous menons ; ne facilitent pas toujours la référence à ce qui constitue les missions et les stratégies communes desquelles nous participons.

Il nous a semblé donc tout essentiel, en préalable, de rappeler quelques-unes des orientations stratégiques et missions d'ENDA, telles qu'elles ont été consignées dans certains documents de référence de ces dernières années⁸ :

- 'Proposition stratégique ' (version corrigée de juillet 1998 telle qu'elle a été distribuée à l'occasion de la réunion inter entités ENDA de mars 1999).

- Rapport d'activité de l'année 1998 'lutter contre la pauvreté, animer les citoyennetés, agir à tous les niveaux de décision' L'action d'ENDA s'inscrit tout d'abord dans un cadre général :

" Notre action a pour but **le changement social, économique et politique** en vue de sociétés plus équitables...qui permettent à chacun de participer aux productions culturelles, économiques, sociales et politiques "... "**La lutte contre la pauvreté** et les mécanismes de production de la pauvreté constitue l'objectif prioritaire de notre action. (p 5 proposition stratégique)

L'Institution identifie ensuite quatre missions articulées entre elles :

" Une **mission de Protagonisme social** qui consiste à renforcer la capacité de changement, d'action et de propositions des groupes populaires, ainsi que leur pouvoir de négociation et éventuellement de pression "

" Une **mission d'innovation** dans les domaines qui constituent les terrains d'expérimentation (d'ENDA et de ses partenaires) "

" Une **mission d'information, de crédibilisation et de diffusion à grande échelle** des pratiques et des expérimentations sociales novatrices ".

" Une **mission critique à l'égard des idées dominantes**...Elle consiste à développer, à un niveau international, une véritable capacité d'influence et de proposition "

Pour un certain nombre de raisons, tenant aux modalités de sa production et aux difficultés de communication-consultation inter entités de l'époque, cette proposition stratégique n'a pas fait l'objet du large débat qu'elle méritait au sein de l'institution et avec ses partenaires.

Aussi ferons-nous référence maintenant à un document qui a été beaucoup plus largement diffusé (en français et en anglais) au sein de l'institution, son rapport d'activités 1998 plus connu sous son titre 'ENDA : construire des citoyens'. Celui-ci évoquait dans son dernier chapitre quelques '**Pistes pour les prochaines années**' qu'il nous semble opportun de rappeler :

⁷ Jean-Jacques GUIBBERT, CIEU, Université Toulouse-le Mirail, e.mail : guibbert@univ-tlse2.fr

⁸ Les collègues voudront bien m'excuser d'un certain retard dans mes références, mais ayant été plus éloigné de l'organisation depuis deux ans, les références plus récentes m'auront sans doute échappé.

Tout en veillant à entretenir son potentiel d'innovation et en se donnant les moyens de changer d'échelle, certaines pistes nouvelles étaient proposées telles que :

“ **Promouvoir le dialogue sur les politiques...**: en informant les populations sur les politiques publiques, en renforçant leur capacité de décision et de négociation sur les politiques, et les choix budgétaires qui en résultent, en promouvant des espaces et des mécanismes concertés à cet effet ”

“ **Accompagnement critique des politiques de décentralisation...**de telle sorte...que ces politiques n'aboutissent pas à un démembrement déguisé de l'État et à une surcharge de coûts économiques pour les populations ”

“ **Contribuer à la production de concepts alternatifs** et poursuivre notre travail d'influence au niveau international...Les sociétés du Sud et leurs militants se voient dans l'obligation de proposer une lecture critique du modèle de mondialisation actuel, et de penser, en interaction constante avec sa construction, un nouveau paradigme de développement ”

“ **Œuvrer à la prévention des violences et des conflits...** et apporter une contribution à l'émergence d'une nouvelle culture du développement, du dialogue interculturel et de la paix ”

1.2.La COU entre projets réels et enjeux virtuels : apprentissage mutuel, réflexion comparative, capitalisation commune et influence sur les politiques.

Nous devons tout d'abord nous remémorer la contradiction interne qui a caractérisé le montage de la COU.

La tentation était forte, sous la pression combinée de la relative pénurie de moyens et de communication entre les entités opératrices, de considérer la COU comme un autre guichet de financement pour des actions conçues à l'échelle des - et en fonction de- l'horizon de chacune des entités opératrices.

Mais d'autre part, la nécessité d'unir nos efforts (en vue d'un apprentissage mutuel, d'une capitalisation de nos expériences et d'une influence sur les politiques), se faisait de plus en plus ressentir.

La COU a donc du, dès le début, gérer cette contradiction :

-ne pas perdre les financements potentiels au niveau d'un de nos bailleurs de fonds traditionnels (le MAE/Coop) et trouver une clé de répartition inter entités acceptable ;

-utiliser cette 'conditionnalité' posée par un bailleur (obligation de présenter un programme commun aux différentes entités ENDA intervenant sur l'urbain), pour tenter de rénover les pratiques concurrentielles / excluantes existant entre certaines équipes et reconstruire certaines cohérences.

Rappelons l'hypothèse de départ de la COU :“ C'est en ville que va se jouer l'avenir”... L'esquisse stratégique que propose la COU s'organise selon trois lignes de force

1. 'contrer les risques d'explosion : comprendre, prévenir et contrer la violence ';
2. 'aider les pauvres à s'organiser économiquement et socialement' ;
3. 'décider autrement de et dans la ville'

Ces trois thématiques devaient être opérationnalisées par la mise en œuvre de 34 projets, opérés par 17 entités différentes, intervenant dans plus de vingt pays. Lors de la première phase, ce sont ces projets qui monopolisaient l'attention des entités opératrices, et qui concentraient l'essentiel des financements de la COU.

La question suivante était cependant déjà posée. Comment éviter que ce programme ne se transforme en une juxtaposition artificielle de projets dont la seule cohérence serait assurée par les règles administratives imposées par un bailleur de fonds commun ?

Plus que sur notre capacité à réaliser correctement un certain nombre de projets localisés, c'est sur la question suivante que se situait le véritable enjeu de la COU, tant au niveau interne qu'externe.

Les différentes entités ENDA impliquées dans la COU, sauraient-elles se doter, des questionnements, des mécanismes et des attitudes communs, qui permettraient d'accoucher –sur la base des expérimentations sociales réalisées-- de propositions méthodologiques, stratégiques et d'éléments de politiques à une échelle correspondant à l'ampleur des problèmes posés par les grandes villes du Tiers Monde ?.

La façon dont s'est déroulée l'exécution de la première année de la COU, semble apporter une réponse négative à cette question. Elle n'en est que plus cruciale pour la poursuite de ce programme et se résume aux trois défis suivants :

- *Comment développer au sein de la COU des mécanismes et des attitudes en vue d'opérationnaliser un **apprentissage mutuel** inter entité au niveau local (par expl. Dakar) ou régional (par expo. Amérique Latine) ?*

- *De quelles hypothèses et méthodes communes se doter afin de valoriser le potentiel de **réflexion comparative** implicite –mais sous valorisé- de ENDA ?*

-*Quelles modalités pour une **capitalisation** et une **communication commune** en vue de renforcer les capacités de négociation de nos différents partenaires et d'influer sur les politiques urbaines.*

2. QUELQUES QUESTIONS TRANSVERSALES A LA COU

2.1. Si la référence au terrain (compris comme la mise en œuvre de projets localisés) **est importante, se limiter au terrain fait courir les risques d'une instrumentalisation et d'une subordination à des politiques plus globales définies en dehors de nous.**

2.2. Si tout est dans tout (les différents thèmes abordés par la COU faisant et fonctionnant comme système), **nous devons nous garder de tout amalgamer sous peine de confusion conceptuelle** (c'est-à-dire dans la compréhension des phénomènes et de leurs évolutions) **et d'inefficacité opérationnelle.** En d'autre terme, nous devons considérer que chaque entrée thématique, si elle est une fenêtre ouverte sur une même réalité, est une entrée différente qui suppose donc des outils d'analyse et des modalités opérationnelles spécifiques.

2.3. Si les concepts, les théories et les modèles sont des représentations du monde et des constructions sociales, ils exercent une influence profonde sur les politiques, et donc sur l'avenir des gens.

Le débat sur les concepts n'est plus, dans ce cas là un passe-temps d'intellectuels, mais une nécessité pour ne pas se laisser instrumentaliser par les concepts (et donc les politiques qui y sont rattachées) produits par d'autres.

Attention aux modes et aux opportunités conceptuels. La construction de concepts qui soient propres aux finalités des catégories sociales, dont nous nous efforçons d'accompagner le protagonisme, est une nécessité.

2.4. Entre Universalisme et culturalisme, le débat sur les concepts :

Une grande part des efforts d'ENDA jusqu'à présent, a eu comme objectif de faire reconnaître la diversité des pratiques et des concepts, conçus comme des constructions sociales et historiques.

C'est ainsi que la notion de pauvreté ou d'exclusion pouvait être abordée de manière différente au Sénégal, au Maroc ou en Colombie ; que la catégorie des 'jeunes de la rue' pouvait être opératoire pour le travail de ENDA Bolivie et rejetée par l'équipe Jeunesse Action en Afrique de l'Ouest ; ou qu'étaient défendues, le problème du travail des enfants ou de l'excision des jeunes filles, des positions sur privilégiant la spécificité des sociétés locales par rapport aux positions universalistes défendues par certaines organisations internationales et la majorité des élites intellectuelles du Nord.

Entre communautarisme et universalisme, la balance a souvent penché du côté de la 'communauté'. Mais ce localisme conceptuel a parfois dérivé vers l'incompréhension voire l'intolérance intellectuelle, tant à l'interne qu'à l'externe. La COU, basée sur des implantations localisées mais extrêmement diversifiées dans les villes du Sud pourrait être l'occasion de clarifier et de lancer un débat constructif sur la construction, l'histoire et les implications des concepts que nous utilisons.

2.5. De l'expérimentation au changement d'échelle : Une des missions d'ENDA est un devoir 'expérimentation', l'autre est celle d'impulser des changements sociaux significatifs. Ces deux missions sont-elles compatibles ? Comment s'articulent-elles ? Peuvent-elles être menées avec les mêmes structures (pôle d'excellence, mouvement social, etc), les mêmes méthodes (RAF, Communication événementielle, formation, etc), les mêmes ressources humaines (animateurs, chercheurs populaires, techniciens, etc.), de la même façon selon les contextes (au Vietnam et en Colombie) et selon l'étape de développement de l'antenne ou de l'équipe impliquée (ENDA Graf ou ENDA Brésil) ?

Si la qualité des 'expérimentations' menées par les différentes entités d'ENDA, à des échelles relativement micro (pour ne citer que deux exemples le projet 'Casa Amiga' à Medellin-Colombie et l'Atelier Nakasha' à Sale-Maroc) quels moyens se donnent les entités pour changer d'échelle sur ces sujets ? Certes, le changement d'échelle ne passe pas forcément par des opérations 'massives'. Il peut s'opérer, selon les contextes et selon les contraintes externes et internes par d'autres voies (la capitalisation-diffusion, l'influence sur les politiques, etc), mais il semble important de visibiliser et de clarifier les différentes stratégies à cet effet. Une réflexion comparative sur ce sujet pourrait être envisagée.

3. QUELQUES QUESTIONS THÉMATIQUES.

3.1. COMPRENDRE, PRÉVENIR ET CONTRER LA VIOLENCE.

1. Antécédents :

Dans les années 80 déjà, ENDA avec l'appui de la Division des Droits de l'Homme de l'UNESCO avait engagé une réflexion sur "La violence urbaine, la pratique des Droits de l'Homme et la participation populaire dans les couches populaires urbaines". Diverses équipes d'ENDA en Colombie, en Inde ou au Sénégal avaient alors entrepris des enquêtes sur divers aspects de la violence urbaine. Cette démarche avait débouché sur une rencontre entre chercheurs, travailleurs sociaux et militants qui s'était tenu à Bombay, puis à Goa du 18 au 27 octobre 1984, ainsi que sur la publication d'un numéro triple de la série Études et Recherches de ENDA⁹.

Plusieurs hypothèses étaient évoquées dans la note introductive de cet ouvrage, dont certaines restent encore d'actualité, même si certains points de vue, la sur-valorisation des du rôle et des valeurs des bidonvillois, la minoration du rôle des municipalités, peuvent étre aujourd'hui questionnés. En voici quelques extraits :

⁹ ENDA TM, Violence urbaine dans le Tiers-Monde, série Études et Recherches n° 102-103-104, ENDA éditions, mars 1986.

- “ L’absence, dans la plupart des cas, de participation réelle à la vie politique locale et nationale ne peuvent que constituer des éléments de renforcement des processus de violence ”
- “La violence urbaine, dans le Tiers-Monde, devient, de moins en moins contrôlable par le sacré ou canalisable par les valeurs communes ” (mouvements contestataires, syndicats, etc)... ”La violence de riposte, celle qui se veut créatrice d’une autre société urbaine, parvient mal à construire l’image et la réalité d’un nouvel ordre dans la ville ”
- “Il existe une contradiction entre la sphère du connu, élargie chaque jour par les mass média, et la sphère du possible, l’espace, beaucoup plus limité, sur lequel l’homme de la rue peut agir ”
- “Trop souvent, les chercheurs continuent d’aborder le problème de la violence urbaine, et celui, plus général, des couches démunies du milieu urbain, en partant de points de vue, d’hypothèses et de langage extérieur...Ces couches urbaines populaires ne sont ni pitoyables, ni dangereuses. Elles sont autre. Elles diffèrent des autres constituants de la société urbaine. Elles se caractérisent par des croyances, des valeurs, des comportements... Sans doute s’agit-il là d’une sous-culture, et c’est à ceux qui la partage qu’il convient de demander comment ils la désignent et comment ils la définissent ”
- “ Les bidonvillois’ se réfèrent, à propos de leur situation, à deux caractéristiques dominantes : celle de la violence et celle de la solidarité. Il est fréquent, dans les milieux populaires, que les deux termes soient ressentis comme antinomiques. ” ..Une recherche sur la violence urbaine “ ne prendrait toute sa signification que si elle s’accompagnait, parallèlement, d’une réflexion sur les diverses formes d’entraide, de coopération, d’insertion dans des mouvements divers et des luttes solidaires. ”

.2. Il ne suffit pas de supprimer la pauvreté pour éradiquer la violence.

Si la dénonciation des violences subies par les différentes catégories de ‘pauvres’ est une tradition à ENDA (dénonciation des déguerpissements, des atteintes aux droits des travailleurs de l’économie populaire urbaine, des enfants ‘de la rue’, des prisonniers, etc), l’entrée par la prévention de la violence et de l’insécurité en milieu urbain est encore mal cernée. On fait par exemple peu référence à la ‘violence’ dans la Proposition stratégique de 1998 (si ce n’est par un rappel p 17 que ‘si la ville est un lieu de diversité et de métissages spontanés, de relative autonomie , et donc de novations. Elle est aussi un lieu d’exclusion, de contradictions et de violences’)

Sans doute est ce parce que à l’entrée par la violence (souvent perçue comme une entropie du système et une appréciation négative de l’état de la société et des rapports sociaux) on a souvent préféré l’entrée par le protagonisme des pauvres (valorisation de leurs initiatives et des valeurs dont ils sont porteurs)

Cependant, si pauvreté et violence sont liées, nous savons aussi qu’il ne suffit pas de dire : ‘éliminons la pauvreté et nous éradiquerons la violence.’ Nous n’en voulons pour preuve que : les sociétés où subsiste une grande pauvreté ne sont pas forcément les plus violentes, la violence continue à exister dans des sociétés où la pauvreté à été pratiquement éradiqué, certaines formes de violence sont même parfois nécessaires et ‘légitimes’ pour faire reculer la pauvreté.

Comment expliquer par exemple que les deux pays les plus riches de l’Afrique au Sud du Sahara (l’Afrique du Sud et le Nigeria) connaissent également des situations de violence (en particulier urbaines) qui sont parmi les plus fortes du continent, alors que le Burkina-Faso qui compte parmi les pays les plus pauvres du continent et du monde semble relativement épargné par ce phénomène.¹⁰

Plus que de la pauvreté, la violence serait le résultat d’une conjugaison complexe de causes, parmi lesquelles :

- une indiscipline croissante de la société qui va de pair avec la déliquescence des mécanismes de contrôle et de règlement traditionnels ;
- un sentiment d’injustice lié aux processus de déclassement social et d’appauvrissement, ainsi qu’à l’existence de fortes inégalités (il s’agit là, plus de pauvreté ‘relative’ (par rapport à une situation antérieure ou par rapport aux autres catégories sociales) que de pauvreté ‘absolue’;
- un sentiment de frustration résultant des blocages à l’expression démocratique des revendications ; Faute de canaux institutionnels d’expression, le traitement des demandes de changement tend à se faire empiriquement dans la rue ou dans la brousse, à coup de cris, de pierres ou d’armes lourdes’
- un sentiment d’insécurité et de perte de repères par rapport aux changements accélérés vécus par les pays en transition’. Il semble bien que les pays à revenus intermédiaires connaissent un niveau d’instabilité démocratique et de tensions plus élevé que les pays les moins avancés et les pays les plus développés.

3. La lutte contre la violence urbaine et l’insécurité doit faire l’objet de politiques à part entière :

La violence urbaine entendue dans sa dimension insécurité a atteint des niveaux extrêmes (voir quelques cas extrêmes comme Medellin, Rio, Lagos, Johannesburg, etc.) Des études récentes semblent prouver que ce n’est

¹⁰ Pour plus de précisions voir Marc –Antoine de MONCLOS, Violence et sécurité urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria, 2T, l’Harmattan, 1997.

plus une violence des pauvres contre les riches, mais, de plus en plus, une violence des 'pauvres entre eux' (voir certaines études récentes en Colombie ou la 'culture' du viol en Afrique du Sud). Ce sont les habitants des quartiers populaires eux-mêmes qui considèrent que la lutte contre l'insécurité constitue une priorité (voir l'étude menée dans le cadre du PPU dans l'agglomération dakaroise), et qui prennent des mesures de 'justice populaires', avec les risques de dérapage que l'on connaît, si les autorités ne font rien.

Si on ne réfléchit pas à des modalités et des politiques spécifiques en la matière, au Sud comme au Nord on laissera la porte ouverte aux excès convergeant du tout sécuritaire et de la justice populaire.

4. La nécessité de mieux cerner les différentes perceptions de la violence urbaine :

La connaissance précise des violences de ses causes et de ses manifestations est un préalable nécessaire à sa prévention ou à son éradication.

On s'est aperçu que souvent (voir l'exp. de Santhiaba à Dakar) les populations ont quelque difficulté à différencier les causes et les manifestations de la violence. Ils amalgament ainsi causes (la pauvreté, le chômage des jeunes) et manifestations (la multiplication des petits vols dans les quartiers). Ceci peut déboucher sur les dérapages bien connus de la 'justice populaire'. Avoir une analyse plus précise des causes et manifestations de la violence, mener ce diagnostic et cet effort d'analyse avec les gens, n'est donc pas inutile et peut être, au contraire, un des éléments de prévention de certaines violences comme celle des lynchages.

Au Vietnam (recherche sur la violence domestique) ou au Brésil (étude sur la perception de la violence par les populations d'un quartier) la dimension recherche a constitué un élément important du dispositif mis en place. La prise de conscience des différences de perception de la violence entre populations et agents des ONG est un élément fondamental de la définition des futures actions de prévention.

On aurait tout intérêt à mener une réflexion collective sur un certain nombre de débats de société, tels que :

- la privatisation (communautaire ou non) de la sécurité.
- La justice 'populaire'.
- La prévention des violences interethniques.
- Le contrôle mafieux de certains secteurs (spéculation immobilière) et de certaines professions (c'est ainsi que l'on a pu parler de la mafia des ordures à Mexico ou à Bombay)

5. Recentrer le travail sur la violence urbaine autour de quelques hypothèses comparatives communes.

Selon les contextes, les différentes entités choisissent diverses portes d'entrée pour prévenir la violence urbaine : prévention par la connaissance et la défense des droits (Jeunesse Action), par l'instauration du dialogue entre les acteurs (ENDA Mali) par la formation (Enda Océan Indien), etc.

Quelles conclusions tire-t-on de ces expérimentations ? Vont-elles au-delà d'une réponse empirique à une situation d'urgence ? Quelles propositions au niveau des politiques de prévention en sont tirées, ? Sur quelles modalités et structures de médiation institutionnalisées pourraient déboucher ces expériences ?

Cet éparpillement d'expérimentations, si il est compréhensible dans une première phase, devrait permettre de cerner des hypothèses, des points sensibles, et des stratégies communes par la suite. Dans le cas contraire, l'optique comparatiste qui est à la base de la COU perdra beaucoup de sa raison d'être.

Proposition de thématiques communes éventuelles :

- Justice de proximité et gestion des conflits au niveau local (sous thème : Etre informé sur ses droits)
- Perception et proposition de solution aux violences inter ethniques par les habitants.
- Sécurité de proximité et privatisation de la sécurité.

6. De la prévention des violences urbaines à la construction des citoyennetés et de l'État de droit.

La aussi nous assistons au retour du politique. Faire de l'habitant, victime des violences urbaines, un acteur qui s'intéresse et s'approprie la chose publique et les problèmes de la cité, est certainement un des meilleurs antidotes à la violence urbaine.

L'entrée par la connaissance, la défense et la construction des droits est certainement une des pistes à mieux opérationnaliser quand la lutte contre la violence urbaine est conçue comme une réponse aux abus des pouvoirs et de leurs représentants. (construction des droits des EJT, information sur les droits des femmes et des travailleurs de l'économie populaire, des prisonniers, des étrangers, etc)

7. Faire de la violence liée aux problèmes fonciers une thématique de travail à part entière (voir plus loin) :

3.2. AIDER LES PAUVRES A S'ORGANISER, PRODUIRE ET SE FAIRE ENTENDRE.

Dans la version initiale de la COU l'axe d'intervention 'Aider les pauvres à s'organiser, à produire et à se faire entendre' apparaissait un peu comme un axe fourre tout, destiné à regrouper des activités aussi diverses que la promotion des technologies de première ligne, des initiatives de formation et de détente à grande échelle ou la mise sur pied d'une télévision populaire.

Sur la base des activités menées pendant la première année d'activité de la COU, il est important de mener une réflexion qui aboutisse à une meilleure définition de cet axe, un recentrage et une spécialisation des activités proposées dans le cadre de cet axe.

1. Un principe de départ : la question du protagoniste, et du 'potentiel' des pauvres.

Il nous suffit de citer quelques extraits de la Proposition stratégique " Les pauvres, mais aussi les catégories minorées de la population, sortiront de leur situation dans la mesure où ils deviendront acteurs et non plus sujets passifs d'une politique ou d'une tradition qui les réduit souvent à des rôles stéréotypés " " Si les pauvres, majoritaires, ont la capacité d'exercer un protagonisme social suffisant, leurs références culturelles peuvent devenir des régulateurs, voire des stimulants du changement collectif " (p 5)

Plus loin "Les pauvres ne sortiront de leur pauvreté que dans la mesure où ils deviendront les acteurs de leur propre vie, et non les sujets d'une tradition parfois réifiée et conformiste ou d'une modernité qui leur est souvent étrangère. C'est à cette condition qu'ils mobiliseront des ressources alternatives, qu'ils susciteront des initiatives individuelles ou mutualistes créatives et qu'ils produiront ainsi une modernité métissée dans laquelle ils se reconnaîtront. C'est aussi surtout à cette condition qu'ils défendront leurs droits et qu'ils pourront acquérir un pouvoir de négociation et d'influence suffisant dans la société " (p.9)

2. Refuser la guéthoïsation des pauvres, développer les dialogues et les alliances avec les autres couches de la société.

Prévost SCHAPIRA analysait dans une étude récente, la marginalisation progressive de certaines ONG Argentines, animées par des militants de gauche dont la stratégie avait été d'expérimenter en circuit fermé dans certains quartiers pauvres des mesures de lutte contre la pauvreté. Alors que l'objectif implicite de ces ONG était de se servir de ces expériences comme un tremplin pour remettre en cause les politiques plus globales de type néo-libéral du gouvernement Argentin, celles-ci se laissèrent enfermer dans les espaces de la pauvreté et furent malgré elles instrumentalisées par les politiques gouvernementales.

La question du développement séparé (les territoires autonomes / guethos des pauvres) mérite une fois de plus d'être débattue.

3.2.1. 'AIDER LES PAUVRES A S'ORGANISER ' (à considérer comme une préoccupation transversale à l'ensemble de la COU)

Aider les pauvres à s'organiser est certainement un leitmotiv de la plupart des projets accompagnés par les différentes équipes de ENDA en milieu urbain. Les expériences développées par les diverses entités de ENDA en la matière sont extrêmement diversifiées. Elles vont de l'appui à l'organisation des EJT, à celle des systèmes d'épargne et de crédit des femmes, en passant par l'appui à de nombreuses organisations de producteurs (recycleurs, coxieurs, artisanes du tapi, etc.) ou à des organisations d'aménagement de quartiers.

- Il semble que, si la richesse des expérimentations est indéniable, ces expériences pèchent par insuffisance de capitalisation (les caisses d'épargne et de crédit des femmes appuyées par le Graf pour ne prendre qu'un exemple) et d'évaluations croisées.

- L'impact positif des regards et des évaluations croisées qui s'étaient réalisées par le passé dans le cadre du PRECEUP par le passé mériterait que l'on remette à l'honneur cette modalité.

- Il serait également intéressant d'analyser pourquoi certaines professions, dans certains contextes sont 'allergiques' à l'organisation, tout au moins au type d'organisation tel qu'il est proposé (pour ne pas dire imposé) par certaines ONG accompagnatrices.

- Enfin, il serait sans doute opportun d'identifier quelques hypothèses communes à vérifier dans la diversité des projets d'appui à l'organisation menés par les différentes entités. (Allons nous par exemple centrer nos efforts de recherche et d'évaluation sur les modalités de 'renforcement des capacités' et de formation à l'organisation, ou sur l'accompagnement du management démocratique et décentralisé des organisations que nous appuyons ?)

- La capitalisation de ces expériences et la production d'un corpus juridique accessible sur le statut et les législations relatives aux organisations de la société civile, dans les différents pays où nous intervenons, seraient certainement un outil à mettre utilement à la disposition des organisations partenaires de ENDA (mais ce travail va certainement au-delà des possibilités du seul financement COU)

Si 'organiser' est un thème transversal à l'ensemble des projets de la COU, 'produire' et se 'faire entendre' mériteraient un traitement plus spécifique.

3.2.2. 'AIDER LES PAUVRES A PRODUIRE'

A. Rappel de quelques 'évidences'

Ce n'est pas le lieu ici de faire un long développement sur l'économie populaire. Nous devons cependant rappeler quelques points de vue qui ont marqué l'approche d'ENDA en la matière

1. Le 'système de production' des pauvres (économie populaire) est majoritaire dans les économies de la plupart des pays et des villes du Sud

Il emploie et procure des revenus à –selon les pays et les villes-- 30 à 70 % de la population.¹¹ Ce chiffre est à rapprocher des chiffres de la pauvreté : “ 60 % de la population vit dans la pauvreté ou au moins dans la précarité ” . Une des caractéristiques essentielles de cette pauvreté est la difficulté d'accès à des services de base à des coûts raisonnables.

Nous ne sommes donc pas face à un phénomène marginal, mais central dans l'économie réelle de la plupart des pays du Sud. “ Toute velléité de développement et de croissance qui ne prend pas appui sur l'économie réelle du continent- c'est-à-dire l'économie populaire urbaine et rurale-- est nécessairement vouée à l'échec ” (p. 28)

Cette situation nous pose un double défi :

- prendre en compte les pauvres et leurs initiatives économiques et socio-économiques.**
- proposer des réponses 'massives' ou tout au moins à une échelle significative**

2. Ce n'est pas la croissance qui va éradiquer la pauvreté, mais un combat intelligent contre la pauvreté qui servira de levier à une croissance durable.

Philippe ENGELHARD nous rappelait dans ses derniers écrits quelques évidences “ La croissance ne viendra pas à bout de la pauvreté assez vite. C'est un combat intelligent contre la pauvreté qui créera les conditions d'une croissance longue ”¹². “ Avec un taux de croissance de 2 % du revenu réel par tête- qui implique un taux de 5 % du revenu réel global, puisque le taux de croissance démographique est proche de 3 %- il faudra plus d'un quart de siècle pour que les pays au sud du Sahara atteignent un revenu par tête qui serait celui de la Tunisie ”

En simplifiant à l'extrême la situation, on pourrait dire que l'on peut réduire la pauvreté et améliorer le niveau de vie par deux voies.

- en augmentant les revenus (mais à quoi sert un revenu plus important dans un système de prix où les biens ,et en particulier les services urbains, sont très chers)**
- en réduisant le prix des biens et des services (“ La vraie richesse d'une nation réside dans le fait qu'elle est capable d'offrir, à des coûts supportables par le plus grand nombre, des biens et services de base en quantité et qualité suffisante” ENGELHARD p. 49)**

Nous voyons donc que l'accès aux services se situe au cœur d'une politique de lutte contre la pauvreté. Cet accès est limité par la nature de l'offre de service qui s'aligne, dans la plupart des cas, sur les standards et les prix des pays du Nord¹³, hors de portée de la plupart des citoyens du Sud.

Une des priorités est donc la réduction du coût des services de base qui passe probablement par l'adoption de normes plus appropriées aux PVD, et par des modes de production différents de ces services. L'économie populaire et l'économie sociale auront certainement un rôle essentiel à jouer à cet effet.

La proposition de services à des prix accessibles aux catégories pauvres, entraîne une création d'emplois et de revenus, qui à leur tour augmentent la demande. On peut espérer enclencher ainsi un cycle vertueux de développement et c'est le sens du développement de l'économie populaire

3. Le développement d'une économie populaire en autarcie ne peut entraîner qu'une ghettoïsation des territoires de la pauvreté

¹¹ “ Le gros de la production est le fait de milliers de petites entreprises familiales, voire micro-entreprises, qui assurent, chichement, la survie du plus grand nombre, dans les villes et dans les campagnes. En fait ‘l'économie moderne-si l'on excepte le Maghreb, le Nigeria, l'Afrique du Sud et quelques pays d'Afrique australe- n'occupe que quelques centièmes de la population active ” in Philippe ENGELHARD, L'Afrique, miroir du monde, p.27.

¹² Philippe ENGELHARD, L'Afrique miroir du monde ? Arlea, Paris, 1998.

¹³ En nous basant sur le coût de raccordement au réseau d'égout d'un petit village français nous avons estimé en 1990 les prix de l'installation et du raccordement à domicile à un réseau d'égout classique à 12 fois le salaire minimum colombien. In Jean-Jacques GUIBBERT , Écologie populaire urbaine et assainissement environnemental dans le Tiers Monde, in Environnement Africain n° 29-30, 1990, Dakar, Sénégal.

(P 10 proposition stratégique) ENDA prête une attention particulière aux “ modes de production et de socialisation alternatifs, notamment aux économies populaires...Ce fait est incontournable et nous devons en faire l'un des pivots du changement économique et de l'amélioration des conditions de vie”. Cependant “ *cette attention aux économies populaires ne peut elle même être exclusive : nous devons envisager l'économie comme un tout et donc comme un système. Les synergies et les articulations entre l'économie populaire et l'économie'moderne' seront recherchées dans la mesure où elles constituent un facteur de croissance économique et de progrès pour l'ensemble des acteurs* ”

Comme la culture de la pauvreté (version Oscar LEWIS) risquait d'enfermer les pauvres dans une sous culture qui, tout en les aidant à survivre, les maintenait dans leur statut de dominés, l'économie populaire risque de ne rester qu'une sous économie, une économie de deuxième ordre, si elle ne réussit pas à s'articuler avec d'autres acteurs et secteurs de l'économie réelle.

Pour certains chercheurs latino américains comme Jose Luis CORAGIO par exemple : “ la possibilité pour que surgisse du camp populaire un projet alternatif de développement ou de transformation sociale, dépend du fait qu'il construise les éléments d'une autonomie relative en ce qui concerne sa reproduction matérielle et culturelle. Cette éventualité dépend du fait que se constitue une économie populaire capable de s'auto entretenir et de s'auto développer, mais ceci non pas de manière autarcique, mais dans le cadre d'une connexion ouverte avec l'économie capitaliste et publique ”^a Pour l'auteur, ceci signifie que le scénario alternatif n'est pas imaginable s'il implique la seule catégorie des 'pauvres' et que “ l'économie populaire qui peut se construire comme développement à partir de la matrice socio-économique populaire doit inclure pour être dynamique des éléments sociaux, organisationnels et technologiques hétérogènes mais complémentaires ”. Il en mentionne quelques uns tels que : les Universités nationales, les centres de recherche technologiques, les ONG, les mouvements revendicatifs, les organisations de quartier, les syndicats, les mouvements de jeunes, de femmes, etc

4 ;Quelques avantages comparatifs de ENDA.

ENDA a développé un savoir faire et une expertise particulière sur certains secteurs tels que : le crédit en direction des femmes, l'économie environnementale ou l' économie sociale, les services de santé communautaire, l' éducation alternative, etc. Des expérimentations ont été menées sur ces différents sujets dans les différents pays et continents du Tiers Monde, cependant, peu d'études ou d'évaluations comparatives sérieuses ont été menées jusqu'à présent sur ces différents secteurs.

Voilà probablement une des voies à explorer pour la deuxième phase de la COU. On pourrait par exemple procéder en choisissant un secteur d'intervention par an sur lequel serait procédé à une évaluation-capitalisation largement diffusé dans et hors de l'institution.

B. Deux défis à relever :

- Capitaliser : il est regrettable que certaines 'expériences', qui de l'avis général sont parmi les plus novatrices et mues par un dynamisme propre (comme c'est le cas des Caisses d'épargne et de crédit des femmes au Sénégal, mais ce cas n'est probablement pas le seul) soient aussi mal capitalisées. Ceci est d'autant plus regrettable que les compétences semblent exister au sein ou à la périphérie de l'organisation pour que cette capitalisation se réalise.

De telles évaluations-capitalisation devraient permettre : d'une part, de mieux faire circuler les expériences et les compétences internes à l'organisation, et de renforcer les processus d'apprentissages mutuels ; et d'autre part, de mobiliser le capital de recherche et d'expertise existant à la périphérie de l'organisation dans le monde de la recherche pour le développement.

- Changer d'échelle : l'ère du saupoudrage et de la mise en scène des micro-opérations d'appui à l'économie populaire urbaine est révolu. Si nous ne voulons pas perdre le capital de sympathie que nous avons accumulé en gagnant la bataille des concepts (il faut reconnaître à ENDA et à son Secrétaire Général, le rôle joué pour que soit reconnu le concept d'économie populaire), nous devons maintenant apporter des réponses opératoires (c'est-à-dire avant tout à une échelle significative) aux attentes créées auprès de certaines institutions sous peine d'y perdre notre crédibilité.

Quelles seront les modalités de changement d'échelle que nous privilégierons ? Agir comme opérateurs à grande échelle dans la prestation de services urbains pour les plus pauvres (dans le secteur de l'accès à l'eau, de l'évacuation des ordures, de l'assainissement, etc) ? .Proposer des formations massives et appropriées à certaines filières artisanales ? Concentrer nos efforts sur le crédit à la production ? Accompagner les organisations de producteurs dans leurs actions de lobbying pour modifier les politiques publiques ?

La plupart des équipes ENDA sont engagées dans des démarches de ce type, mais leur pertinence et leur efficacité est rarement évaluée. Une évaluation comparative des actions et processus appuyés par ENDA , au vu des questions évoquées ci-dessus serait un apport important au dialogue sur les politiques que l'organisation envisage d'entreprendre avec les bailleurs et les organisations internationales.

2.2.3: 'AIDER LES PAUVRES À SE FAIRE ENTENDRE'

1. Une multiplicité des modalités de communication qui brouille parfois le message

“ Communiquer tous azimuts ”, tel l'objectif fixé communication par le rapport d'activités 1995 en matière de communication., Ce rapport insistait sur la diversité des messages, des médias des destinataires et des activités de communication menées par ENDA (théâtre, publications, cinéma, courrier électronique, expositions, presse, BD, conférences, etc...) Les activités de communication développées dans le cadre de la COU semblent avoir pris ce slogan au mot, quitte à donner l'impression d'une certaine dispersion.

La 'proposition stratégique' de 1998, considérait la “ Communication pour la diversité et le changement ” comme un axe stratégique transversal. Cette communication devait permettre de promouvoir le changement, le nôtre et celui des groupes et des sociétés avec lesquels nous travaillons'. Élargir la communication devait permettre “ d'étendre le changement social à grande échelle ”. À cet effet, il était proposé “ une mise en place sélective, selon nos avantages comparatifs, des outils adéquats (TV, radios, Internet) qui réponde le mieux à nos missions ”. “ L'appropriation et le partage des TIC ” était présentés comme une des modalités possibles. (p. 21)

Le rapport d'activités 1998, reprends cette idée dans sa conclusion qui appelle à “ maîtriser la communication électronique de façon efficace et professionnelle, de manière à en faire un instrument au service des idées et des stratégies d'enda et des organisations partageant ses luttes ” (p. 90)

2. Quel rôle pour les TICS dans la lutte contre la pauvreté, l'aménagement et la gouvernance démocratique en milieu urbain ?

Quelles leçons tirer de la diversité des expériences menées dans le cadre de la première phase de la COU. ? Peut-on en tirer des conclusions généralisables ? Il semble que la COU ai servi à l'expérimentation de la démocratisation de certaine TIC (SIG, banques de données locales, mise en réseau et initiation aux TIC etc). Ces expériences semblent dans l'ensemble insuffisamment capitalisées. De ce fait, le débat qui traverse l'organisation sur ce thème semble plus relever de la confrontation de préjugés que d'un débat scientifique et argumenté.

D'autre part de nombreuses opportunités s'ouvrent sur ce thème, qui est devenu une priorité des bailleurs. Il n'est pas évident que les réponses qui seront faites par les différentes entités en matière de TIC, le soient sur la base d'une perception réaliste des enjeux et avec une connaissance suffisante des leçons tirées des expériences dans lesquelles l'organisation est engagée par ailleurs.

Dans sa nouvelle phase, la COU pourrait être le lieu et l'occasion de répondre, ne serait ce que partiellement à, la question suivante : Quel rôle pour les TIC dans la lutte contre la pauvreté, l'aménagement et la gouvernance démocratique en milieu urbain ?

3.3. DÉCIDER LA VILLE AUTREMENT.

3.3.1. Rapide historique du concept :

1. Gouvernance ou gouvernement des villes ?

Les années 70 avaient vu l'apparition de l'idéologie de la Participation. Face aux approches technocratiques et centralisées qui excluaient les habitants les plus pauvres de la définition des politiques urbaines et des modalités d'aménagement de leurs lieux de vie (essentiellement des quartiers créés en marge des législations et programmations urbaines), les approches participationnistes de proximité réclamaient la reconnaissance des modalités 'informelles' (souvent majoritaires) de production et de gestion de la ville, et demandaient l'association des habitants à la gestion et à l'aménagement de ces espaces. Progressivement, la participation des habitants à la planification, à l'aménagement et à la gestion de leurs quartiers, était posée.

À partir des années 80, on est passé de la problématique du gouvernement local (local government pour l'Afrique anglophone, gobierno local en Amérique latine lesquels ont d'ailleurs précédé l'Afrique francophone sur cette voix) à celle de la Gouvernance locale.

Si ce dernier concept semble être actuellement largement admis, il est important d'en faire l'historique, voire la critique, ce qui nous permettrait de mieux cerner l'idéologie et le modèle de développement dont il est porteur.

De nombreux ouvrages ont été consacrés à la gouvernance. Nous n'en citerons que quelques-uns pour lancer ce débat.

- 'Gouvernances', Annales de la recherche urbaine, n 80-81, décembre 1998.

- 'La gouvernance : pensée unique, recherche d'une troisième voie 'ou construction de nouveaux savoirs ?' Repères Prospectifs n 84, DAEI, Mission Prospective, janvier 2001.
- 'Bonne gouvernance : au-delà de l'habillage juridique', un article de Karim DAHOU, ENDA TM, nov 1999.

2. La 'bonne gouvernance' une conditionnalité des politiques économiques d'inspiration néo-libérale.

Le concept de Gouvernance est né à la fin des années 80 au sein de la Banque Mondiale, comme résultat du constat d'échec de la mise en œuvre des réformes macroéconomiques liées aux ajustements structurels qui – selon les experts de la Banque- étaient à rechercher du côté de l'incompétence et de l'inefficience des États concernés. Il apparut alors " qu'une gestion du service public efficace et transparente était un point crucial de l'efficacité à la fois des marchés et des interventions gouvernementales-- et partant de là, du développement économique "14 L'appui et l'accès aux financements de la Banque fut alors conditionné par l'adoption de mesures qualifiées de 'Bonne Gouvernance' qui s'imposaient à l'administration tant de niveau national que local (Municipalités).

Pour que les villes soient compétitives, d'un point de vue économique, et habitables, elles devaient être bien gouvernées et bien gérées (grâce à des mesures techniques d'amélioration du recouvrement des impôts locaux, de contrôle des dépenses, de réduction des personnels municipaux et de formation des ressources humaines essentiellement). Ce n'est qu'à cette condition qu'elles seraient bancables, et qu'elles auraient accès au marché des capitaux, à commencer par les prêts de la Banque. C'est la logique par exemple des Audits urbains et des Plans d'ajustement locaux, réalisés actuellement auprès de l'ensemble des municipalités sénégalaises.

3. Existe-il une alternative à la version néo-libérale de la gouvernance urbaine ?

Une gouvernance qui ne serait pas le résultat de conditionnalités imposées par un modèle de gestion exogène, mais qui prendrait " sa source dans la démocratie sociale et politique, et donc dans l'accès à la citoyenneté et le dépassement des inégalités" est-elle possible ? L'expérience brésilienne menée dans certaines villes gérées par le PT semble le prouver, non seulement à Porto Alegre (budget participatif), mais aussi à Sao Paulo, ou Salvador de Bahia¹⁵ (Plan Directeur, budget participatif, Programme Ville Mère, etc.). ? Les expériences de planification stratégique participative' menées à Bogota ou à Medellin dans les années 90 sont-elles comparables ? Peut-on oublier l'expérience de planification urbaine démocratique de Villa El Salvador, au Pérou, qui fut la 'meilleure pratique ' de référence de la gauche latino américaine dans les années 80 ? Quel avenir prédire aux tentatives en cours en Afrique de l'Ouest (à Dakar-CDL, Projet de Villes, Saint-Louis ou Kaolack pour le Sénégal ; CDQ à Abidjan, etc) ?

4. Le grand retour du politique :

Pour crédibiliser nos actions vis-à-vis des bailleurs de fonds, nous sommes devenus des spécialistes des cadres logiques et autres indicateurs de développement. Nous avons technicisé nos démarches au risque d'y perdre notre référent méthodologique et politique.

Ce faisant n'avons-nous pas lâché la proie pour l'ombre, l'accessoire pour l'essentiel ? N'avons pas accepté de devenir les instruments -efficaces certes- de politiques définies en dehors de nous et plus grave encore des habitants eux-mêmes ?

Après avoir prétendu que l'on pouvait réguler la ville par des dispositifs et des artifices techniques, la Banque elle-même, semble accepter l'importance du politique. Qu'est ce en effet que la 'bonne gouvernance', dont elle se réclame, si ce n'est une réintroduction du politique (sous la forme de conditionnalité) dans le choix des politiques et des projets urbains. Nous savions depuis longtemps que nos démarches techniques n'ont jamais pu se développer indépendamment des rapports de pouvoir qui traversaient et façonnaient les sociétés dans lesquelles nous intervenions. Mais nous avons parfois fini –afin d'accéder à certains financements- par l'oublier.

Nous assistons au grand retour du politique. La proposition stratégique mettait l'accent sur la nécessité d'un changement politique qui commencerait " lorsque tous les acteurs, en particulier, les pauvres, les femmes et les jeunes seraient partie prenantes à la définition des règles du jeu économique et social ".

Saurons nous gérer ce grand retour du politique dans nos projets ?

5. Du retour du politique, au dialogue et à l'influence sur les politiques.

Les opérations micro que nous avons menées dans les différentes villes où nous intervenons se sont vite heurtées aux politiques en vigueur. Qu'il s'agisse de la garantie de l'habitat des groupes de recycleurs de Bogota, du développement des formations alternatives 'de coin de rue' à Dakar, ou d'appui au secteur informel à Ho Chi Minh Ville, on s'est vite rendu compte que l'avenir de ces initiatives dépendait en grande partie de la modification

¹⁴ Annik OSMONT, La gouvernance : concept mou, politique ferme, in Annales de la Recherche urbaine, op. cité.

¹⁵ Anete BRITO LEAL IVO op. cité

des politiques urbaines de la Municipalité de Bogota, des règles établies par le Ministère de l'Education au Sénégal concernant les écoles 'privées', ou de la politique de développement économique des autorités urbaines et du parti à Ho Chi Minh Ville.

La question n'est donc pas de savoir si l'on doit s'intéresser aux politiques, mais comment procéder, selon les différents contextes et rapports de force établis.

6. À quel niveau situer notre ambition ?

-*informer sur les politiques* : exp. de l'information sur les politiques de gestion des déchets de la municipalité de Santo Domingo auprès des recycleurs informels ;

-*dialoguer sur les politiques* : exp. de la facilitation du dialogue inter acteur que suppose la production des projets de ville au Sénégal.

-*influer sur les politiques* (et selon quelles modalités ?) : en acceptant le rôle de conseiller que nous proposons parfois certaines institutions nationales ou internationales, en accompagnant des batailles parfois rudes pour le changement des politiques (foncières en ce qui concerne la défense de certains bidonvilles dakarois contre la spéculation, législation du travail en ce qui concerne la défense des droits des EJT, etc)

7. Sur quels thèmes ou quelles batailles concentrer nos efforts ?

Si chaque entité doit avoir la latitude de choisir localement en fonction des enjeux et des marges de manœuvres existantes, il serait certainement intéressant de choisir un thème d'observation voire d'action commune à l'ensemble ou à une majorité d'entités afin de favoriser les échanges et apprentissages mutuels (voir quelques propositions ci-après)

3.3.2. Quelques questions communes à aborder dans le cadre de la COU :

1. Quels mots pour qualifier les modalités 'alternatives' de décision, de planification et de gestion urbaine ?

Nous avons de tout temps été confronté à cette situation : les mêmes mots ne signifiaient pas la même chose selon les contextes et selon les acteurs.

La *participation* ne signifiait pas la même chose dans la bouche d'un habitant du quartier Nylon à Douala, au cours des années 70 et dans celle d'un conseiller de l'Agence de Développement Municipal du Sénégal aujourd'hui.

La '*gouvernance conditionnelle*' à laquelle font référence les experts de la Banque Mondiale dans leurs négociations avec les États d'Afrique de l'Ouest à partir des années 80, n'est pas la même que la '*gouvernance démocratique*' dont se réclament certaines expériences Brésiliennes comme Porto Alegre¹⁶ ou Salvador de Bahia¹⁷.

Nous pourrions faire le même constat concernant la *pauvreté* ou la *décentralisation* (voir une des récentes publications du Graf sur ce sujet).

Quelle attitude avoir face aux mots et aux concepts ? Est-il préférable de s'appropriier et d'user des marges de manœuvre qui sont ouvertes par certains vocables à la mode, au risque, au-delà des mots, d'adopter inconsciemment les politiques et les idéologies dont ils sont les porteurs ; ou doit-on créer de nouveaux mots pour qualifier des réalités, des analyses et des politiques qui se prétendent différentes, voire alternatives ? (voir la bataille des mots menée par ENDA autour du concept d'économie populaire comme alternative au secteur informel)

2. Quelles échelles et quels territoires opportuns pour décider et aménager la ville autrement ?

Ce volet de la COU est bien intitulé *décider la ville* autrement, et non pas décider le *quartier* autrement, et ce n'est pas fortuit. En effet, si la participation des habitants est actuellement largement admise, expérimenté et capitalisé à l'échelle des quartiers, elle est encore très rare au niveau de l'ensemble de la ville.

Rappelons que le changement d'échelle a fait l'objet d'un séminaire spécifique qui s'est tenu à Bamako en 1998 et qu'il est mentionné dans la proposition stratégique que si la mission d'expérimentation et d'incitation à innover peut se réaliser à une échelle relativement micro, il est précisé que celle-ci doit s'accompagner d'une 'mission d'information, de crédibilisation et de diffusion à grande échelle, des pratiques et des expérimentations sociales novatrices'

¹⁶ Rebecca ABERS, La participation populaire à Porto Alegre, au Brésil, in Annales de la Recherche Urbaine op. cité.

¹⁷ Anete BRITO LEAL IVO, L'Expérience de gouvernance urbaine à Salvador de Bahia (1993-1996), in Annales de la Recherche Urbaine, op. cité.

La proposition stratégique parle aussi 'd'une mission critique à l'égard des idées dominantes ...celle-ci s'appuie sur les expériences et les recherches capables de donner une crédibilité suffisante aux alternatives politiques et économiques à grande échelle'

Or, il est significatif de constater que à de rares exceptions près, la plupart des actions d'accompagnement menées par les entités d'ENDA pour favoriser la participation des habitants à la décision concernant leur territoire, s'opère au mieux à l'échelle des quartiers. Il est à noter par ailleurs que ces actions se développent trop souvent, en parallèle -et sans tenir compte- des décisions, des mécanismes et des politiques, qui régulent l'ensemble de la ville.

Tout se passe, comme si intervenir au niveau de l'ensemble de la ville était trop ambitieux, et si la seule hypothèse envisageable était celle d'un développement séparé des espaces urbains de la pauvreté que constituent certains quartiers.

3. Capitalisation et études comparatives des expériences de planification participative des quartiers et des villes.

Les différentes équipes de ENDA, sont en situation (en tant que coacteurs ou observateurs) de capitaliser et de comparer une gamme étendue de pratiques de planification participative des villes (exp. participation des femmes à la planification d'une zone urbaine de Medellin; appui aux CDL et projets de villes dans l'agglomération dakaraise ; appui à la réalisation des agendas 21 locaux au Maroc ; expériences de planification participative de quartiers au Brésil, en Rep. Dominicaine, en Ethiopie, au Vietnam, à Madagascar, etc)

Une capitalisation et une analyse comparative de ces expériences pourraient être réalisée. Il serait important de réaliser ces études et d'évaluer ces processus, non pas avec une vision autarcique, voire isolationniste qui nous a parfois caractérisé, mais en situant les processus impulsés ou accompagnés par ENDA par rapport aux autres mécanismes de planification urbaine existants. Un partenariat avec le CIEU (doctorants et autres étudiants de DESS et de l'IUP de l'Université Toulouse Le Mirail peut être envisagé pour réaliser ce travail).

4. Donner aux projets urbains des populations les moyens financiers et humains de leur aboutissement :

La participation des habitants aux décisions concernant l'aménagement et le développement de leurs quartiers semble aujourd'hui un fait acquis. Leur association aux mêmes décisions au niveau de la ville est un processus en construction. Mais on se ménage bien des désillusions et des retours en arrière, si ces processus ne s'accompagnent pas d'une réflexion et d'une expérimentation sur la mobilisation des moyens nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions'.

Accès à l'aide au développement, mobilisation de l'épargne, de l'investissement et des finances locales et budgets participatifs, seront certainement un enjeu majeur de ces prochaines années. Il semble difficile de faire l'impasse sur ce sujet dans les prochaines phases de la COU.

5. Former les ressources humaines nécessaires à l'aménagement et à la gouvernance démocratique des villes.

Plusieurs programmes de différentes entités d'ENDA s'efforcent de former, à la carte, les ressources humaines nécessaires à l'accompagnement de ces processus. Penser à un programme collectif de formation (apprentissage mutuel, renforcement des capacités, etc) destinée aux différents acteurs locaux (publics, collectivités locales, organisations de la société civile), est peut-être à envisager. Mais cette ambition dépasse largement le propos de la COU et devrait être posé dans le cadre d'une organisation renouée et redéployée. Elle implique aussi probablement la construction de partenariats à cet effet avec certaines institutions de recherche et de formation.

3.4. UN NOUVEL AXE THÉMATIQUE : La question foncière

Si l'accès au foncier et la sécurité foncière est sans nul doute une des causes de tension et de violence en milieu urbain, il ne semble pas que ce problème atteigne le degré de gravité des années 70 quand 'déguerpissements' (dans toute l'Afrique de l'Ouest) et invasions de terrain (en particulier en Amérique – Latine) était une des modalités principales des luttes urbaines.

La problématique foncière constitue un univers à elle seule et à fait l'objet de développement de concept spécifique (rente foncière, etc), on ne peut pas se permettre de l'aborder 'en amateur' et elle suppose la disponibilité de compétences et de moyens spécifiques.

Si comme l'ensemble des autres problématiques (génération de revenus, développement de l'économie populaire urbaine, etc.) le foncier est forcément liée à la prévention de la violence et des conflits, elle mériterait cependant que l'on y consacre un volet spécifique du programme.

4. CONCLUSION ET SUIVI.

La COU une triple opportunité :

-**conceptuelle** : produire à partir de la diversité des implantations et des contextes des concepts communs, nous donner un référent et donc une culture commune tout en participant à la production de concepts alternatifs à la pensée unique dominante.

-**stratégique** : définir des objectifs communs, choisir quelques lieux (agglomération Dakaroise, zone latino-américaine, etc.), portes d'entrées (médiation des conflits, crédit, etc) et échelles d'intervention (municipalité) en vue d'une convergence de nos actions en milieu urbain .

-**organisationnelle** : inventer les modalités pour un travail qui respecte l'initiative et incite à la créativité de chacun tout en favorisant les synergies et l'adhésion à des valeurs et à des batailles communes.

N'oublions pas ce à quoi s'est engagé ENDA dans le cadre de la mise en œuvre de la COU. La COU précisait -on en conclusion du document de projet (p. 29) " devrait devenir un des outils de mise en cohérence des activités urbaines menées par les différentes entités d'ENDA TM intervenant pour un changement éco-social significatif dans les villes du Sud ". Le même document précisait plus loin que si le ***"principe de l'expérimentation autonome des différentes équipes et antennes" était retenu, ... "Ce principe n'avait de raison d'être que si un mécanisme d'échanges d'expériences, de réflexion stratégique et méthodologique et de capitalisation commun est mis en œuvre"*** Ce n'est pas une addition d'expérimentations disparates qu'attend de nous le MAE, mais avant tout, une capitalisation de processus significatifs et une réflexion stratégique sur les politiques. Cette exigence pourrait bien être une chance pour nous.

Il est aussi intéressant de situer la COU par rapport à la volonté exprimée récemment par le MAE :

- de relancer la recherche urbaine sur les PVD,
- de mieux définir certaines orientations stratégiques concernant son aide et ses interventions en milieu urbain,(qui reste encore à la traîne des orientations définies en la matière par la Banque Mondiale.)

La COU dans sa nouvelle phase saura-t-elle saisir cette opportunité pour se constituer en

un lieu d'expérimentation et de dialogue sur les politiques

Jean-Jacques GUIBBERT, mai 2001.